



MAÎTRE D'OUVRAGE



UGECAM HAUTS DE FRANCE
2 rue d'Iéna, 59000 LILLE

Marché de Maintenance et Travaux des Ascenseurs et Monte-charges du patrimoine de l'UGECAM

CONTRAT D'ENTRETIEN ÉTENDU ET DE MAINTENANCE,
Code de la Construction et de l'Habitation (art 125-2-2)

*Arrêté du 18 novembre 2004
relatif à l'entretien des installations d'ascenseurs*

*Arrêté du 11 mars 1977
relatif à l'entretien des installations de monte-charge non accompagnés et plates-formes élévatrices*

Cahier des **C**lause**s** **T**echnique**s** **P**articulières - ENTRETIEN

MARCHÉ D'ENTRETIEN	
Durée du Marché	4 ans
Nombre de lots	2
Facturation	Trimestriel échu



Table des matières

PREAMBULE.....	6
PARTIE 1 : PRESTATIONS D'ENTRETIEN DES INSTALLATIONS.....	7
Article 2 Périmètre - durée et facturation du contrat	11
Article 3 Conditions d'exécution	11
3.1 Généralités	11
3.2 Dispositions particulières aux établissements de Santé.....	12
3.3 Dispositions particulières aux établissements ERP (Établissement Recevant du Public)	13
3.4 Délai d'intervention et de remise en service maximum en cas de panne.....	13
3.5 Délai maximum de désincarcération des personnes et des charges	14
3.6 Objectifs de résultats	15
3.7 Documentation	16
3.8 Formation et équipements du personnel intervenant	17
Article 4 État des lieux - Audit des appareils.....	18
4.1 État des lieux contradictoire en début de contrat.....	18
4.2 État des lieux contradictoire en fin de contrat.....	18
4.3 Absence du Titulaire à l'état des lieux contradictoire, à une expertise ou à un contrôle réglementaire	19
4.4 Réserves de maintenance.....	19
4.5 Contrôle des prestations et assistance aux organismes de contrôle.....	19
Article 5 Exclusions du contrat d'entretien	20
Article 6 Entretien du système de téléalarme / télésurveillance existante	21
Article 7 Information vers L'UGECAM HAUTS DE FRANCE	22
7.1 Carnet d'entretien.....	22
7.2 Mise à l'arrêt d'un appareil	23
7.3 Opérations de « maintenance lourde »	24
7.4 Rapport d'activité semestriel	24
7.5 Rapport d'activité annuel	25
Article 8 Disponibilité des pièces de rechange	25
Article 9 Obligations du Client	26
PARTIE 2 : PRESTATIONS DE TRAVAUX SUR BONS DE COMMANDES	27
Article 10 Généralités.....	27
10.1 Introduction	27
10.2 Dispositions particulières en bâtiment occupé	27
Article 11 Prescriptions techniques	28
11.1 Définition du matériel proposé.....	28
11.2 Qualité du matériel	28
11.3 Essais et vérification de fonctionnement	28
Article 12 Réception des travaux.....	29



12.1 Essais réglementaires et réception de l'ouvrage	29
12.2 Mise en service	29
12.3 Visa des documents d'exécution	29
12.3.1 Avant travaux	29
12.3.2 Après achèvement	29
Article 13 Modalités de chantier	30
13.1 Exécution des travaux	30
13.2 Visites et investigations	30
13.3 Suivi chantier	30
13.4 Propreté du chantier	32
13.5 Sécurité sur le chantier - Hygiène et sécurité	32
13.6 Amiante	33
13.7 Communication pendant la phase chantier	33
Article 14 Normes et réglementations	34
Article 16 Acceptation du Titulaire des Clauses Techniques et Particulières	38
- ANNEXE 1 -	39
.....	39
DÉCRETS, ARRÊTÉS, CIRCULAIRES	39
TEXTES GÉNÉRAUX	39
- ANNEXE 2 -	46
.....	46
OPÉRATIONS MINIMALES D'ENTRETIEN	46
- ANNEXE 3 -	49
.....	49
ETAT DES MATERIELS ET PIECES	49
- ANNEXE 4 -	54
.....	54
MODÈLE DE RAPPORT DE VÉRIFICATION GÉNÉRALE PÉRIODIQUE	54
ANNEXE 5 -	60
.....	60
DESCRIPTIF DES PRESTATIONS SUR BORDEREAU DE PRIX UNITAIRE	60
<i>0005AS : Boîtier de révision</i>	<i>61</i>
<i>0020AS : Mise en place de freins de guide</i>	<i>61</i>
<i>0030AS / 0035AS / 0040AS / 0045AS / 0050AS / 0055AS : Balustrades toit de cabine</i>	<i>61</i>
<i>0060AS / 0065AS : Barrières de cellules de protection du passage libre</i>	<i>62</i>
<i>0070AS / 0075AS : Eclairages en cabine</i>	<i>62</i>
<i>0090AS / 0095AS : Boîte à boutons cabine</i>	<i>63</i>
<i>0120AS : Remplacement inox de la cabine</i>	<i>64</i>
<i>0135AS/0160AS : Habillage cabine</i>	<i>64</i>
<i>0165AS à 0175AS ou 0195AS à 0205AS : Remplacement du sol</i>	<i>66</i>
<i>0220AS : Miroir cabine</i>	<i>67</i>



0230AS : Barre d'appui.....	67
0245AS : Ventilations cabine.....	67
0270AS : Remplacement du système de parachute cabine	67
0275AS : Traitement des parties oxydées sous cabine	68
0290AS à 0305AS: Garde Pieds de cabine	68
0325AS : Opérateur de porte cabine à variation de fréquence ou variation d'intensité.....	69
0330AS à 0355AS: Remplacement des portes de cabine	70
0360AS/0385AS : Remplacement des panneaux de porte cabine	70
0410AS : Téléalarme.....	71
1010AS et 1015AS : Boîtes à boutons palières inox.....	72
1025AS : Indicateur de position en inox.....	73
1040AS et 1045AS : Serrures de portes palières.....	74
1050AS et 1055AS : Dispositifs sur portes palières contre l'usage malintentionné.....	75
1080AS et 1085AS : Regards vitrés sur portes palières battantes	76
1100AS et 1105AS : Remplacement porte battante.....	76
1110AS à 1145AS : Remplacement porte automatique.....	77
2015AS : Sécuriser et baliser les points bas et les ressauts en machineries	78
2030AS / 2035 AS : Verrouillage échelles / Anti vol.....	78
2040AS : Barre d'accrochage d'échelle	79
2045AS : Barre ou crosse de rétablissement.....	79
2055AS / 2065AS : Remplacement Trappe et Porte d'accès	79
2070AS : Equilibrage de trappe de manutention ou d'accès	80
2085AS : Trappe indégonable.....	80
2090AS : Garde-corps.....	81
2100AS à 2180AS: Armoire de manœuvre.....	81
2205AS à 2250AS : Machine de traction.....	83
2255AS à 2260AS : Remplacement de la centrale hydraulique	85
2270AS à 2275AS : Tableaux d'arrivée de courant	86
2290AS : Protection des conducteurs nus sous tension.....	87
2310AS : Asservir le fonctionnement de l'appareil à la température des locaux de machinerie (hydraulique).....	87
2315AS : Bac de rétention.....	87
2330AS : Pose d'un limiteur de vitesse, d'un câble de limiteur et sa poulie tendeuse associée.....	87
2340AS : Eclairage dans les locaux techniques	88
2355AS : Éclairage de secours sur le cheminement d'accès aux locaux de machinerie, dans les machineries, locaux de poulies, locaux du limiteur de vitesse, sas d'accès, terrasses, combles.....	89
2360AS : Protection des points rentrants d'une poulie	90
2375AS : Echelons d'accès au massif	90
2385AS : Crosse de rétablissement.....	90
2405AS : Crochet de manutention, Poutre de manutention, test et estampillage.....	90
3005AS : Fourreau toute hauteur (gaine grillagée).....	92
3030AS : Séparation grillagée.....	92



3035AS : Traitement des parties oxydées du fond de cuvette.....	92
3060AS : Arrêt d'urgence en cuvette.....	92
3080AS : Echelle de descente en cuvette.....	93
3085AS : Barre de préhension pour accès cuvette.....	93
3095AS : Interrupteur de commande d'éclairage sur le toit de cabine.....	93
3110AS : Fins de course.....	94
5005AM, 5010AM, 5015AM, 5020AM, 5025AM, 5030AM, 5040AM, 5045AM, Amiante Périphérique	94

ENTRE LES SOUSSIGNÉS :

L'UGECAM HAUTS DE FRANCE
2 rue d'Iéna, 59000 LILLE

Ci-après dénommé "le Client "

Et :

Ci-après dénommé "le Titulaire"

Il a été convenu et arrêté ce qui suit.



PREAMBULE

L'UGECAM HAUTS DE FRANCE souhaite confier l'entretien de ses installations à des entreprises compétentes. Les objectifs du présent marché sont le respect de la réglementation, la conservation des équipements et l'amélioration du service rendu aux utilisateurs.

Le Titulaire est réputé avoir pris en compte pour l'établissement de son chiffrage, l'ensemble des contraintes d'environnement des sites. En conséquence, le Titulaire ne peut arguer du fait de son ignorance pour prétendre à ne pas respecter ses engagements contractuels.

Le Titulaire ne peut se prévaloir postérieurement à la signature du contrat ou éventuellement à réception d'un ordre de service complémentaire, d'une connaissance insuffisante des sites et installations ou d'éléments locaux tels que moyens d'accès et de stockage, conditions climatiques ou relations avec l'exécution des travaux, pour ne pas respecter ses obligations contractuelles.

Le Titulaire a l'obligation de se renseigner sur la nature des matériaux utilisés dans les revêtements de protection des ouvrages et, le cas échéant, en faire la demande au Client par lettre recommandée avec avis de réception, conformément au décret 96-97 et 96-98 « modifiés par les décrets n°97-855 du 12 septembre 1997, n°2001-840 du 13 septembre 2001, n°2002-839 du 3 mai 2002 et n°2003-461 du 21 mai 2003. »

Dans le cas où des matériaux suspects seraient présents dans les lieux d'intervention, les techniciens utilisent des protections individuelles conformes au degré de risque. La prise en compte des éventuels surcoûts est exclusivement à la charge du Titulaire.

Le Titulaire est réputé, lors de la remise de son offre, avoir :

- Une connaissance parfaite des installations existantes, de leurs abords, des conditions d'accès et de tous les éléments et locaux en relation directe ou indirecte avec l'exécution des prestations.
- Inclus tous les frais annexes consécutifs à l'exécution des prestations.
- Inclus les frais éventuels subordonnés à l'utilisation de brevets ou procédés spéciaux.
- Le cas échéant, questionner le Client ou toute personne habilitée à transmettre des renseignements, de façon à obtenir les informations complémentaires relatives aux prestations envisagées.

Tout préjudice relatif à un manquement à ces exigences ayant pour conséquence un retard ou une mauvaise exécution, est à la charge du Titulaire.

Les évolutions réglementaires, tout au long du marché, seront mises en application par le Titulaire, si elles ne modifient pas l'économie du contrat. Dans le cas contraire, le Client peut résilier le présent contrat moyennant un préavis de 6 mois, sans contrepartie financière.

Les dispositions du présent contrat sont exclusives de toutes autres et il n'existe pas d'arrangements, accords, interprétations ou garanties qui n'y soient spécifiées. Elles annulent et remplacent toutes propositions ou accords antérieurs et prévalent sur toutes autres communications entre les parties se rapprochant à l'objet du présent contrat y compris les devis et conditions générales fournies par le Titulaire.

Si l'une des stipulations du présent contrat, ou une partie d'entre elles, est nulle au regard d'une règle de droit ou d'une loi en vigueur, elle est réputée non écrite mais n'entraîne pas la nullité du contrat ou celle d'une clause partiellement concernée.



PARTIE 1 : PRESTATIONS D'ENTRETIEN DES INSTALLATIONS

Article 1 Objet du contrat

L'UGECAM HAUTS DE FRANCE souhaite que la maintenance des appareils faisant l'objet du contrat permette un niveau de service optimal, un maintien en état des installations et une conservation de l'esthétique générale. La satisfaction des usagers est le souci constant du Titulaire dans la réalisation du contrat.

Le Titulaire s'engage à réaliser les visites et opérations d'entretien permettant de maintenir les installations - listées par lot dans la DPGF (Décomposition du Prix Global Forfaitaire) - en parfait état de fonctionnement, tel que prévu :

- Pour les ascenseurs : aux dispositions du décret 2004-964 du 9 septembre 2004 modifié par le décret 2012-764 du 7 Mai 212 et de leurs arrêtés d'application.
- Pour les monte-charges : à l'arrêté de Mars 1977 ou, si l'appareil dispose d'une attestation CE en vertu de la Directive Machines, des recommandations écrites du fabricant
- Pour tous les autres appareils élévateurs : des dispositions réglementaires, normatives, ou constructives (dans cet ordre de préséance)
- Par le règlement de sécurité spécifique applicable à l'établissement (*Cas des ERP et IGH*)

Pour ce faire, le Titulaire s'engage à effectuer l'ensemble des opérations minimales d'entretien telles que définies dans les textes cités ci-dessus (**cf. Annexe 1**) ainsi que celles demandées expressément par le Client dans le présent Contrat.

La liste minimale des opérations d'entretien, complétée par les opérations à effectuer à la demande expresse du Client, figure à l'**Annexe n° 2** et fait partie intégrante du contrat.

Le Titulaire s'engage à effectuer les visites préventives et tous remplacements de pièces avant leur défaillance, selon les règles de l'art et dans un souci de minimiser les pannes.

Le Titulaire a une obligation de conseil, concernant notamment une maintenance préventive et les obligations du maître d'ouvrage vis-à-vis des réglementations en vigueur et futures.

Le Titulaire se tient à la disposition du Client, sans contrepartie financière,

- Dans le cadre d'audits, diagnostics ou visites de contrôle effectués par des bureaux spécialisés mandatés par le Client et nécessitant la présence du Titulaire. Cette demande peut être faite autant de fois que nécessaire.
- À l'occasion des états des lieux contradictoires au début et à la fin du contrat d'entretien d'un appareil.
- Pour assister au contrôle technique prévu aux Articles R125.2.4 et suivants du Code de la Construction et de l'Habitation (décret n° 2004-964 du 9 septembre 2004 - Article 1 _ Arrêté du 7 août 2012). Cette disposition n'intervient qu'une fois par période de 5 ans et dans les conditions fixées par le contrôleur technique. Le Technicien assistant à ces opérations doit être apte à effectuer les essais de sécurité, et la correction immédiate des désordres constatés par le Contrôleur Technique (Observations relatives à la Maintenance qui ne nécessitent pas de remplacement de pièces non disponibles sur le site).
- Pour assister aux réunions annuelles qui seront organisées par les services techniques du Client. La présence d'un interlocuteur technique et d'un interlocuteur commercial est nécessaire. Des réunions trimestrielles et semestrielles complémentaires peuvent être organisées à la demande du client.



OPÉRATIONS DE MAINTENANCE

Termes et définitions de la maintenance :

Les différents types de maintenance sont ceux qui sont définis dans la norme NF EN 13306 : octobre 2010, indice de classement X 60-319.

La présente Norme européenne a pour objet de définir les termes génériques utilisés pour tous les types de maintenance et d'organisation de la maintenance, indépendamment du type de bien considéré.

Les principaux objectifs sont les suivants :

- Assurer la disponibilité du bien pour la fonction requise, au coût optimal ;
- Tenir compte des exigences de sécurité et de toutes les autres exigences obligatoires relatives au bien ;
- Tenir compte des répercussions sur l'environnement ;
- Améliorer la durabilité du bien et/ou la qualité du produit ou du service fournis, en tenant compte des coûts si nécessaire.

Maintenance :

« Ensemble de toutes les actions techniques, administratives et de management durant le cycle de vie d'un bien, destinées à le maintenir ou à le rétablir dans un état dans lequel il peut accomplir la fonction requise. »

La maintenance regroupe les actions de dépannage et de réparation, de réglage, de révision, de contrôle et de vérification des équipements.

La maintenance prend en considération la qualité, la sécurité et l'environnement.

Management de la maintenance :

« Toutes les activités des instances de direction qui déterminent les objectifs, la stratégie et les responsabilités en matière de maintenance et qui les mettent en application par des moyens tels que la planification, la maîtrise et le contrôle de la maintenance, l'amélioration des activités de maintenance et des aspects économiques ».

Plan de maintenance :

« Ensemble structuré et documenté de tâches qui comprennent les activités, les instructions, les ressources et la durée nécessaire pour exécuter la maintenance »

Maintenance préventive :

« Maintenance exécutée à intervalles prédéterminés ou selon des critères prescrits et destinée à réduire la probabilité de défaillance ou la dégradation du fonctionnement d'un bien. »

La maintenance préventive comprend :

- La maintenance systématique,
- La maintenance conditionnelle,
- La maintenance prévisionnelle.

Maintenance systématique :

« Maintenance préventive exécutée à intervalles de temps préétablis ou selon un nombre défini d'unités d'usage mais sans contrôle préalable de l'état du bien »



La maintenance systématique correspond donc à la maintenance préventive effectuée selon un planning prédéfini, avec des interventions à intervalles préalablement fixés, et ce, quel que soit l'état de fonctionnement du matériel sur lequel on doit intervenir.

Maintenance conditionnelle :

« Maintenance préventive qui comprend une combinaison de surveillance en fonctionnement et/ou d'inspection et/ou d'essai, d'analyse et les actions de maintenance qui en découlent.

NOTE : La surveillance en fonctionnement et/ou l'inspection et/ou l'essai peuvent être programmés, sur demande ou continus. »

La maintenance conditionnelle est donc réalisée à la suite de relevés, de mesures, de contrôles révélateurs de l'état de dégradation de l'équipement. Cela correspond à anticiper les défaillances futures en analysant l'état de fonctionnement ou d'usure du matériel.

Maintenance prévisionnelle :

« Maintenance conditionnelle exécutée suite à une prévision obtenue grâce à une analyse répétée ou à des caractéristiques connues et à une évaluation des paramètres significatifs de la dégradation du bien »

La maintenance prévisionnelle est donc réalisée à la suite d'une analyse de l'évolution de l'état de dégradation de l'équipement. Elle correspond à la planification de l'intervention suite au dépassement (ou à l'atteinte) du seuil de dégradation préalablement défini.

Maintenance corrective :

« Maintenance exécutée après détection d'une panne et destinée à remettre un bien dans un état dans lequel il peut accomplir une fonction requise ».

La maintenance corrective consiste donc à intervenir sur un équipement une fois que celui-ci est défaillant. Cette intervention suite à défaillance consiste au dépannage de l'équipement suivi obligatoirement d'une réparation ou d'un remplacement.

La maintenance corrective comprend :

- La maintenance curative qui apporte une réparation définitive pour le long terme,*
- La maintenance palliative qui consiste à un dépannage provisoire pour le court terme.*

Le terme de panne désigne :

- Toute immobilisation complète de l'appareil suite à une défaillance sur un organe de l'ascenseur,*
- Toute immobilisation partielle de l'appareil suite à une défaillance sur un organe de l'ascenseur (Niveau non accessible, défaillance partielle des boîtes à boutons, ...)*
- Tout dysfonctionnement d'un dispositif de sécurité empêchant l'usage de l'ascenseur dans les conditions de sécurité optimales (Défaillance totale de l'éclairage cabine, cellule de détection de porte HS, ...).*

Par contre, les demandes d'interventions sur l'appareil pour bruits ou réglages ne sont pas considérées comme panne. Ce type de demande d'intervention est à réaliser dans les délais contractuels tels que définis dans les articles 2.3 et 2.4 du CCTP.



Les opérations de maintenance forfaitaire systématique, conditionnelle et prévisionnelle sont réalisées du Lundi au Vendredi de 8h30 à 17h00. Ces horaires seront à préciser lors de la réunion de mise en place du marché.

Le Titulaire transmettra au Client, en début de chaque année, le planning des visites préventives et confirmera au moins 7 jours calendaires avant son intervention de façon à permettre la présence d'un représentant du propriétaire.

Les opérations de maintenance corrective (curatif et palliatif) sont réalisées 24h/24 tous les jours de l'année.

En aucun cas une intervention de dépannage (= maintenance corrective) seule ne peut tenir lieu de visite de maintenance préventive.

Le Titulaire réalise à sa charge les visites de maintenance conditionnelle et en justifie dans ses rapports périodiques.

Le Titulaire :

- Ajuste ces visites de maintenance conditionnelle en fréquence et qualité sur l'établissement en le justifiant auprès du responsable technique du site et après son accord.
- En déduit les visites de maintenance prévisionnelle (par exemple : fréquence de serrage des bornes, changement des huiles...) et l'inscrire dans le plan de maintenance.

Le Titulaire indique dans son mémoire la méthode de coordination nationale pour l'organisation et l'ajustement tout au long du contrat des visites de maintenance conditionnelle et prévisionnelle.

Le Titulaire réalise à sa charge la Maintenance palliative (= réparation provisoire) ou, le cas échéant, le remplacement des pièces lorsqu'elles sont défectueuses ou usées, listées en **Annexe 3**.

Les pièces listées dans l'**Annexe 3** sont disponibles localement ou sont approvisionnées dans un délai maximum de 3 jours calendaires à compter de l'intervention, exception faite de pièces particulières nécessitant une fabrication ou un approvisionnement spécifique qu'il convient de justifier ; notamment : vis d'entraînement, poulie, panneau de porte, etc.

Il peut advenir qu'une pièce défectueuse ne puisse être remplacée à l'identique, n'étant plus disponible sur le marché (par suite d'abandon de cette fabrication, quelle qu'en soit la cause). Le Titulaire devra remplacer la pièce défectueuse par une pièce assurant la même fonction.

La non-disponibilité de la pièce doit être prouvée par la présentation de 3 retours de fournisseurs certifiant la non-disponibilité définitive de la pièce.

Le Titulaire ne pourra invoquer une non-disponibilité lorsqu'un kit d'adaptation existe, la présentation de 3 retours de fournisseurs certifiant la non-existence d'un kit d'adaptation.

L'adaptation des pièces de rechange qui ne proviendraient pas du fabricant d'origine relève de la responsabilité du Titulaire du présent contrat. Les pièces de rechange sont réputées disponibles à compter de leur date d'installation :

- Pendant 30 ans pour les éléments mécaniques,
- Pendant 20 ans pour les pièces électromécaniques,
- Pendant 15 ans pour les composants électroniques.

Ces échanges font l'objet d'une information particulière au Client et d'une inscription sur le carnet d'entretien en local des machines (ou dans l'armoire de Manœuvre pour les ascenseurs sans local des machines).

Pour les ERP : Le Titulaire signale sa présence dans l'établissement directement à l'établissement ou à une personne désignée par lui (exemple : PC sécurité), soit physiquement, soit par téléphone.



Les registres de maintenance et de sécurité des appareils sont accessibles à tout instant. Le Titulaire, a l'obligation de les consigner (heure d'arrivée, heure de départ, opérations réalisées, nom et signature) lors de son départ. De plus, le titulaire devra renseigner le registre de sécurité de l'établissement après chaque passage en décrivant succinctement la raison de sa venue. Le registre de sécurité devra être daté et signé par le technicien accompagné du cachet de l'entreprise.

PETIT VANDALISME / VOL:

Les dépannages ou réparations dites liés au « petit vandalisme » désignent :

- Les opérations de dépannage ne nécessitant pas le remplacement de matériel et dont la Main d'œuvre nécessaire sur site pour la remise en service est inférieure à 4 heures.
- Les opérations de réparation nécessitant l'approvisionnement de matériel dont le coût est inférieur à 350€ HT.
- Les remplacements ou la remise en état de parties d'organes (ex : remplacement d'un bouton en opposition au remplacement de la boîte complète, redressages de portes, par opposition au remplacement rendu nécessaire par l'impossibilité de réparer).

Et considéré comme petit vandalisme les vols, dégradations, actes de malveillance, mauvaise utilisation, sinistre entrant dans les conditions ci-dessus.

Seules les sinistres hors marché signalées et apparentes sur des photos transmises seront qualifiées de « sinistre ». Dans le cas où la photo ne serait pas transmise ou serait inexploitable, la dégradation sera qualifiée de « sinistre hors marché » et les travaux de remise en état seront inclus dans le contrat.

Article 2 Périmètre - durée et facturation du contrat

Le présent contrat a une durée de 4 ans ferme à partir du 1^{er} septembre 2025.

Le présent contrat ne saurait ainsi excéder une durée de 4 an(s), et ne peut être reconduit au-delà du 31 aout 2029.

Article 3 Conditions d'exécution

3.1 Généralités

Les prestations sont exécutées conformément aux dispositions telles que définies par les exigences du présent cahier des charges et selon les règles de l'art en la matière.

Le contenu des prestations tient compte des prescriptions du constructeur, des conditions et de la fréquence d'utilisation, des horaires d'intervention, de l'âge/la technologie de l'installation et de la connexion à un système de phonie/télésurveillance/télégestion.

Sécurité :

Conformément au décret 2008-1325 du 15 Décembre 2008, le Titulaire planifie et réalise ses études de sécurité dans les six semaines qui suivent la prise d'effet du contrat d'entretien ou avant la réception de transformations importantes et les appose en local des machines sous pochette plastique de protection.

Les études de sécurité sont adressées au Client dans le même délai.

Les études de sécurité peuvent être transmises au format électronique et mises en ligne sur une plate-forme informatique, propriété du Client.



L'absence d'étude de sécurité en local des machines et/ou sur la fiche informatique de l'appareil dans les délais indiqués ci-dessus donne lieu à l'application des pénalités prévues à l'annexe 6.

Le Titulaire emploie, sous sa seule responsabilité, des techniciens et agents formés et qualifiés ayant l'expérience requise pour les services demandés et utilise les outils et méthodes nécessaires à l'exécution du contrat.

Le Titulaire s'engage à disposer à tout moment d'un personnel en règle avec la législation en vigueur et à s'acquitter notamment de l'ensemble des obligations dues en application des articles L.8323-1 et suivants du code du travail.

Le Titulaire dispose d'une centrale de surveillance et de télésurveillance permettant de traiter les demandes d'intervention 24h/24 – 7j/7, tous les jours de l'année, jours fériés inclus.

Le Titulaire présente dans les 15 jours suivant la date de notification de son marché les documents relatifs au Plan de Prévention d'Hygiène et de Sécurité.

Vérifications générales périodiques :

Si l'appareil est installé dans un établissement soumis au code du travail, conformément aux articles 3 et 4 de l'arrêté du 29 Décembre 2010 relatif aux vérifications générales périodiques portant sur les ascenseurs et les monte-charge ainsi que sur les élévateurs de personnes n'excédant pas une vitesse de 0,15 m/s, installés à demeure, et modifiant l'arrêté du 1er mars 2004 relatif aux vérifications des appareils et accessoires de levage, le Titulaire procède aux essais de fonctionnement et à l'examen de l'état de conservation.

Les essais et vérifications à réaliser sont ceux qui sont prévus dans les opérations et fréquences minimales de l'annexe 2 du présent contrat.

Le Titulaire établit annuellement une attestation de la bonne réalisation de ces vérifications et essais dont le modèle est produit en **annexe 4**.

L'année où le contrôle technique quinquennal prévu à l'article R125-2-4 du CCH est réalisé, le Titulaire est dispensé de ces vérifications et de l'attestation.

3.2 Dispositions particulières aux établissements de Santé

En cas de désorganisation des conditions d'exploitation d'un bâtiment ERP à la suite de la mise à l'arrêt d'un/des ascenseur(s) au-delà de 3(trois) jours ouvrés ou non, le Titulaire prend à sa charge les frais inhérents aux dispositions compensatoires qu'aura dû mettre en place l'établissement pour assurer la continuité du service. L'établissement peut avoir recours à une société de portage ou de brancardage par exemple.

Sur décision express de l'établissement, la clause de portage ou brancardage peut être applicable immédiatement lorsqu'un patient ne peut plus bénéficier de l'assistance médicale nécessaire à la préservation de sa santé.

En cas d'évacuation du bâtiment rendu nécessaire par le dysfonctionnement des ascenseurs (y compris contrôles périodiques en exploitation relevant des anomalies d'entretien), le Titulaire est tenu pour responsable et prend en charge les frais inhérents à ces évacuations et au relogement des personnes.

En cas de défaillance prolongée au-delà des délais figurant dans le présent contrat, l'exploitant peut faire appel soit à l'installateur, soit au fabricant de l'ascenseur pour effectuer les réparations et remise en service aux torts et frais exclusifs du Titulaire.



3.3 Dispositions particulières aux établissements ERP (Établissement Recevant du Public)

Dispositifs de sécurité contre les risques d'incendie et de panique :

En plus des dispositions des articles ci-dessus, le Titulaire entretien, maintien en état de fonctionnement, essaye et remplace si nécessaire les dispositifs de sécurité destinés à lutter contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public (ERP) équipant les installations d'ascenseur tels que :

- Non-arrêt dans la zone sinistrée (pour la partie qui le concerne et hors interface bâtiment),
- Dispositif d'appel prioritaire pour les sapeurs-pompiers,
- Dispositif de communication entre la cabine et le poste de sécurité ou la personne affectée à la surveillance de l'établissement (hors interface bâtiment),
- Contact à clef accompagné en cabine ainsi que le nombre de clef suffisant,
- Dispositif(s) d'extraction d'air pour la partie accessible dans le local de machinerie ou en gaine ainsi que le(s) dispositif(s) de détection de température (thermostat),
- Trappe de secours sur la cabine et échelle(s) d'évacuation ou porte d'intercommunication entre deux cabines et passerelle et maintien à poste de la pince coupante en cas de séparation grillagée,
- Dispositif d'alarme,
- Sonde de température sur les équipements qui en sont pourvus (machine et armoire de manœuvre).

Dans le cas d'ascenseurs disposés dans la même gaine, lors de l'entretien d'un des appareils, le ou les autres appareils sont maintenus en service.

3.4 Délai d'intervention et de remise en service maximum en cas de panne

Le décompte du délai se fait à partir du signalement de la panne au Titulaire par :

- Le Client.
- Où
- La Téléalarme / Télésurveillance
- Où
- L'Utilisateur.

Délai maximum de d'intervention pour les pannes survenue 24H/24H et 7J/7

- ✓ Délai maximum d'intervention : **2 heures**

Le non-respect du délai défini ci-dessus donne lieu à l'application des pénalités définies au CCAP.

Délai maximum de remise en service

- ✓ délai maximum de remise en service sans remplacement de pièces ou avec remplacement de pièces courante listées en annexe 3 (pièces listées avec un « * ») : **4 heures.**
- ✓ délai maximum de réparation avec remplacement de pièces : **72 heures.**

Le non-respect du délai défini ci-dessus donne lieu à l'application des pénalités définies au CCAP.



Panne affectant la sécurité et à la désincarcération des personnes :

- ✓ délai maximum d'intervention : 30 minutes
- ✓ délai maximum de remise en service : 4 heures

Le non-respect du délai défini ci-dessus donne lieu à l'application des pénalités définies au CCAP.

Précisions : Réparation avec remplacement de pièces :

NB : Le cas de remplacement de pièces courantes de rechange (exemples non limitatifs : fusibles, patins de portes, contacts électriques, ...) est inclus aux délais requis pour les pannes sans remplacement de pièces.

En cas d'obligation de changement de pièces nécessaires à la remise en service de l'appareil, le Titulaire s'engage à remettre en service l'installation dans les plus brefs délais, sauf cas particuliers ci-dessous détaillés. Si ce délai est supérieur à 3 jours, le Titulaire :

- ✓ Adresse un courrier électronique au représentant du Client pour préciser la nature de la panne, la désignation des pièces à remplacer et la date de remise en service.
- ✓ Informe le responsable du site, au fur et à mesure de l'évolution de la situation
- ✓ Informe les usagers par un affichage explicatif sur la porte de l'ascenseur au niveau principal.

Cas particuliers de délais de remise en service :

- rembobinage ou remplacement du moteur de traction ou du moteur de pompe hydraulique :
 - délai maximum autorisé = 5 jours ouvrés,
- rembobinage ou remplacement du moteur de portes :
 - délai maximum autorisé = 3 jours ouvrés
- remplacement de carte de commande ou de puissance ;
 - délai maximum autorisé = 3 jours ouvrés :
- remplacement d'un panneau de porte automatique ou battante:
 - délai maximum autorisé = 5 jours ouvrés,
- redressage en atelier d'un panneau de porte automatique ou battante:
 - délai maximum autorisé = 3 jours ouvrés,
- remplacement d'un panneau de commande en cabine :
 - délai maximum autorisé = 5 jours ouvrés

3.5 Délai maximum de désincarcération des personnes et des charges

Le délai d'intervention du Titulaire est fixé à **trente minutes** suivant l'appel de l'utilisateur bloqué en cabine, ou du Client ou de son représentant, afin de procéder à sa désincarcération, 24h/24 et 7jours sur 7.

Le non-respect du délai défini ci-dessus donne lieu à l'application des pénalités défini au CCAP.



A la suite d'une demande de désincarcération faite auprès du Titulaire et dans le cas où celle-ci est effectuée par des personnes étrangères au Titulaire hors délai contractuel (notamment les Sapeurs- Pompiers), toutes dégradations éventuellement causées par ces personnes, sont à la charge du Titulaire.

3.6 Objectifs de résultats

- *Objectifs et définition de la disponibilité*

Le taux objectif de disponibilité est de :

- 99,2% mini pour chaque appareil
- 99,5% pour la moyenne calculée sur tous les appareils d'un établissement

La disponibilité pour l'exercice « n » est mesurée sur une période de douze mois entre le 1^{er} janvier de l'exercice « n » et le 31 décembre de l'exercice « n ».

Le rapport d'activité annuel fournit le détail nécessaire à sa vérification.

Le taux est calculé en déduisant les indisponibilités « prises en compte » (exprimées en minutes) d'une disponibilité théorique de 100% (une année de 365 jours exprimée en minutes) à partir des données recueillies par la télésurveillance ou par le centre de surveillance du Titulaire.

Taux de disponibilité :

$$100 - [(Somme des périodes d'indisponibilité en minutes / Année en minutes) * 100]$$

Le non-respect de cet objectif entraîne l'application des pénalités prévues l'annexe 6.

- *Périodes d'indisponibilités prises en compte*

Toutes les périodes (périodes de week-end comprises) pendant lesquelles l'ascenseur n'est pas en mesure d'effectuer de transport des usagers : Pannes de courte ou de longue durée, usager bloqué, mise à l'arrêt.

Le début de chaque période correspond au premier événement enregistré par la télésurveillance notifiant le début de l'incident, la fin de période correspond à la mise en service. Il intègre ainsi notamment le délai d'arrivée du technicien.

- *Périodes d'indisponibilités non prises en compte*

Ne sont pas prises en compte :

- Les périodes d'indisponibilité résultant du vandalisme prouvé par l'Entreprise par tout moyen (relevé de télésurveillance, dégradation constatée visuellement...) et notifiée par écrit, au Client, par l'Entreprise ;
- Les durées découlant d'une coupure de courant du réseau non provoquée par une défaillance du tableau électrique ascenseur ou de l'installation elle-même ;
- Les durées découlant d'une coupure de communication de l'opérateur de téléphonie ayant nécessité la mise à l'arrêt de l'installation ;
- Les arrêts découlant d'une surcharge ne provenant pas d'un défaut de réglage de l'appareil ;
- Les périodes d'indisponibilité découlant des travaux commandés par le Client et à sa charge sont neutralisées dans la limite des plannings contractuels acceptés par le Client.
- Les visites de maintenance préventive, contrôles et vérifications périodiques.

Il appartient au Titulaire de signaler en temps et en heure au représentant du Client en charge du suivi de la bonne exécution du contrat (le bureau d'étude technique) et au plus tard avant le calcul définitif du taux de disponibilité atteint sur l'exercice considéré l'ensemble des périodes considérées par elle comme périodes d'indisponibilités non prises en compte.



- *Réduction du nombre de réserves de maintenance*

Le Titulaire s'engage à lever l'ensemble des réserves émises par les organismes mandatés par le Maître d'Ouvrage tout au long de son contrat.

Plan de progrès :

Le Titulaire s'engage à effectuer une maintenance préventive pendant la durée du contrat telle que, année après année, les nouvelles réserves émises soient au minimum de 40% inférieures à celles de la première année.

Ce plan de progrès ne dégage évidemment pas le Titulaire de lever **toutes** les réserves chaque année.

Exemple :

- 2025 : 100 observations qui seront levées soit dans les 24 h ou les 3 mois suivants.
- 31 mai 2029 : fin de marché (avant reconductions possible) : 60 « nouvelles » observations maxi.

Le non-respect de cet objectif entraîne l'application des pénalités prévues au CCAP.

3.7 Documentation

Lors de la mise en place du contrat, le Client remet au Titulaire la notice des instructions nécessaires au maintien en bon état de fonctionnement de l'ascenseur.

Cette notice comporte une description des caractéristiques de l'installation.

Si le Client ne dispose pas de cette notice, le Titulaire élabore ce document sans contrepartie financière. En fin de contrat, la notice d'instructions est remise au Client 3 mois avant l'échéance.

Notices d'instructions :

En vue de satisfaire aux exigences de l'article R. 125-2-1, § II du Code de la Construction et de l'Habitation (décret n°2004-964 du 9 septembre 2004), la notice d'instructions comprend les éléments suivants :

I - Documentation de base :

- 1) Caractéristiques de base de l'ascenseur ;
- 2) Plans de l'ascenseur.

II - Documentation technique :

- 1) Schémas électriques ;
- 2) Composants de sécurité ;
- 3) Organes de suspension (câbles, chaînes, etc.) ;
- 4) Dispositifs de demande de secours.

III - Instructions d'utilisation de l'ascenseur :

- 1) Instructions pour l'utilisation normale de l'ascenseur ;
- 2) Instructions pour les opérations de secours ;
- 3) Instructions pour le système de téléalarme ;
- 4) Instructions complémentaires.

IV - Instructions de maintenance :



- 1) Instructions générales de maintenance de l'ascenseur ;
- 2) Instructions de maintenance pour les composants de sécurité et autres composants ;
- 3) Instructions de maintenance pour le système de téléalarme.

Le Titulaire s'engage à restituer en fin de contrat toute la documentation nécessaire à la maintenance complète des installations : carnet d'entretien, schémas électriques de l'installation à jour, notices d'instructions et d'utilisation. Tous les frais de reproduction, de remise en état ou de reconstitution de la documentation sont à la charge du Titulaire.

Après toute modification des installations ou travaux effectués au cours du présent contrat, le Titulaire met à jour les plans, schémas des installations et les laisse à demeure dans le local des machines et fournit les notices d'instructions pour la maintenance et la réparation des dispositifs qui auraient pu être remplacés ou ajoutés. Un double de toutes les documentations, notices et instructions sont remis au propriétaire de l'installation. La notice d'instruction de l'appareil est remise à jour.

Tous les dispositifs de sécurité de l'ascenseur tels que définis dans le décret 2000-810 du 24 août 2000 sont accompagnés des notices d'instructions permettant de réaliser la maintenance, la réparation et les réglages.

Nonobstant les dispositions prévues aux articles ci-dessus, le Titulaire laisse à disposition sur les sites les notices d'utilisation et la documentation technique suffisamment explicite pour permettre à son intervenant de maintenance d'accéder aux différents menus fonctionnels de l'installation et d'en modifier les paramètres de réglage si nécessaire. L'outil de maintenance/dépannage est également laissé à disposition sur le site dans le cas où le Client en est le propriétaire.

3.8 Formation et équipements du personnel intervenant

Le Titulaire emploie des techniciens ayant l'expérience requise pour les prestations et utilise les outils et les méthodes de maintenance nécessaires à l'exécution du contrat.

Le personnel chargé de l'entretien a reçu une formation appropriée dans les conditions prévues aux articles R.4543-22 à R.4543-24 du code du travail (décret 2008-1325 du 15 décembre 2008 fixant les prescriptions particulières de sécurité et de formation applicables aux travaux effectués sur les ascenseurs, ascenseurs de charges, escaliers mécaniques, trottoirs roulants et installations de parcage automatique de véhicules).

Nonobstant les dispositions ci-dessus, le personnel de l'entreprise produit sur simple demande du Client ou de son représentant les justificatifs des formations réglementaires exigibles par les décrets :

- n° 88-1056 du 14 novembre 1988 modifié (habilitation électrique)
- n° 2004-924 du 1er septembre 2004 (information sur le travail en hauteur et formation au port de l'Équipement de Protection Individuel EPI)

En outre le personnel affecté à la maintenance ou à la réparation des équipements est en mesure de pouvoir prouver son appartenance à la société Titulaire du marché, pour cela, il doit être muni d'une carte d'identité de son entreprise et être en mesure de la produire sur simple demande du Client ou de son représentant.

Le personnel de l'entreprise est doté des équipements nécessaires pour la bonne exécution des prestations dans des conditions normales de sécurité. Ces équipements respectent les exigences du code du travail et les périodicités de révision.



Le Titulaire ne peut invoquer le manque d'outil spécifique pour justifier le dépassement du délai d'indisponibilité ou d'immobilité. (Exemple : outil de diagnostic de l'armoire de manœuvre)

Les équipements individuels de sécurité (EPI) sont à proximité immédiate du poste de travail et sont utilisés dès qu'une situation le nécessite.

Le personnel de l'entreprise porte en permanence, lors de ses interventions, un vêtement de travail approprié de l'entreprise ainsi que des chaussures de sécurité.

Le Client ou son représentant se réserve le droit d'interdire l'accès d'un technicien aux installations s'il estime que celui-ci ne respecte pas les règles élémentaires de sécurité.

Article 4 État des lieux - Audit des appareils

4.1 État des lieux contradictoire en début de contrat

En application de l'article 4 de l'arrêté du 18 novembre 2004, un état des lieux initial est dressé de façon contradictoire entre le Client ou son représentant et le nouveau Titulaire (Titulaire entrant) avant la prise d'effet du contrat et est annexé au contrat. Le Client peut faire réaliser cet état des lieux par une personne habilitée au sens de l'article R125-2-5 du code de la construction et de l'habitation.

Cet état des lieux détermine les caractéristiques principales et l'état général des installations, les conformités obligatoires relatives au classement de l'installation, aux règlements et législation en vigueur et aux travaux relatifs à l'arrêté du 18 novembre 2004 (J.O du 28 novembre 2004).

Une passation de marché sera réalisée entre l'ancien titulaire, le titulaire du présent marché et un représentant du pouvoir adjudicateur. A la suite d'une visite sur site, un compte-rendu sera rédigé par le présent titulaire dans lequel l'ensemble des observations et dysfonctionnements seront énumérés. Une fois le compte-rendu validé par l'ensemble des intéressés, le présent titulaire ne pourra pas arguer le fait d'une quelconque prestation ou observation relevant du précédent titulaire. Ces dernières seront prises en charge par le présent titulaire.

Sans remarques de la part du Titulaire, les conclusions de l'état des lieux sont réputées acceptées et non amendables.

L'absence du Titulaire « entrant » à l'état des lieux initial contradictoire implique son acceptation des installations sans réserve autres que celles émises dans l'état des lieux. Celui-ci ne peut faire état par la suite de défauts de réalisation, de maintenance, d'imperfections ou de défauts de réglages.

Pour le cas où le Titulaire rédige l'état des lieux, celui-ci remet ses observations écrites au Client dans un délai d'un mois à compter de la date de prise de marché. La non remise des documents d'état des lieux contradictoires dans le délai imparti entraîne des pénalités prévues à l'annexe 6 et une prise en charge des installations en l'état.

Dans le cas où des défaillances sont constatées à la suite de l'état des lieux contradictoire et ne figurent pas dans le rapport, le présent titulaire ne pourra en aucun cas imputer ces défaillances au Titulaire sortant. L'ensemble des défaillances seront prises en charge par le présent titulaire.

4.2 État des lieux contradictoire en fin de contrat



Le Titulaire s'engage à laisser, en fin d'exécution du contrat, les installations en état normal d'entretien, de fonctionnement, de propreté, de sécurité et libres de tous verrouillages interdisant la gestion normale des équipements.

Un procès-verbal contradictoire de l'état des lieux et des matériels est établi à la fin du contrat par le Client ou son représentant en présence du Titulaire « sortant » dans la période de trois mois avant la date d'expiration du marché. Le Titulaire « entrant » peut assister à cet état des lieux contradictoires de fin de contrat et faire part d'observations s'il le souhaite.

En cas de carence constatée dans l'exécution des clauses du présent contrat, les travaux de remise en état seront réalisés aux frais exclusifs du Titulaire « sortant ».

4.3 Absence du Titulaire à l'état des lieux contradictoire, à une expertise ou à un contrôle réglementaire

Nonobstant les pénalités applicables, l'absence du Titulaire à l'état des lieux contradictoire, expertise ou contrôle réglementaire implique son acceptation sans réserve des remarques qui sont émises. Il ne peut faire état par la suite d'incompréhensions des rapports pour justifier ses manquements.

4.4 Réserves de maintenance

On appelle « Réserve » :

- Toute observation qui serait émise par un organisme de contrôle (en application des contrôles AS9 et SAE).
- Toute remarque d'un intervenant mandaté par le Client pour le contrôle de la maintenance.
- Les anomalies relevées par le Bureau de Contrôle effectuant les vérifications annuelles de fonctionnement (le cas échéant).

Les réserves relatives à la maintenance préventive des ascenseurs qui seraient notifiées au Titulaire par le service technique du Client, ou par un bureau de contrôle, sont levées sous :

- 24 h pour toutes les réserves afférentes à la sécurité des usagers ou des intervenants
- Trois mois pour l'ensemble des autres réserves

Le Titulaire tient informé le Client de l'avancement de ces levées de réserves. Il le tient informé par courrier. Dans le cas où le Client met en ligne les réserves de maintenance sur une plateforme spécifique (GMAO par exemple), le Titulaire vient renseigner l'avancement de ces levées.

Plan de progrès :

Le Titulaire s'engage à effectuer une maintenance préventive pendant la durée du contrat telle que, année après année, les nouvelles réserves émises soient au minimum de 40% inférieures à celles de la première année.

Ce plan de progrès ne dégage évidemment pas le Titulaire de lever **toutes** les réserves chaque année.

Exemple :

- 2021 : 100 observations qui seront levées soit dans les 24 h ou les 3 mois suivants.
- 31 décembre 2024 : fin de marché (avant reconductions possible) : 60 « nouvelles » observations maxi

4.5 Contrôle des prestations et assistance aux organismes de contrôle

Le Client se réserve la possibilité de procéder lui-même ou de faire procéder par une personne compétente de son choix à la vérification de la bonne exécution des prestations. Le présent article définit



les conditions dans lesquelles pourraient avoir lieu cette vérification. Les opérations de vérification ont pour but de constater la correspondance entre les prestations fournies et les spécifications du présent contrat.

Les opérations de vérification et de contrôles réglementaires sont effectuées à l'occasion des interventions du Titulaire ou indépendamment de celles-ci. Elles portent essentiellement sur la qualité et la quantité des prestations exécutées, sur le respect de la réglementation et sur le respect du présent contrat.

Le Titulaire est présent sur les lieux lors des opérations de vérification s'il est prévenu au moins 15 jours avant par écrit. Cependant ce délai peut être réduit si des circonstances exceptionnelles nécessitant une intervention rapide.

Si une de ces vérifications révèle une anomalie de maintenance ne mettant pas en cause la sécurité des usagers ou des intervenants sur l'installation ou si la préservation du matériel n'est pas mise en cause, le Titulaire dispose de 1 mois à compter de la date de réception du rapport de contrôle pour effectuer la levée des réserves et en informer par écrit le Client.

Si une de ces vérifications révèle une anomalie de maintenance mettant en cause la sécurité des personnes ou la préservation du matériel, l'appareil pourra être mis hors service. Le Titulaire dispose de 24 heures pour effectuer les réparations.

Le Titulaire délègue une personne suffisamment compétente pour réaliser les essais. La présence du technicien affecté à la maintenance de l'appareil est recommandée.

L'assistance aux visites suivantes est obligatoire, elles font partie du présent contrat.

Le Titulaire ne peut prétendre à aucun supplément de prix pour réaliser ces prestations en fonction des différentes périodicités :

- Contrôle technique réglementaire au sens de l'arrêté du 18 novembre 2004 ;
- Contrôle réglementaire pour les Établissements Recevant du Public. (ERP) ;
- Vérifications générales périodiques au sens de l'arrêté du 29 décembre 2010 (code du travail) ;
- État des lieux contradictoire en fin de contrat ;
- État des lieux contradictoire en début et fin de contrat ;
- Expertise technique de quelque nature qu'elle soit ;
- Suivi pluriannuel.

Pour les ERP : Le Titulaire, a l'obligation de consigner la levée des réserves sur les registres de maintenance et de sécurité disponibles auprès du PC sécurité ou du chef d'établissement (heure d'arrivée, heure de départ, opérations réalisées, réserve levée, nom et signature) lors de son départ.

Article 5 Exclusions du contrat d'entretien

Ne sont pas inclus au contrat et font l'objet de facturations spécifiques :

- ✓ Les travaux de modernisation ou de mise en conformité des appareils avec des règlements qui seraient postérieurs à la notification.



- ✓ Les prestations rendues nécessaires en cas de force majeure (Article 14), l'incendie, l'explosion, l'inondation, la foudre, les catastrophes naturelles, les ambiances corrosives, l'accident indépendant de l'action du Titulaire, l'usure des pièces autres que celles énoncées à l'Annexe 3, ou la surtension électrique.
- ✓ Les évolutions techniques même si elles sont dues à de nouvelles réglementations ou si elles sont recommandées ou exigées par les autorités réglementaires.
- ✓ Les réparations et travaux consécutifs à du grand vandalisme

Un devis est alors établi, selon le « Bordereau de Prix Unitaires » si un exemplaire est prévu au présent marché, accompagné des éléments attestant de l'exclusion du contrat d'entretien (par exemple, dans le cas du vandalisme, constat validé par le responsable de site ou l'inspecteur technique et /ou dépôt de plainte).

On entend par « Grand vandalisme » les actes malintentionnés volontaire et non prévisible de tiers rendant impropre à l'usage (ou dangereuse) un composant complet. Seules les dégradations signalées et apparentes sur des photos fournies seront qualifiées de « grand vandalisme ». Dans le cas où la/les photos ne seraient pas déposées ou seraient inexploitable, la dégradation sera qualifiée de « petit vandalisme » et les travaux de remise en état seront inclus dans le contrat.

Article 6 Entretien du système de téléalarme / télésurveillance existante

Téléalarme

Dans le cadre du présent contrat, le TITULAIRE est rémunéré par un « P3 téléalarme ». Celui-ci exploite le dispositif en place.

Si le dispositif est non fonctionnel et/ou non conforme, le TITULAIRE met à disposition dans les cabines, un système de téléalarme, phonie bidirectionnelle - identification et test régulier avec :

Interface de gestion en machinerie

Kit GSM

Prise en charge de la consommation et de l'abonnement téléphonique, donc de la propriété de la ligne par le TITULAIRE.

Mise en place des câbles de raccordement et de branchement

Pose d'un boîtier anti vandale en cabine, plastron inox, bouton inox, interphone et micro non vandalisables

Affiche explicative d'utilisation, gravée sur plastron inox et fixations non vandalisables

Boutons de demande de secours sur toit de cabine et en cuvette (bouton sous cabine interdit).

Tous raccords ou modifications en cabine, machinerie et coffret de commande.

La maintenance comprenant toutes interventions, dépannage et/ou remplacement de pièces

Conformité à NF EN81-28 (filtrage des alarmes à la discrétion du TITULAIRE : s'il décide de procéder au filtrage, ce dernier devra être en totale conformité avec NF EN81-28)

Conformité à NF EN81-70.

Le matériel sera de type protocole ouvert, de marque Amphitec, ANEP, MICOME, ou équivalent. Le TITULAIRE devra faire valider son choix par L'ORGANISME avant tout travaux.

Cette mise à disposition se fait au titre du présent marché.

Lorsqu'il existe, le service de sécurité des établissements recevant du public doit être instantanément informé des appels émis par le système parallèlement au service d'intervention, ce report d'alarme peut se faire sur le téléphone d'astreinte de l'établissement ou sur bip, dans tous les cas, l'origine de l'appel « ascenseur » doit être clairement identifié sur le cadran de l'interface recevant l'appel.



Dans ce cas : Pour les centrales de surveillance, consigner le rappel sur le téléphone d'astreinte de l'établissement.

NB : Il en est de même pour tous les nouveaux appareils installés en cours de contrat par le TITULAIRE. La propriété de la ligne téléphonique reste à la charge exclusive du TITULAIRE.

Le TITULAIRE a la possibilité de poser des Kits GSM (non facturé à L'ORGANISME) afin de faciliter la gestion de la facturation de la ligne téléphonique. Dans ce cas, le dispositif installé :
Devra respecter la EN81-28, notamment concernant le contrôle de la batterie du dispositif
Fonctionner sur le réseau 4G à minima. (Matériel à faire valider par L'ORGANISME)
Permettre la transmission des données de toutes éventuelles télésurveillances et système de report d'information
En fin de marché l'ORGANISME deviendra propriétaire des kits GSM.

L'ORGANISME se réserve le droit de procéder, pendant la durée du présent contrat, à l'installation d'une télésurveillance (sans phonie) indépendante de toute entreprise de maintenance en complément de la téléalarme.

En fin de marché, le Titulaire sortant assistera le Pouvoir Adjudicateur pour le transfert des lignes téléphoniques avec le nouveau Titulaire et assurera le transfert des informations d'utilisateurs bloqués ou de tests de ligne défectueux pendant 3 mois calendaires au-delà de son marché et sans surcoût.

Si la phonie ne fonctionne pas (absence de communication lors de l'essai avec le centre d'appels), le Titulaire informe immédiatement le Pouvoir Adjudicateur et procède à la mise à l'arrêt de l'appareil concerné (conformément aux précisions données dans l'article 7.2.). Il procède à la remise en service dans les délais définis aux articles 3.4 du présent CCTP.

À chaque visite d'entretien, le Titulaire s'engage à procéder aux essais de bon fonctionnement de la téléalarme et fournit une attestation mensuelle correspondante.

Le titulaire s'engage à mettre en place la téléalarme/télésurveillance dès la passation de marché avec le Titulaire sortant. Il devra réaliser le transfert pour que les appels depuis la cabine arrivent sur la plateforme de gestion du titulaire. Le titulaire s'engage à mettre en état, le plus rapidement possible, les téléalarmes/télésurveillances qui ne seraient pas en état de fonctionnement.

Article 7 Information vers L'UGECAM HAUTS DE FRANCE

7.1 Carnet d'entretien

Le Titulaire tient à jour après chaque visite d'entretien et après chaque intervention de dépannage, le carnet d'entretien papier mis à la disposition du Client au poste de sécurité, dans le local de machinerie ou en armoire de manœuvre (nonobstant l'existence éventuelle d'un carnet informatique).

Sont mentionnées sur le carnet d'entretien les informations :

- Dates, heures d'arrivée et de départ du technicien
- Nom et signature du technicien
- Nature des observations, interventions, travaux, modifications, remplacements de pièces effectuées sur les ascenseurs au titre de l'entretien



- Date et cause des incidents et réparations effectuées au titre du dépannage.

De plus, le Titulaire :

- Communique à la demande du Client, le détail des interventions pour une période donnée.
- Tient à la disposition du Client la notice à jour d'instruction des ascenseurs en sa possession.
- Remet au Client à titre d'information l'organisation de son plan d'entretien en vigueur à la signature du contrat, les coordonnées des responsables à joindre par secteur d'attribution et informe le Client des changements en cours de contrat. Ce programme de maintenance fait apparaître :
 - Le nombre et la qualification des intervenants affectés à l'exécution du contrat d'entretien
 - Le nombre d'installations par secteur géographique individuel
 - La fonction précise des intervenants sur ce marché
 - La périodicité et la période approximative d'intervention pour chaque installation
 - Le programme d'entretien (vérifications, réglages, etc.) envisagé sur les installations, décomposé par mois
 - Le temps prévisionnel de maintenance par installation
 - Le temps d'immobilisation pour gros travaux d'entretien.
- S'assure à chaque visite d'entretien de la présence en cabine, et au palier principal, de l'étiquetage comportant le nom du Titulaire, le numéro d'appel d'urgence et le numéro d'identification de l'appareil. Dans le cas contraire, il y remédie immédiatement.

Il agit de même pour toute autre plaque d'instruction.

Si le carnet est manquant lors de la prise en charge des installations, le Titulaire s'engage à en mettre un à disposition sans contrepartie financière.

Le Titulaire met à disposition des services techniques du Client une version électronique du carnet d'entretien consultable sur un portail informatique avec accès personnalisé.

Dans le cas de bâtiments classés IGH ou ERP, le Titulaire renseigne le Registre de Sécurité à chaque visite, mais aussi lors des opérations de travaux ou de réparation.

7.2 Mise à l'arrêt d'un appareil

Le Titulaire s'engage à informer la Direction d'établissement du Client par courriel de toute mise à l'arrêt de l'installation quelle qu'en soit la durée, précisant la nature du dysfonctionnement, et le délai prévisionnel de remise en service.

Ce courrier est renouvelé autant de fois que nécessaire pour informer l'établissement des étapes de la résolution du problème.

Une information est adressée de la même façon consécutivement à la remise en service.

Le cas échéant, le courrier électronique peut être envoyé sur plusieurs adresses différentes fournies par le Client lors de la mise en place du marché.

Dans tous les cas, le Titulaire s'engage à informer directement le responsable de site avant de quitter les lieux et les usagers par une information apposée sur toutes les portes palières de l'appareil.



Concernant les ascenseurs neufs commandés postérieurement à la date de signature du marché, le Titulaire prévoit en remplacement de l'affichage réalisé par le technicien sur chacune des portes palières, une information donnée par les afficheurs de position situés sur les portes palières de la mise hors service de l'ascenseur. Ces afficheurs sont alimentés par une alimentation de secours en cas d'absence de courant.

7.3 Opérations de « maintenance lourde »

Le Titulaire soumet au Client son calendrier des travaux programmés mensuellement : Le calendrier fait apparaître les éléments suivants :

- La désignation de l'installation immobilisée
- La date prévisionnelle d'immobilisation
- La définition des travaux exécutés

Le Titulaire, moyennant un préavis de 15 jours, informe le Client de toute intervention complémentaire nécessitant l'arrêt d'une installation.

L'immobilisation d'un ensemble d'ascenseurs contigus est tolérée en dehors des heures d'exploitation du site, avec accord du Client. Elle fait l'objet d'un avertissement préalable dans un délai d'une semaine minimum sauf impératif d'exploitation et ne pas occasionner de frais supplémentaires pour le Client.

7.4 Rapport d'activité semestriel

Un rapport d'activité semestriel est attendu par les services techniques du Client pour le 5 juillet et 5 janvier de chaque année. Une réunion de présentation de ces informations aura lieu dans les quinze premiers jours de Juillet et Janvier.

Ce rapport présente au minimum :

- Historique des demandes d'intervention pour dépannage ou désincarcération. Le détail des dysfonctionnements, des heures de réception de la demande, du délai d'intervention et de l'opération réalisée est spécifié par appareil.
- Listing des appareils avec un taux d'appels >10
- Listing des appareils ayant subi une mise à l'arrêt > 3 jours, avec la raison de l'immobilisation
- Délai d'intervention mini/moyen/maxi
- Listing des appareils avec plus de 3 pannes sur 1 mois. Évolution sur 6 mois de ces appareils
- Historique des visites d'entretien en détaillant les opérations réalisées et le temps passé.
- Suggestions utiles qui permettront d'améliorer la fiabilité des installations.
- Un bilan sur le suivi des levées de réserves des organismes de contrôle ou bureau d'études. Un détail d'avancement par appareil est fourni.

Le formalisme sera défini par le Maître d'Ouvrage en début de marché, celui-ci devra être exploitable (Excel).

Les données sont analysées préalablement à la réunion par le Titulaire et sont accompagnées de recommandations.



Toute réunion avec le Client fait l'objet d'un compte-rendu de réunion diffusé sous 48 heures après la réunion par le Titulaire.

L'absence de remise du rapport semestriel d'exploitation dans le mois défini est sanctionnée par une pénalité dont le montant est défini à l'annexe 6.

Sans préjuger des sanctions applicables pour faute grave, toute information manifestement falsifiée et sanctionnée d'une pénalité dont le montant est défini à l'annexe 6.

7.5 Rapport d'activité annuel

En plus des éléments présentés dans le rapport d'activité semestriel, le Titulaire présente les points suivants :

- Interventions de maintenance et de réparations / appareil précisant la date, les heures d'interventions et le compte rendu d'intervention.
- Distinguer les visites.
- Disponibilité des appareils.
- Taux d'appels et taux de panne par appareil.
- Listing des appels et dysfonctionnements groupés selon leur nature : défaillance technique, mauvaise utilisation, vandalisme, causes extérieures ou cas de force majeure.
- Nombre d'appels pour usager cabine.
- Les propositions visant à améliorer l'installation.
- La mise à jour de la documentation de tout ordre (technique, etc...).

Le formalisme sera défini par le Maître d'Ouvrage en début de marché, celui-ci devra être exploitable (Excel).

Les données sont analysées préalablement à la réunion par le Titulaire et sont accompagnées de recommandations.

L'absence de remise du rapport annuel d'exploitation dans le mois défini est sanctionnée par une pénalité dont le montant est défini à l'annexe 6.

Sans préjuger des sanctions applicables pour faute grave, toute information manifestement falsifiée et sanctionnée d'une pénalité dont le montant est défini à l'annexe 6.

Article 8 Disponibilité des pièces de rechange

Le Titulaire constitue un stock de pièces détachées lui permettant de garantir une remise en service des installations dans les délais impartis.

Ce stock est entreposé dans les locaux du Titulaire ou, le cas échéant, dans les locaux mis à la disposition par le Client. Ce stock est composé de pièces faisant partie de la garantie couverte par le contrat d'entretien et de pièces facturables non couvertes par ledit contrat.



Le Titulaire est vigilant sur les pièces et matériels dont elle dispose, afin de satisfaire à ses obligations contractuelles. A chaque utilisation des stocks, ceux-ci sont immédiatement reconstitués. Sur simple demande du Client, la liste des équipements stockés est être fournie.

Le Titulaire s'engage à fournir les pièces de rechange des ascenseurs de marques vendues ou installées par lui-même autres que celles dues à l'Article 1 pendant une durée de 15 ans pour les composants électroniques, 20 ans pour les composants électromécaniques et 30 ans pour les composants mécaniques à compter de la date d'installation de l'appareil ou de la modernisation du composant considéré le cas échéant.

Le Titulaire s'engage à fournir l'ensemble des pièces de rechange de chaque ascenseur de marque autres que celles vendues et installées par lui-même selon les disponibilités indiquées par les sociétés concurrentes concernées.

La fourniture et la pose de ces pièces hors contrat font l'objet de facturation supplémentaire selon le Bordereau de Prix Unitaire "BPU Travaux" annexé au présent Contrat, le cas échéant.

Au-delà des délais indiqués ci-dessus, et dans le cas où le Titulaire n'est plus en mesure de fournir une pièce, il propose au Client la réalisation de travaux de modernisation. L'offre est présentée sous forme détaillée en prix et prestations.

Article 9 Obligations du Client.

Le Client s'engage à indiquer au Titulaire toute présence d'amiante et/ou de plomb dans le bâtiment où se situe(nt) le(s) appareil(s), objet du contrat, et plus généralement tous les risques sanitaires pouvant survenir dans son établissement. A cette fin, les DTA sont transmis en annexe au présent contrat, ou mises à disposition sur une plateforme de consultation.

A la signature du contrat, le Client remet dans la mesure du possible au Titulaire toutes notices existantes de fabricants ou instructions établies par un éventuel Titulaire précédent relatives aux ascenseurs concernés. Le Client peut remettre au Titulaire, si ce dernier en formule la demande, un rapport technique des installations. Ce document tient lieu d'état des lieux contradictoire.

Le Client garantit au Titulaire le libre accès en toute sécurité à ses ascenseurs de façon à lui permettre d'assurer les prestations à tout moment.

Le Client reste le gardien de ses ascenseurs. Le contrat ne l'exonère pas de ses obligations légales et réglementaires et plus généralement de son obligation de sécurité lui incombant à ce titre.

Si un fait anormal quelconque (dysfonctionnement, bruit, vandalisme, comportement anormal d'utilisateur, etc..) concernant un ascenseur sous contrat se produit, le préposé du Client est autorisé à mettre immédiatement l'appareil à l'arrêt et prend les mesures utiles pour en interdire l'usage. Le Client dans ce cas signale aussitôt au Titulaire -par tous moyens à sa disposition- le fait constaté.

Le Client informe également le Titulaire en cas :

- De panne sur appareil, personne bloquée. Cette information, qui peut également être donnée par la téléalarme ou les utilisateurs, donne preuve du point de départ des délais d'intervention du Titulaire
- D'intervention de tiers survenant sur l'installation
- D'incendie, dégât des eaux, démolition, destruction, fermeture de l'immeuble. Pendant la période éventuelle de fermeture, il est trouvé un accord sur des mesures conservatoires pour éviter de graves dommages et la levée de la redevance.



PARTIE 2 : PRESTATIONS DE TRAVAUX SUR BONS DE COMMANDES

Article 10 Généralités

10.1 Introduction

Le Titulaire, dans le cadre du présent marché, sera missionné par bons de commandes pour réaliser les travaux ou les ouvrages aux conditions définies par le présent CCTP, jusqu'au parfait achèvement, suivant les règles de l'art et compte tenu des règlements en vigueur. Les prix sont établis grâce au Bordereau des Prix Unitaire (BPU) rempli(s) par le Titulaire.

Le Titulaire est réputé avoir visité les lieux préalablement, il reconnaît avoir la complète connaissance des équipements concernés, de leurs abords, de leur environnement et de leurs conditions d'accès.

En conséquence, le Titulaire est déclaré, pour le bon déroulement des opérations :

- avoir la maîtrise de la maintenance des équipements existants.
- avoir la maîtrise des règles de l'art relatives à la création dans le cas de leurs remplacements, de leurs transformations, ou de leurs modernisations suivant les spécifications techniques du présent marché.
- avoir en charge les équipements concernés en toute connaissance de cause et les accepter dans l'état.
- avoir estimé les sujétions particulières d'exécution.
- avoir signalé au Client, lors de la remise de son offre, les désaccords ou observations éventuels sur le présent cahier des charges et du B.P.U, le cas échéant.
- avoir effectué les relevés nécessaires lui permettant de réaliser l'étude de cette opération de travaux
- avoir mesuré :
 - les difficultés de circulation, de passage, concernant l'approvisionnement et la manutention du matériel neuf ou démonté
 - les conditions d'interventions et les moyens nécessaires.

En aucun cas, le Titulaire ne peut invoquer, après signature du marché, des omissions, des erreurs, des contradictions ou interprétations dans le dossier marché pour se soustraire, se limiter dans l'exécution des travaux, ou refuser de réaliser, dans le cadre de ses engagements, tout ou partie des ouvrages nécessaires au parfait achèvement et à la parfaite utilisation des installations.

10.2 Dispositions particulières en bâtiment occupé

En raison du déroulement des travaux dans un bâtiment occupé, le Titulaire doit :

- apporter le moins de perturbations possible dans la vie du bâtiment
- étudier un mode opératoire des travaux afin de réduire le délai d'immobilisation et la durée des interventions
- prévoir les protections et les dispositions nécessaires pour assurer la sécurité des usagers, du public et des intervenants
- éviter d'encombrer l'usage des parties communes et des passages de circulation
- protéger les ouvrages existants
- remettre et tenir à jour un planning détaillé, phase par phase des interventions, de manière à assurer l'information permanente des locataires, du Client et du Maître d'Œuvre sur les travaux en cours et à venir. Toute modification au planning fait l'objet d'une note rectificative au tableau d'affichage et au Client, indiquant les motifs du retard.



Article 11 Prescriptions techniques

11.1 Définition du matériel proposé

La proposition du Titulaire est considérée comme étant conforme au C.C.P Travaux - Annexe 5.
Le Titulaire fournit un descriptif technique concernant le matériel proposé (caractéristiques techniques, entraînement, commande, etc. décoration, accessoires).
Le Titulaire doit la totalité du matériel pour assurer la réalisation complète, la sécurité et le bon fonctionnement des installations.

11.2 Qualité du matériel

Toutes les fournitures, matériel, appareillages, etc..., sont neufs, de bonne qualité, et sont d'un modèle non personnalisé, non codé, ne nécessitant pas l'emploi d'outillage spécial ou de logiciel spécifique.
Les pièces de rechange ou détachées sont en vente libre (accessibles pour tout entrepreneur du secteur "ascenseurs" en France)

Les outillages spécifiques nécessaires à leur mise en œuvre, entretien et exploitation (interfaces de programmation, outils de visualisation de défauts, outils de contrôles de câbles, etc.) sont fixés à demeure en machinerie.

Ils sont conformes à la réglementation en vigueur au moment de l'exécution des travaux, du point de vue de la fabrication, des caractéristiques, du montage, de la mise en œuvre et de l'emploi.

Les composants de sécurité, conformément aux normes en vigueur, disposent d'une attestation de type (limiteur, parachute, serrures, amortisseurs, etc.), ou d'un procès-verbal d'essai au feu (porte palière, etc.), en cours de validité, délivrés par un laboratoire agréé.

Tous les éléments de la fourniture du présent marché, susceptibles d'être altérés par des agents atmosphériques ou autres pendant le transport ou le séjour sur le chantier, reçoivent un traitement de protection les mettant à l'abri de toute détérioration.

Il appartient au Titulaire -qui demeure seul responsable des travaux- de vérifier et de contrôler l'origine des matériels et appareillages, selon les caractéristiques et les principes de fonctionnement. L'acceptation d'un matériel par le Client ou par l'Assistant du Client ne peut avoir pour effet de dégrader la responsabilité du Titulaire.

Dans le cadre indispensable des économies d'énergie, les matériels minimisent impérativement leur impact sur la consommation électrique. En particulier :

- lorsqu'une nouvelle manœuvre (et/ou tout autre coffret électronique) est installée, elle est pourvue d'une mise en veille en l'absence d'utilisation durable de l'ascenseur (> 30mn). La consommation en veille est communiquée au moment de l'offre du candidat et fait l'objet d'un contrôle lors de la réception des travaux
- lors de l'installation d'un éclairage cabine, outre la mise en œuvre de lampes à basse consommation, une extinction temporisée de la cabine est exigée.
-

11.3 Essais et vérification de fonctionnement

Après achèvement complet des travaux pour chaque appareil, il est procédé aux vérifications et essais conformément aux exigences en vigueur. Ces opérations auront pour but de vérifier si toutes les conditions du marché sont remplies. Elles sont entièrement à la charge du Titulaire qui assure également tout le matériel et la main d'œuvre nécessaires (le matériel restant sa propriété).



Article 12 Réception des travaux

12.1 Essais réglementaires et réception de l'ouvrage

Dans son offre, le Titulaire effectue les essais réglementaires. Le Titulaire fournira les caractéristiques des matériels prévus à l'annexe C de la norme NF EN81-1/2, lorsqu'ils sont nécessaires.

Ces pièces sont communiquées à l'Assistant du Client.

12.2 Mise en service

Sauf modalités particulières, la mise en service intervient normalement après réception de chaque appareil et ratification de l'état des lieux contradictoire établi sans réserve entre le Titulaire et l'Assistant du Client.

Pendant cette période, le Titulaire procède aux réglages définitifs et en liaison conforme avec les documents d'exploitation fournis à la réception.

12.3 Visa des documents d'exécution

12.3.1 Avant travaux

Les documents que le Titulaire établit au titre de son marché sont remis à l'Assistant du Client dans un délai de 45 jours à compter de la commande.

Si l'Assistant du Client constate que ces documents ne sont pas conformes au projet, il dispose, à partir de la remise, d'un délai de 15 jours pour en informer le Titulaire qui, dans le même délai, fournit des nouveaux documents corrigés. L'Assistant du Client délivre son visa sur les documents conformes au projet.

Si les documents d'exécution (planning inclus) ne sont pas conformes aux éléments de l'offre, et moyennant un premier préavis resté sans effet, le Client peut de plein droit annuler la commande sans contrepartie ni demande d'indemnités.

Le Titulaire ne saurait être tenu pour responsable des dépassements d'échéances au cas où les informations requises par lui, ne lui auraient pas été fournies en temps utile.

Tous les documents et plans n'ayant pas obtenu le visa de contrôle ou de l'assistant du Client sont considérés comme nuls.

12.3.2 Après achèvement

Après achèvement de chaque ascenseur, le Titulaire est tenu de fournir, sous un délai de 15 jours, en trois exemplaires, un dossier technique comportant :

Le dossier conforme à la norme NF EN81-20 :

- les consignes et instructions utiles pour la conduite et l'entretien des appareils et particulièrement pour la sécurité
- les notices de réglages et de maintenance des cartes électroniques, abréviations, menus codes de défaut, programmation des paramètres
- les notices de réglage et de maintenance des outils de programmation
- les notices de réglage et de maintenance des opérateurs de portes cabines
- les lexiques des désignations de schémas, notices de réglage



Tous les documents sont disponibles en Français. Les éventuelles abréviations sur les schémas font l'objet d'un lexique de correspondance permettant à toute entreprise d'assurer la maintenance et le dépannage.

La non remise de ce dossier donne lieu à l'application des pénalités prévues à l'annexe 6.

Article 13 Modalités de chantier

13.1 Exécution des travaux

Le Titulaire assume la direction et la responsabilité de l'exécution des travaux prévus dans le présent marché.

Il est le seul responsable des dommages que l'exécution des travaux peut causer directement ou indirectement à son personnel ou à des tiers.

Le Titulaire maîtrise en permanence tous les risques d'accident tant corporel que matériels inhérents aux chantiers en appliquant les mesures de protection nécessaires et en respectant les règles en vigueur, notamment en matière d'Hygiène et Sécurité

Les prestations à exécuter au titre du présent marché comprennent notamment la fourniture et la pose de l'ensemble du matériel nécessaire à la mise en œuvre de l'ascenseur conformément aux spécifications du présent C.C.T.P., des travaux de serrurerie, des travaux de peinture, la dépose et l'enlèvement de tout le matériel non réutilisé.

L'installation du matériel est faite avec le plus grand soin, tant pour assurer une réalisation correcte que pour éviter toute détérioration des ouvrages des autres corps de métier.

Lors de la prise en charge des installations, le Titulaire est réputé avoir une parfaite connaissance de leur état et ne saurait de fait se prévaloir d'aucun supplément en cours d'exécution.

13.2 Visites et investigations

Le Titulaire ne s'oppose pas aux visites, investigations et prélèvements que l'Assistant du Client estime nécessaire de faire ou de faire réaliser pour s'assurer que les fournitures et les travaux sont conformes aux dispositions du marché ou auxquels le contrôleur technique estimerait nécessaire de devoir procéder dans l'exercice de sa mission telle qu'elle est communiquée au Titulaire.

13.3 Suivi chantier

Le Titulaire est tenu d'assister aux réunions de chantier, provoquées par le Client ou l'Assistant du Client, pendant toute la durée de l'opération.

Le Titulaire délègue un responsable ou technicien qualifié, agréé par l'Assistant du Client avec le pouvoir de décision. Chaque réunion fait l'objet d'un compte-rendu réalisé par l'Assistant du Client, avec une diffusion aux différents intervenants, dans le but de :

- formaliser l'avancement des travaux
- mesurer les risques de dépassement des délais, et d'apporter les remèdes correctifs afin de



Cahier des Clauses Techniques Particulières - Ascenseurs
UGECAM HAUTS DE FRANCE
Marché n°2025-13



recaler le planning d'exécution



- valider l'information effectuée par voie d'affichage auprès des services
- vérifier si les mesures de sécurité et les procédures inhérentes aux travaux en milieu occupé sont bien respectées
- confirmer les décisions prises auprès des résidents aux cours des réunions précédentes.

Si le compte-rendu ne fait pas l'objet de contestations au plus tard au cours de la réunion de chantier suivante, les remarques, les observations ou les dispositions consignées sont contractuelles et acceptées.

13.4 Propreté du chantier

Par dérogation au CCAG FCS et conformément à l'article 37 du CCAG Travaux, le Titulaire du présent marché prend à sa charge le nettoyage des ouvrages à réaliser au titre dudit projet et la gestion des déchets du chantier.

Les parties à nettoyer visent les revêtements de sol de la cabine, les portes palières, les cabines d'ascenseur, le local de la machinerie, la gaine.

Les sols, tapis, hall d'entrée et escaliers sont à maintenir quotidiennement en bon état de propreté.

Le nettoyage des ouvrages est effectué chaque jour de travail durant la période d'exécution et les gravois, déchets et emballages divers sont évacués du chantier de façon continue.

13.5 Sécurité sur le chantier - Hygiène et sécurité

La sécurité des intervenants et des usagers est particulièrement encadrée.

Le Client (ou son Assistant) aura toute autorité pour faire appliquer les mesures de sécurité préventive tout au long du chantier. Le Titulaire s'y conforme sans délai.

Tous les intervenants sont équipés d'Équipements de Protection Individuels (EPI) adaptés au chantier de modernisation.

Chaque fois que cela est possible, les Équipements de Protection Collectives sont privilégiés et posés en début de chantier.

Si, lors des visites de chantier, une situation dangereuse est détectée, le chantier est immédiatement arrêté et ne reprend qu'à la correction du danger et sa validation par l'Assistant du Client. **Tous les frais supplémentaires ainsi occasionnés sont à la charge exclusive du Titulaire.**

Le Titulaire respecte tous les règlements en vigueur. Il appartient au Titulaire de faire appliquer à son personnel et à tous ses sous-traitants les consignes de sécurité et les fiches de contrôle qu'il juge utile de mettre en œuvre.

Tous les appareils de levage utilisés sur le chantier ont une fiche de vérification à jour. Une copie des fiches est adressée à l'assistant du client avant toute utilisation.

En cas de manquement du Titulaire ou de son sous-traitant aux consignes de sécurité, et sans avertissement préalable, le Client peut résilier de plein droit le contrat du Titulaire (travaux et maintenance) sans qu'aucun préjudice ne puisse être réclamé au Client.

Le travail les samedi, dimanche et jours fériés est strictement interdit, sauf accord spécifique du Client et sous réserve d'un "travail à deux" systématique et de l'assurance du respect de l'ensemble des consignes de sécurité.



Tout le personnel affecté à la réalisation des travaux est en possession d'une habilitation électrique selon le décret n°88-1056 du 14 novembre 1988 et avoir reçu une information sur le travail en hauteur selon le décret n° 2004-924 du 1er septembre 2004.

13.6 Amiante

Le Client communique le dossier technique " Amiante "(DTA) à toute personne ou entreprise appelée à intervenir dans le bâtiment et conserve une attestation écrite de cette information, conformément aux dispositions de l'Article R1334-28 du code de la Santé Publique. En cas de présence de matériaux amiantés, le Titulaire peut ainsi prendre les mesures de protection individuelles et collectives nécessaires.

Le Client a procédé conformément à la réglementation à une recherche des matériaux amiantés dans le cadre d'un document technique amiante. Aucun surcoût ne pourrait être demandé par le Titulaire en cas de méconnaissance des documents transmis dans la présente consultation.

Les organes ascenseurs suivants sont susceptibles de contenir de l'amiante (liste non exhaustive) :

- Garnitures des mâchoires de frein des machines
- Portes palières automatiques

De façon générale et dans un souci de prévention, le Titulaire apporte une attention particulière lors de toute opération de remplacement de garnitures de mâchoires de frein. En conséquence, il adapte sa méthodologie pour permettre la dépose de ces mâchoires conformément à la réglementation.

Le Titulaire fournit au cours du chantier l'ensemble des BSDA (Bordereau de Suivi des Déchets Amiantés) relatifs aux matériaux amiantés déposés.

Si, à l'occasion des études préalables, le Titulaire identifie la présence de matériaux amiantés, non répertoriés dans le dossier technique " Amiante ", il est tenu d'en informer immédiatement le Client. Le cas échéant, le Titulaire détaille dans le cadre de son offre les mesures prises relatives à ces matériaux et identifie dans son offre le montant résultant de l'adaptation de sa méthodologie et des éventuels surcoûts liés à la protection de ses intervenants et des usagers.

Si, durant les phases travaux, le Titulaire découvre ou suspecte la présence de matériaux amiantés, il est tenu d'en informer le Client, et d'arrêter immédiatement toute intervention sur l'équipement. Le Client convoque le Titulaire pour étudier les conditions de la poursuite des travaux.

13.7 Communication pendant la phase chantier

30 jours avant le début du chantier, le Titulaire confirme aux services techniques du Client son planning de travaux en s'engageant particulièrement sur :

- la date d'installation de l'équipe travaux
- la date et l'heure de livraison des matériels
- la date d'arrêt de l'ascenseur
- les plages de dates et d'heures des travaux bruyants
- la date de remise en service de l'appareil

Toute information postérieure venant modifier ce planning fait l'objet d'un nouvel affichage aux frais du Titulaire (information du gardien, et affichage en sa présence).



Le Titulaire se conforme à la politique générale de communication du Client.

Article 14 Normes et réglementations

Le Titulaire est tenu de respecter les lois, décrets, arrêtés et règlements administratifs, normes homologuées, en vigueur au moment de la signature de son marché. Il est rappelé, ci-après, quelques textes de portée générale.

1 - MAINTENANCE D'ASCENSEUR

1.1 Normes générales et amendements :

- **NF EN 13306** : Maintenance - Terminologie de la maintenance.
- **NF EN 13015+A1** : Maintenance pour les ascenseurs et les escaliers mécaniques - Règles pour les instructions de maintenance.
- **NF P 82-202** : Ascenseurs et monte-charge - Suspentes - Règles de remplacement.

1.2 Réglementation générale applicable :

- **Décret n° 2004-964 du 9 septembre 2004 modifié** relatif à la sécurité des ascenseurs et modifiant le code de la construction et de l'habitation.
- **Arrêté du 18 novembre 2004** relatif à l'entretien des installations d'ascenseurs.
- **Décret n° 2012-674 du 7 mai 2012** relatif à l'entretien et au contrôle technique des ascenseurs.
- **Décret n° 2008-1325** du 15 décembre 2008 relatif à la sécurité des ascenseurs, monte-charges et équipements assimilés sur les lieux de travail et à la sécurité des travailleurs intervenant sur ces équipements.

1.3 Réglementation spécifique applicable :

- **Arrêté du 29 décembre 2010** relatif aux vérifications générales périodiques portant sur les ascenseurs et les monte-charges ainsi que sur les élévateurs de personnes n'excédant pas une vitesse de 0,15 m/s, installés à demeure, et modifiant l'arrêté du 1er mars 2004 modifié relatif aux vérifications des appareils et accessoires de levage.

2 - TRANSFORMATIONS IMPORTANTES OU TRAVAUX D'AMÉLIORATION

D'ASCENSEUR

2.1 Normes générales et amendements

- **NF P 82-230** : Règles de sécurité pour la construction et l'installation des élévateurs - Ascenseurs et ascenseurs de charge - Dispositions applicables dans le cas de transformations importantes ou de travaux d'amélioration.
- **EN 81-28** : Règles de sécurité pour la construction et l'installation des élévateurs - Élévateurs pour le transport de personnes et d'objets - Partie 28 : Téléalarme pour ascenseurs et ascenseurs de charge.
- **EN 81-70** : Règles de sécurité pour la construction et l'installation des élévateurs - Applications particulières pour les ascenseurs et ascenseurs de charge - Partie 70 : Accessibilité aux ascenseurs pour toutes les personnes y compris les personnes avec handicap.
- **NF EN 12385** : Câbles en acier - Sécurité- Partie 3 : Informations pour l'utilisation et la maintenance.
- **NF EN 81-58** : Règles de sécurité pour la construction et l'installation des élévateurs - Examen et essais - Partie 58 : Essais de résistance au feu des portes palières.
- **NF EN ISO 14122** : Sécurité des machines - Partie 4 : Échelles fixes.
- **NF E85-016** : Éléments d'installations industrielles - Moyens d'accès permanent - Échelles fixes.
- **NF EN 13411** : Terminaisons pour câbles en acier - Sécurité :
 - Partie 5 : serre-câbles à étrier en U ;
 - Partie 6 : boîte à coin asymétrique ;
 - Partie 7 : boîte à coin symétrique.



- **NF EN ISO 13857** : Sécurité des machines - Distances de sécurité empêchant les membres supérieurs et inférieurs d'atteindre les zones dangereuses.
- **NF EN 60204-1** : Sécurité des machines - Equipement électrique des machines.
- **NF C 15-100** : Installations électriques à basse tension.

2.2 Normes spécifiques et amendements

- **NF EN 81-71** : Règles de sécurité pour la construction et l'installation des élévateurs - Applications particulières pour les ascenseurs et les ascenseurs de charge - Partie 71 : Ascenseurs résistant aux actes de vandalisme.
- **NF EN 81-72** : Règles de sécurité pour la construction et l'installation des élévateurs - Applications particulières pour les ascenseurs et ascenseurs de charge- Partie 72 : Ascenseurs pompiers.
- **NF EN 81-73** : Règles de sécurité pour la construction et l'installation des élévateurs- Applications particulières pour les ascenseurs et les ascenseurs de charge - Partie 73 : Fonctionnement des ascenseurs en cas d'incendie.
- **NF EN 81-77** : Règles de sécurité pour la construction et l'installation des élévateurs - Applications particulières pour les ascenseurs et les ascenseurs de charge - Partie 77 : Ascenseurs soumis à des conditions sismiques.
- **NF EN 81-21** : Règles de sécurité pour la construction et l'installation des élévateurs- Élévateurs pour le transport de personnes et de charges - Partie 21 : Ascenseurs et ascenseurs de charge neufs dans les bâtiments existants.
- **NF P82-207** : Dispositif d'appel prioritaire pour les sapeurs-pompiers.

2.3 Réglementation générale applicable :

- **Décret n° 2008-1325** du 15 décembre 2008 relatif à la sécurité des ascenseurs, monte-charges et équipements assimilés sur les lieux de travail et à la sécurité des travailleurs intervenant sur ces équipements.
- **Circulaire DGT n° 2011-02** du 21 janvier 2011 concernant la mise en œuvre du décret n° 2008-1325 du 15 décembre 2008 relatif à la sécurité des ascenseurs, monte-charges et équipements assimilés sur les lieux de travail ainsi qu'à la sécurité des travailleurs intervenant sur ces équipements.
- **Décret n° 2004-924** du 1er septembre 2004 relatif à l'utilisation des équipements de travail mis à disposition pour des travaux temporaires en hauteur et modifiant le code du travail (deuxième partie : Décrets en Conseil d'Etat) et le décret n° 65-48 du 8 janvier 1965.
- **Circulaire DRT 2005-08 du 27 juin 2005** relative à la mise en œuvre du décret du 1er septembre 2004 et de l'arrêté du 21 décembre 2004.
- **Arrêté du 28 octobre 1994** relatif aux modalités d'application de la réglementation acoustique.

2.4 Réglementation spécifique applicable :

2.4.1 Incendie (ERP, habitation, IGH) :

- **Arrêté du 25 juin 1980** modifié portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public.
- **Arrêté du 31 janvier 1986** modifié relatif à la protection contre l'incendie des bâtiments d'habitation.
- **Arrêté du 30 décembre 2011** portant règlement de sécurité pour la construction des immeubles de grande hauteur et leur protection contre les risques d'incendie et de panique.

2.4.2 Accessibilité (habitation, ERP, ERT) :

- **Décret n° 2006-555 du 17 mai 2006** relatif à l'accessibilité des établissements recevant du public, des installations ouvertes au public et des bâtiments d'habitation et modifiant le code de la construction et de l'habitation.
- **Décret n° 2009-1272 du 21 octobre 2009** relatif à l'accessibilité des lieux de travail aux travailleurs handicapés.
- **Arrêté du 26 février 2007** fixant les dispositions prises pour l'application des articles R. 163-1 et R. 163-2 du code de la construction et de l'habitation, relatives à l'accessibilité pour les personnes handicapées des bâtiments d'habitation collectifs lorsqu'ils font l'objet de travaux et des bâtiments existants où sont créés des logements par changement de destination.



- **Arrêté du 8 décembre 2014** fixant les dispositions prises pour l'application des articles R.164-1 à R.164-4 du code de la construction et de l'habitation et de l'article 14 du décret no 2006-555 relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public situé dans un cadre bâti existant et des installations existantes ouvertes au public.
- **Arrêté du 20 avril 2017** relatif à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public lors de leur construction et des installations ouvertes au public lors de leur aménagement.
- **Arrêté du 4 octobre 2010** relatif à l'accessibilité des personnes handicapées dans les établissements pénitentiaires lors de leur construction.

2.4.3 Sismique :

- **Décret no 2010-1254 du 22 octobre 2010** relatif à la prévention du risque sismique.
- **Décret no 2010-1255 du 22 octobre 2010** portant délimitation des zones de sismicité du territoire français.

2.5 Modifications effectuées sur des ascenseurs soumis aux exigences de la directive ascenseur lors de leur mise sur le marché (ascenseurs CE) :

- **Guide technique : mai 2017** "Modifications effectuées sur des ascenseurs soumis aux exigences de la directive ascenseur lors de leur mise sur le marché" réalisé avec le soutien du Ministère de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer en charge des technologies vertes et des négociations sur le climat. Secrétaire d'Etat au logement DGALN/DHUP.
- **NF P 82-230** : Règles de sécurité pour la construction et l'installation des élévateurs - Ascenseurs et ascenseurs de charge - Dispositions applicables dans le cas de transformations importantes ou de travaux d'amélioration.

2.6 Modification des cellules Sick Optique à faisceaux tournants :

- **Décision du 12 septembre 2008** portant agrément de dispositifs de type barrage immatériel en vue du remplacement des dispositifs OTD 2 et OTD 3 de la société Sick-Optique électronique agréés par décision du 10 mars 1989 pour être mis en place dans les ascenseurs sans porte en application de la loi no 86-1290 du 23 décembre 1986

2.7 Directives européennes applicables et transpositions en droit Français.

- **Ascenseur** : 2014/33/UE du 26 février 2014 transposée par décret n°2016-550 du 3 mai 2016 ;
- **Machines** : 2006/42/CE du 17 mai 2006 transposée par décret n° 2008-1156 du 7 novembre 2008 ;
- **Basse tension** : 2014/35/UE du 26 février 2014 transposée par décret n° 2015-1083 du 27 août 2015 ;
- **Compatibilité électromagnétique** : 2014/30/UE du 26 février 2014 transposée par Décret n° 2015-1084 du 27 août 2015 ;
- **Produits de construction** : Règlement UE N° 305/2011 du 11 mars 2011 transposé par décret n°2012-1489 du 27 décembre 2012.

3 - INSTALLATION D'ASCENSEUR NEUF

3.1 Normes générales et amendements :

- **EN 81-20** : Règles de sécurité pour la construction et l'installation des élévateurs - Élévateurs pour le transport de personnes et d'objets - Partie 20 : Ascenseurs et ascenseurs de charge.
- **EN 81-50** : Règles de sécurité pour la construction et l'installation des élévateurs- Examens et essais - Partie 50 : Règles de conception, calculs, examens et essais des composants pour élévateurs.



- **EN 81-28** : Règles de sécurité pour la construction et l'installation des élévateurs - Élévateurs pour le transport de personnes et d'objets - Partie 28 : Téléalarme pour ascenseurs et ascenseurs de charge.
- **EN 81-70** : Règles de sécurité pour la construction et l'installation des élévateurs - Applications particulières pour les ascenseurs et ascenseurs de charge - Partie 70 : Accessibilité aux ascenseurs pour toutes les personnes y compris les personnes avec handicap.
- **NF EN 12385** : Câbles en acier - Sécurité- Partie 3 : Informations pour l'utilisation et la maintenance.
- **NF EN 81-58** : Règles de sécurité pour la construction et l'installation des élévateurs - Examen et essais - Partie 58 : Essais de résistance au feu des portes palières.
- **NF EN ISO 14122** : Sécurité des machines - Partie 4 : Échelles fixes.
- **NF E85-016** : Eléments d'installations industrielles - Moyens d'accès permanent - Échelles fixes.
- **NF EN 13411** : Terminaisons pour câbles en acier - Sécurité :
 - Partie 5 : serre-câbles à étrier en U ;
 - Partie 6 : boîte à coin asymétrique ;
 - Partie 7 : boîte à coin symétrique.
- **NF EN ISO 13857** : Sécurité des machines - Distances de sécurité empêchant les membres supérieurs et inférieurs d'atteindre les zones dangereuses.
- **NF EN 60204-1** : Sécurité des machines - Equipement électrique des machines.
- **NF C 15-100** : Installations électriques à basse tension.

3.2 Normes spécifiques et amendements :

- **NF EN 81-71** : Règles de sécurité pour la construction et l'installation des élévateurs - Applications particulières pour les ascenseurs et les ascenseurs de charge - Partie 71 : Ascenseurs résistant aux actes de vandalisme.
- **NF EN 81-72** : Règles de sécurité pour la construction et l'installation des élévateurs - Applications particulières pour les ascenseurs et ascenseurs de charge- Partie 72 : Ascenseurs pompiers.
- **NF EN 81-73** : Règles de sécurité pour la construction et l'installation des élévateurs- Applications particulières pour les ascenseurs et les ascenseurs de charge - Partie 73 : Fonctionnement des ascenseurs en cas d'incendie.
- **NF EN 81-77** : Règles de sécurité pour la construction et l'installation des élévateurs - Applications particulières pour les ascenseurs et les ascenseurs de charge - Partie 77 : Ascenseurs soumis à des conditions sismiques.
- **NF EN 81-21** : Règles de sécurité pour la construction et l'installation des élévateurs- Élévateurs pour le transport de personnes et de charges - Partie 21 : Ascenseurs et ascenseurs de charge neufs dans les bâtiments existants.
- **NF P82-207** : Dispositif d'appel prioritaire pour les sapeurs-pompiers.

3.3 Réglementation générale applicable :

- **Décret n° 2016-550** du 3 mai 2016 relatif à la mise sur le marché des ascenseurs et des composants de sécurité pour ascenseurs.
- **Décret n° 2008-1325** du 15 décembre 2008 relatif à la sécurité des ascenseurs, monte-charges et équipements assimilés sur les lieux de travail et à la sécurité des travailleurs intervenant sur ces équipements.
- **Circulaire DGT n° 2011-02** du 21 janvier 2011 concernant la mise en œuvre du décret n° 2008-1325 du 15 décembre 2008 relatif à la sécurité des ascenseurs, monte-charges et équipements assimilés sur les lieux de travail ainsi qu'à la sécurité des travailleurs intervenant sur ces équipements.
- **Décret n° 2004-924** du 1er septembre 2004 relatif à l'utilisation des équipements de travail mis à disposition pour des travaux temporaires en hauteur et modifiant le code du travail (deuxième partie : Décrets en Conseil d'Etat) et le décret n° 65-48 du 8 janvier 1965.
- **Circulaire DRT 2005-08** du 27 juin 2005 relative à la mise en œuvre du décret du 1er septembre 2004 et de l'arrêté du 21 décembre 2004.
- **Arrêté du 28 octobre 1994** relatif aux modalités d'application de la réglementation acoustique.

3.4 Réglementation spécifique applicable :

3.4.1 Incendie (ERP, habitation, IGH) :

- **Arrêté du 25 juin 1980** modifié portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public.



- **Arrêté du 31 janvier 1986** modifié relatif à la protection contre l'incendie des bâtiments d'habitation.
- **Arrêté du 30 décembre 2011** portant règlement de sécurité pour la construction des immeubles de grande hauteur et leur protection contre les risques d'incendie et de panique.

3.4.2 Accessibilité (habitation, ERP, ERT) :

- **Décret n° 2006-555 du 17 mai 2006** relatif à l'accessibilité des établissements recevant du public, des installations ouvertes au public et des bâtiments d'habitation et modifiant le code de la construction et de l'habitation.
- **Décret n° 2009-1272 du 21 octobre 2009** relatif à l'accessibilité des lieux de travail aux travailleurs handicapés.
- **Arrêté du 24 décembre 2015** relatif à l'accessibilité aux personnes handicapées des bâtiments d'habitation collectifs et des maisons individuelles lors de leur construction.
- **Arrêté du 20 avril 2017** relatif à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public lors de leur construction et des installations ouvertes au public lors de leur aménagement.
- **Arrêté du 4 octobre 2010** relatif à l'accessibilité des personnes handicapées dans les établissements pénitentiaires lors de leur construction.

3.4.3 Sismique :

- **Décret n° 2010-1254 du 22 octobre 2010** relatif à la prévention du risque sismique.
- **Décret n° 2010-1255 du 22 octobre 2010** portant délimitation des zones de sismicité du territoire français.

3.5 Directives européennes applicables et transpositions en droit Français :

- **Ascenseur** : 2014/33/UE du 26 février 2014 transposée par décret n°2016-550 du 3 mai 2016 ;
- **Machines** : 2006/42/CE du 17 mai 2006 transposée par décret n° 2008-1156 du 7 novembre 2008 ;
- **Basse tension** : 2014/35/UE du 26 février 2014 transposée par décret n° 2015-1083 du 27 août 2015 ;
- **Compatibilité électromagnétique** : 2014/30/UE du 26 février 2014 transposée par Décret n° 2015-1084 du 27 août 2015 ;
- **Produits de construction** : Règlement UE N° 305/2011 du 11 mars 2011 transposé par décret n°2012-1489 du 27 décembre 2012.

Article 16 Acceptation du Titulaire des Clauses Techniques et Particulières

Fait à, le

Pour L'UGECAM HAUTS DE FRANCE

Pour le Titulaire



- ANNEXE 1 -



**DÉCRETS, ARRÊTÉS, CIRCULAIRES
TEXTES GÉNÉRAUX**



Arrêté du 18 novembre 2004 relatif à l'entretien des installations d'ascenseurs.

NOR: LOGU0411016A

Version consolidée au 08 juillet 2020

Le ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, le ministre de l'emploi du travail et de la cohésion sociale, le ministre délégué à l'industrie et le ministre délégué au logement et à la ville,

Vu le code de la construction et de l'habitation, notamment ses articles R. 125-2, R. 125-2-1, R. 125-2-2 et R. 125-2-3 ;

Vu le décret n° 2001-477 du 30 mai 2001 fixant le contenu du carnet d'entretien de l'immeuble prévu par l'article 18 de la loi du 10 juillet 1965 fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis, et notamment son article 4 ;

Vu le décret n° 2004-964 du 9 septembre 2004 relatif à la sécurité des ascenseurs et modifiant le code de la construction et de l'habitation ;

Vu l'arrêté du 11 mars 1977 relatif aux conditions d'entretien normalisé des ascenseurs et monte-charge,

Article 1

L'entretien des ascenseurs visé à l'article R. 125-2 du code de la construction et de l'habitation comprend obligatoirement la réparation ou le remplacement des pièces défectueuses ou usées. Les pièces de rechange peuvent provenir du fabricant d'origine comme d'un autre fabricant.

Dans le cas d'un entretien confié par contrat à une entreprise, l'adaptation de pièces sur l'installation, si elle est nécessaire, relèvera de la responsabilité de l'entreprise chargée de l'entretien.

Article 2

Les opérations d'entretien des installations d'ascenseurs et leurs conditions d'exécution doivent tenir compte des caractéristiques du lieu desservi, des technologies spécifiques de l'installation, de la fréquence d'utilisation ainsi que des prescriptions des constructeurs.

Elles sont précisées par l'entreprise d'entretien dans le plan d'entretien mentionné à l'article R. 125-2-1 du code de la construction et de l'habitation.

L'intervalle entre deux visites d'entretien ne peut être supérieur à six semaines maximum soit 42 jours.

Les opérations minimales d'entretien à effectuer, prévues à l'article R. 125-2 et au IV du R. 125-2-1 du code de la construction et de l'habitation, sont détaillées en annexe du présent arrêté ainsi que les périodicités minimales de mise en œuvre à respecter.



Article 3

Le contrat d'entretien est conclu pour une période d'un an minimum.

Conformément au décret du 30 mai 2001 susvisé, les références du contrat d'entretien de l'ascenseur ainsi que la date d'échéance de ce contrat doivent être inscrites dans le carnet d'entretien de l'immeuble en copropriété.

Les fréquences des visites d'entretien sont définies dans le contrat d'entretien.

Article 4

En cas de changement de Titulaire, un état des lieux initial et contradictoire de l'installation doit être dressé entre le propriétaire et le nouveau Titulaire et annexé au nouveau contrat.

Article 5

Le titulaire du contrat d'entretien assure la direction et la responsabilité de l'exécution des prestations. Il est seul responsable des dommages que l'exécution de ses prestations peut causer dans les limites de ses obligations contractuelles :

- à son personnel ou à des tiers ;
- à ses biens, à ceux du propriétaire ou à ceux de tiers.

L'entreprise doit avoir souscrit un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'elle peut encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels causés aux tiers et au propriétaire à l'occasion des interventions.

Elle doit produire, à toute demande de la personne signataire du contrat, une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie, ainsi que la franchise si elle existe.

Les factures d'entretien doivent mentionner les références de la police d'assurance souscrite par l'entreprise d'entretien et ses dates de prise d'effet et d'expiration.

Article 6

Aucune sous-traitance partielle ou totale du contrat d'entretien n'est admise sans l'accord préalable écrit du propriétaire.



En cas d'accord de ce dernier la responsabilité de l'entreprise reste entière pour les travaux sous-traités.

Article 7

Toute modification du contrat d'entretien doit faire l'objet d'un avenant.

Article 8

Les pièces de l'installation d'ascenseur, mentionnées à l'article R. 125-2 du code de la construction et de l'habitation, dont l'entretien, la réparation ou le remplacement font partie des clauses minimales du contrat d'entretien visé à l'article R. 125-2-1 de ce même code, sont les suivantes :

Cabine : boutons de commande, y compris leur signalisation lumineuse et sonore, paumelles de portes, contacts de porte, ferme-porte automatique de porte battante, coulisseaux de cabine, y compris garnitures, galets de suspension et contact de porte, interface usager d'appel de secours (boutons avec leurs signalisations, haut-parleur), dispositif mécanique de réouverture de porte.

Paliers : ferme-porte automatique de porte battante, serrures, contacts de porte, paumelles de porte, galets de suspension, patins de guidage des portes et boutons d'appel, y compris voyants lumineux, contrepoids ou ressort de fermeture des portes palières.

Machinerie : balais du moteur et tous fusibles.

Gaine : coulisseaux de contrepoids.

Eclairage : ampoules cabine, machinerie et gaine, ainsi que l'éclairage de secours (batteries, piles et accumulateurs).

La réparation ou le remplacement des pièces citées ci-dessus incombe à l'entreprise titulaire du contrat d'entretien lorsque, dans les conditions normales d'utilisation, elles présentent une usure excessive ou sont défectueuses.

Article 9

Les prestations suivantes ne sont pas comprises dans les clauses minimales du contrat d'entretien visé à l'article R. 125-2-1 du code de la construction et de l'habitation :



- le remplacement des pièces dégradées par vandalisme, par corrosion en ambiances spécifiques ou par accident indépendant de l'action de l'entreprise d'entretien ;
- les interventions nécessitées par les travaux ou les aménagements effectués par d'autres entreprises, qu'ils soient en rapport ou non avec l'ascenseur ;
- le nettoyage de l'intérieur de la cabine et de son ameublement, le nettoyage des vantaux et seuils de porte cabine et palières et le nettoyage des parties vitrées, cabine et gaine ;
- les travaux de modernisation ou de mise en conformité de l'appareil avec les règlements applicables.

Article 10

Les éléments de révision de prix convenus au contrat d'entretien doivent être explicites et illustrés par une application chiffrée.

Les factures appliquant la formule de révision du prix doivent préciser et justifier les éléments de calcul de façon à permettre au propriétaire de contrôler que les modifications appliquées sont conformes aux clauses du contrat.

La révision des prix prend effet à la date anniversaire du contrat ou bien à une autre date choisie par les contractants.

La date de révision des prix doit dans tous les cas figurer explicitement dans les contrats.

Article 11

La date de la visite, les heures d'arrivée et de départ ainsi que les noms et signatures des techniciens qui sont intervenus doivent être portés sur le carnet d'entretien prévu par l'article R. 125-2-1 du code de la construction et de l'habitation.

Ce dernier doit comporter de plus obligatoirement les informations suivantes :

- nature des observations, interventions, travaux, modifications, remplacements de pièces effectués sur l'appareil au titre de l'entretien ;
- date et cause des incidents, et réparations effectuées au titre de dépannage.

Le carnet d'entretien doit être mis à la disposition du propriétaire de l'appareil sous une forme et dans un endroit précisés dans le contrat d'entretien.



Le carnet d'entretien doit être mis à jour lors de chaque visite et de chaque intervention de dépannage. Au cas où l'appareil comporte un dispositif permettant de reconstituer l'historique des opérations d'entretien, le propriétaire de l'appareil doit pouvoir avoir accès à ces informations sans surcoût.

Article 12

Les interventions en vue du dépannage des installations doivent être effectuées quel que soit le jour, ouvrable ou non.

Le déblocage des personnes bloquées en cabine doit être prévu 24 heures sur 24, tous les jours de l'année.

Tous les contrats d'entretien doivent comporter obligatoirement une clause relative aux délais de déblocage des personnes, de dépannage et de remise en service ainsi qu'une clause relative à l'information des utilisateurs lors de ces pannes.

En aucun cas une intervention de dépannage seule ne peut tenir lieu de visite d'entretien.

Article 13

Les contrats d'entretien ne peuvent déroger aux règles légales de compétences des juridictions.

Article 14

L'arrêté du 11 mars 1977 relatif aux conditions d'entretien normalisées des ascenseurs et monte-charges est abrogé, pour la seule partie concernant l'entretien des ascenseurs. Les dispositions contractuelles en vigueur relatives à l'entretien d'un ascenseur que vise cet arrêté restent applicables selon les dispositions de l'article 4 du décret n° 2004-964 du 9 septembre 2004 relatif à la sécurité des ascenseurs et modifiant le code de la construction et de l'habitation.

Article 15

Le directeur général de l'industrie, des technologies de l'information et des postes et le directeur général de l'urbanisme, de l'habitat et de la construction sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Journal officiel de la République française.



Cahier des Clauses Techniques Particulières - Ascenseurs
UGECAM HAUTS DE FRANCE
Marché n°2025-13



Le ministre délégué au logement

et à la ville,

Marc-Philippe Daubresse

Le ministre d'Etat, ministre de l'économie,

des finances et de l'industrie,

Nicolas Sarkozy

Le ministre de l'emploi, du travail

et de la cohésion sociale,

Jean-Louis Borloo

Le ministre délégué à l'industrie,

Patrick Devedjian



- ANNEXE 2 -

OPÉRATIONS MINIMALES D'ENTRETIEN



OPÉRATIONS MINIMALES D'ENTRETIEN : Liste des pièces ou mécanisme à vérifier	A Chaque Visite	FRÉQUENCE minimale semestrielle	FRÉQUENCE minimale annuelle
Cuvette, toit de cabine, local des machines (propreté, éclairage)			X
Nettoyage de gaine complet			X
Anti rebond et contact (1)		X	
Amortisseurs			X
Moteur d'entraînement et convertisseurs ou générateur, ou pompe hydraulique			X
Réducteur		X	
Poulie de traction			X
Frein	X		
Armoire de commande et sélecteur		X	
Limiteurs de vitesse (cabine et contrepoids) et poulies de tension (1)			X
Poulies de déflexion/renvoi/mouflage		X	
Guide cabine et contrepoids/vérin (dont alignement des guides et pattes et fixation)			X
Coulisseaux ou galets cabine et contrepoids/vérin		X	
Fixation des gueuses du contrepoids			
Câblage électrique		X	
Cabine (état général), boutons, voyants et indicateurs	X		
Parachute et/ou moyen de protection contre les mouvements incontrôlés de la cabine en montée ou tout autre dispositif antichute (soupape rupture, réduction de débit pour ascenseurs hydrauliques)			X
Câbles ou chaînes de suspension et leurs extrémités		X	
Baies palières : 1. Vérification de l'efficacité des verrouillages et contacts de fermeture 2. Vérification course, guidage et jeux 3. Vérification câble, chaîne ou courroie et lubrification 4. Vérification mécanismes de déverrouillage de secours 5. Dispositif limitant les possibilités d'actes de vandalisme 6. Ferme porte sur portes palières	X X X	 X X	
Porte de cabine : 1. Vérification verrouillage et contacts de fermeture 2. Vérification course, patins, rails, guidage et jeux 3. Vérification câble, chaîne ou courroie et lubrification 4. Vérification mécanismes de déverrouillage de secours 5. Dispositif efficacité du dispositif de réouverture	 X X	 X X X	
Palier : précision d'arrêt et de nivelage	X		
Dispositif hors de course de sécurité			X
Limiteur de temps de fonctionnement du moteur			X
Dispositif électrique de sécurité : 1. Vérification du fonctionnement 2. Vérification de la chaîne de sécurité 3. Vérification des fusibles	 X X	 X	
Dispositif de demande de secours et éclairage de secours	X		
Commandes (dont voyants lumineux) et indicateurs aux paliers	X		
Éclairage de la gaine	X		
Cuve hydraulique (niveau/fuites)	X		
Vérin hydraulique		X	
Canalisations hydrauliques		X	
Dispositif antidérive		X	
Bloc de commande		X	
Pompe à main/soupape de descente à commande manuelle			X
Limiteur de pression			X



Cahier des Clauses Techniques Particulières - Ascenseurs
UGECAM HAUTS DE FRANCE
Marché n°2025-13



Dispositif de sécurité Incendie installé sur l'ascenseur (Non desserte des niveaux sinistrés, manœuvre pompiers, ventilation des locaux, report d'alarme, ...)			X
(1) hors câbles. Il faut dissocier les câbles de l'organe fonctionnel auquel ils peuvent être associés.			



- ANNEXE 3 -

ETAT DES MATERIELS ET PIECES



Matériels et interventions inclus au contrat pour lesquels le Titulaire s'engage à tenir en stock les pièces pour assurer le dépannage dans les délais prévus et dans la limite de leur disponibilité.

CABINES

- Boutons de commande y compris leur signalisation lumineuse et sonore *
- Interface usager d'appel de secours (boutons avec leur signalisation) *
- Paumelles de portes
- Contacts de porte *
- Ferme porte automatique *
- Galets de suspension et contact de porte *
- Coulisseaux
- Dispositif mécanique de réouverture de porte
- Trappe de secours
- Câblage électrique ou électronique
- Lisse électronique de sécurité, barrière toute hauteur, cellule simple
- Moteur d'opérateur de porte
- Boîtier de commande de porte (circuits de commande)
- Courroie d'entraînement (moteur) *
- Courroie / chaîne d'entraînement (panneaux) *
- Patins de guidage *
- Pince de déverrouillage
- Rails de porte
- Seuil de sécurité
- Parachute
- Garde pieds mobile, tôle chasse pieds
- Commande inspection, bouton de stop
- Impulseur, bistable, cellule
- Système de mesure de la charge cabine
- Fourniture, remplacement des ampoules (tous types) éclairage normal et secours *
- Fixations des mains courantes
- Fixations des miroirs
- Boîtes à boutons anti vandales y compris leur signalisation lumineuse et sonore *
- Vantaux de porte cabine
- Panneau de décoration cabine (remise en état ou remplacement)
- Faux plafond anti vandale.

PALIERES

- Boutons d'appels y compris leur signalisation lumineuse *
- Paumelle de portes
- Contacts de porte *
- Contrepoids de fermeture des portes palières
- Ressort de fermeture des portes palières *
- Ferme porte automatique de porte battante *
- Galets de suspension et contre galet *
- Patins de guidage des portes *
- Chaîne, câblette de rappel de porte *
- Serrures
- Rails de portes palières
- Seuils de portes palières (couverture hors travaux autres corps d'état)
- Signalétique de position et de direction
- Signalisation sonore (gong ou synthèse vocale)



- Dispositif de manœuvres pompiers (verre dormant, intercommunication, dispositifs électriques)
- Câble ou courroie d'entraînement des portes automatiques
- Dispositif de déverrouillage manuel
- Dispositif contre le déverrouillage illicite et les pictogrammes associés à la présence de ce dispositif ;
- Boîte à bouton palière anti vandales y compris plastrons et dispositifs de fixation
- Signalisation palière
- Boîtes d'appel pompiers.
- Vantail de porte palière

GAINES

- Coulisseaux contrepoids et cabine, ainsi que les garnitures
- Câbles de traction et attaches, recoupe suite à allongement
- Dispositif de compensation d'allongement comprenant ressorts, coupelles, goupilles
- Autres dispositifs de traction (ruban, chaînes, courroies, etc.....)
- Câbles de limiteur de vitesse et réglage de longueur si nécessaire
- Câbles ou chaînes de compensation et réglage de longueur si nécessaire
- Câbles, ruban, chaîne entraînement du sélecteur
- Câbles souples pendentifs
- Impulseurs/orienteurs *
- Systèmes de fin de course inspection
- Boîtes hors course
- Boîte orienteur de sélecteur
- Poulies de renvoi
- Joint tête de piston (oléo-électrique)
- Dispositif anti dérive (oléo-électrique)
- Amortisseurs, huile d'amortisseurs, cales de compensation et fixations des différents dispositifs
- Poulie tendeuse du limiteur de vitesse et contacts
- Entretien réparation des canalisations électriques souples et fixes
- Bouton d'arrêt *
- Dispositifs de commande d'éclairage gaine et prises de courant
- Fourniture remplacement des ampoules, tubes fluorescents ou halogènes, éclairage gaine *
- Fils guides de contrepoids, dispositifs de tension et fixations
- Réalignement des guides cabine et contrepoids sauf sur tassement justifié du bâtiment
- Les bacs de récupération d'huile aux pieds des guides avec fourniture s'ils n'existent pas
- Les bacs ou bidons de récupération d'huile des vérins hydrauliques y compris la tuyauterie d'écoulement depuis la tête de vérin
- Electronique déportée

LOCAUX TECHNIQUES (machines et poulies) - MACHINERIES EN GAINES OU EMBARQUÉES

- Nettoyage complet des locaux techniques comprenant en état de propreté du local par lui-même ainsi que la machine, les armoires de toute nature intérieure et extérieure, les sélecteurs, les diffuseurs des éclairages normaux et de secours et tous autres dispositifs installés dans les locaux
- Entretien des éclairages (normal et secours) comprenant essais de fonctionnement et remplacement des éléments défectueux
- Entretien fonctionnel des moyens d'accès
- Entretien des tableaux de branchement et d'arrivée de courant



- Entretien et dépannage des matériels antiparasites dédiés au fonctionnement des installations
- Entretien des ventilateurs ou extracteurs d'air pour leurs éléments accessibles
- Entretien des éléments de maintien en température des locaux tels que thermostats et radiateurs

Appareils oléo-électriques

- Complément d'huile (mise à niveau) *
- Remplacement de l'huile (centrale) fourniture et mise en œuvre
- Refroidisseurs ou résistances
- Les bacs de récupération d'huiles de vérin
- Distributeur et tous les éléments constitutifs
- Groupe moto pompe (incluant le moteur électrique et/ou la pompe), atténuateur de pression et conduits hydrauliques
- Filtre
- Électrovanne-joints et bobines électriques des électrovannes
- Pompe manuelle et dispositif de remise à niveau en descente
- Instructions d'utilisation des dispositifs manuels de secours
- Dispositifs de suspension et de fixation du groupe moto pompe
- Dispositif électrique pour la remise à niveau (fonctionnement et signalisation lumineuse)
- Joints de vérin

Appareils électriques

Réducteur

- Complément d'huile du réducteur et des paliers *
- Graissage des roulements *
- Remplacement de l'huile (vidange)
- Arbre lent (arbre de poulie)
- Arbre à vis
- Roulement et paliers
- Étanchéité de treuil
- Freins et tous dispositifs participant à l'action de freinage *
- Coupleur centrifuge

Moteur

- Complément d'huile moteur
- Balais/charbons
- Tous fusibles *
- Roulement/palier
- Rotor et stator
- Bobinage
- Coussinets
- Condensateur de démarrage
- Ventilateurs
- Sondes thermiques

Manœuvres

- Alimentation
- Fusibles et protistors *
- Transformateurs de toute nature



- Redresseur *
- Diodes et pont de diode *
- Résistances de toute nature *
- Condensateur/bobines
- Contacteur *
- Relais *
- Relais temporisés et temporisateurs de toute technologie *
- Circuit électronique de manœuvre incluant la carte principale et tous autres circuits électroniques participant au fonctionnement de l'installation
- Batterie ou accumulateur *
- Electronique de puissance comprenant toutes les cartes électroniques, quelles soient dans l'armoire ou déportées sur ou à proximité de la machine, les composants de puissance tels que transistors thyristors, les radiateurs de dissipation, les résistances de dissipation d'énergie résiduelle
- Les dispositifs de ventilation des armoires tels que ventilateurs
- Sondes thermiques

Limiteur de vitesse

- Contact *
- Poulie
- Câble, attaches, serres câbles...
- Roulement ou paliers
- Galet
- Dispositifs participant au fonctionnement
- Limiteur pour vitesse excessive en montée

Sélecteur

- Basculeur
- Poulies, roulements et paliers
- Ruban, câble, chaînes et tous dispositifs participant à l'entraînement du sélecteur
- Engrenages
- Micro contact
- Câble électrique souple et connexions
- Galets
- Huile ou graisse dans le respect des instructions du constructeur
- Bobines ou moteur électrique

Divers

- Batteries d'éclairage *
- Étiquette, plaques réglementaires
- Boîtes à clefs sécurisées "Titulaire" *



- ANNEXE 4 -



MODÈLE DE RAPPORT DE VÉRIFICATION GÉNÉRALE PÉRIODIQUE



Rapport annuel de vérification générale périodique (arrêté du 29 décembre 2010) Ascenseurs - Monte-charges & Élévateurs de personne n'excédant pas une vitesse de 0,15 m/s				
Date de la vérification :				
Établissement :			Titulaire :	
Identification de l'appareil dans l'établissement : Repère dans l'établissement : Numéro de l'appareil :				
Type d'équipement : <input type="checkbox"/> Ascenseur ; <input type="checkbox"/> Monte malade ; <input type="checkbox"/> Ascenseur de charge ; <input type="checkbox"/> Monte-charge (non accompagné) ; <input type="checkbox"/> Élévateur de personnes n'excédant pas une vitesse de 0,15 m/s				
Caractéristiques principale de l'équipement : <input type="checkbox"/> Électrique à adhérence <input type="checkbox"/> Électrique à tambour ; <input type="checkbox"/> Électrique à chaîne <input type="checkbox"/> Hydraulique avec vérin ; <input type="checkbox"/> Hydraulique à ciseaux ; <input type="checkbox"/> Autre (préciser) : Charge (kg)..... Vitesse (m/s).....				
Essai de fonctionnement :	S	NS	SO	Observations :
Fins de courses dans les positions extrêmes				
Serrures des portes palières				
Verrouillage de la porte de cabine (si existant)				
Freins				
Anti dérive (hydraulique)				
Nivelage portes ouvertes et portes fermées				
Dispositif de demande de secours en cabine				
Dispositif de demande de secours sur cabine				
Dispositif de demande de secours en cuvette				
Cellule de protection en entrée de cabine				
Contact de heurt en entrée de cabine				
Radar				
Limiteur de vitesse				



Parachute avec limiteur de vitesse (<i>essai réalisé à partir du limiteur de vitesse</i>)				
Parachute à rupture de suspentes				
Portillon ou porte de visite en gaine				
Guides, fils guides (cabine et contrepoids)				
Suspentes et leurs attaches				
Treuil, centrale hydraulique, pompe				
Vérin				

Identification de l'appareil dans l'établissement :				
Repère dans l'établissement :				
Numéro de l'appareil :				
Examen de l'état de conservation : (complétés en tant que de besoin d'essais de fonctionnement)	S	NS	SO	Observations :
Gaine et éléments de protection de la gaine				
Portillon ou porte de visite en gaine				
Guides, fils guides (cabine et contrepoids)				
Ciseaux				
Suspentes et leurs attaches				
Treuil, centrale hydraulique, pompe				
Vérin				
Dispositifs assurant les réserves de sécurité lors des interventions dans le volume de déplacement des équipements.				
Eléments de la cabine ou habitacle				
Organes de service et signalisation				
Eclairage normal de la cabine ou habitacle				
Etude de sécurité (présence, affichage, état de conservation)				

S : Satisfaisant ; NS : Non Satisfaisant ; SO : Sans Objet

Commentaires :



Date :	Nom du vérificateur :	Signature :
	Société :	

Rapport de vérification générale périodique (arrêté du 1 ^{er} mars 2004) Appareils et accessoires de levage				
Date de la vérification :				
Établissement :			Titulaire :	
Périodicité selon l'article 23 de l'arrêté du 1 ^{er} mars 2004 : <input type="checkbox"/> Semestrielle <input type="checkbox"/> Annuelle				
Identification de l'appareil dans l'établissement : Repère dans l'établissement : Numéro de l'appareil :				
Type d'équipement : <input type="checkbox"/> Table élévatrice ; <input type="checkbox"/> Plateforme motorisée ; <input type="checkbox"/> Autre (préciser).....				
Caractéristiques principale de l'équipement : Charge (kg)..... Vitesse (m/s).....				
Essai de fonctionnement : <i>On entend par essais de fonctionnement d'un appareil de levage l'essai qui consiste :</i> a) A s'assurer de l'efficacité de fonctionnement b) A déclencher, lorsqu'ils existent, les limiteurs de charge	S	NS	SO	Observations :
Freins ou dispositifs équivalents destinés à arrêter, puis à maintenir, dans toutes les positions, la charge ou l'appareil ;				
Dispositifs contrôlant la descente des charges,				
Limiteurs de course				
Limiteurs de relevage				
Limiteurs d'orientation				



Dispositifs anti collision				
Dispositifs parachute				
Limiteurs de charge				

Identification de l'appareil dans l'établissement :				
Repère dans l'établissement :				
Numéro de l'appareil :				
Examen de l'état de conservation : <i>Cet examen comprend un examen visuel détaillé de l'état de conservation, complété obligatoirement par des essais de fonctionnement.</i>	S	NS	SO	Observations :
Dispositif de calage, amarrage et freinage, destinés à immobiliser dans la position de repos les appareils de levage				
Freins ou dispositifs équivalents destinés à arrêter, puis à maintenir, dans toutes les positions, la charge de l'appareil				
Dispositif contrôlant la descente des charges				
Poulies de mouflage, poulies à empreinte				
Limiteurs de charge et de moment de renversement,				
Dispositifs limitant les mouvements de l'appareil de levage et de la charge tels que limiteurs de course, limiteurs de relevage, limiteurs d'orientation, dispositifs anti collision, dispositifs parachute				
Câbles et chaînes de charge				

S : Satisfaisant ; NS : Non Satisfaisant ; SO : Sans Objet

L'appareil de levage peut-il être maintenu en service ? ☐ Oui ; ☐ Non

Commentaires :

.....
.....
.....



Cahier des Clauses Techniques Particulières - Ascenseurs
UGECAM HAUTS DE FRANCE
Marché n°2025-13



Date :	Nom du vérificateur :	Signature :
	Société :	



ANNEXE 5 -



DESCRIPTIF DES PRESTATIONS SUR BORDEREAU DE PRIX UNITAIRE



Le prix est réputé prendre en compte la main d'œuvre, la fourniture, la dépose l'évacuation, le traitement des déchets et la pose des articles qui y sont nommés, les prestations de portage et l'ensemble des couts liés à la présence d'amiante.

0005AS : Boîtier de révision

L'appareil doit être équipé d'un dispositif de commande de manœuvre d'inspection, ou " boîtier de révision ", conforme au point 14.2.1.3 de la norme française NF EN 81-1 (indice de classement P 82-210), facilement accessible depuis le niveau du palier et comportant un dispositif d'arrêt accessible à 1 mètre maximum du palier et conforme au point 14.2.2 de la même norme.

Toutes les commandes seront clairement identifiées et en Français.

Un interrupteur en partie basse et haute de la gaine doit arrêter la cabine de façon à ce que les positions extrêmes de fonctionnement normal ne puissent être dépassées.

La vitesse de déplacement de la cabine en position de manœuvre d'inspection peut être comprise entre 0,63 m/s et 1 m/s.

Application de l'ensemble des dispositions prévues dans NF P82.212 §4.2.15

0020AS : Mise en place de freins de guide

Installer un dispositif selon NF EN81-1+A3 §9.10.4 a/ permettant de, et intégrant :

- Des organes de contrôle et de réduction de la vitesse ;
- Détecter un mouvement incontrôlé de la cabine en survitesse montée ;
- Provoquer l'arrêt de la cabine, ou tout au moins réduire sa vitesse à celle pour laquelle l'amortisseur de contrepoids est conçu ;
- Fonctionner, sauf redondance de construction, sans l'aide d'aucun élément de l'ascenseur qui, en service normal, contrôle la vitesse ou la décélération ou arrête la cabine.

Conformité à NFEN81-1+A3 §9.10 et à NF P82.121 de 2005 § 4.2.18

0030AS / 0035AS / 0040AS / 0045AS / 0050AS / 0055AS : Balustrades toit de cabine

Réduction des espaces supérieurs à 0,30 m

S'il existe un espace de 0,30 m entre la cabine et la paroi de gaine, celui-ci doit être réduit dans la mesure où cela est techniquement possible. Cette mesure a pour but d'éliminer le risque de chute.

Le garde-corps doit être équipé d'une lisse haute, d'une lisse intermédiaire et d'une plinthe de 15 cm, celui-ci peut être fixe, amovible ou rétractable.

Le garde-corps doit avoir une hauteur minimale de 1,10 m.

Un panneau ou une signalisation mentionnant le danger de se pencher au-delà du garde-corps doit être apposé à tout endroit approprié.

Le garde-corps ne doit être placé à plus de 0,15 m à l'intérieur des bords extrêmes du toit de cabine ;



Garde-corps rétractable et amovible :

Le fonctionnement en mode « normal » et en mode « inspection » de l'ascenseur doit être asservi à la position du garde-corps, cette position (déployé et rétracté/couché) doit être contrôlée électriquement par des contacts à arrachement et cela dans chacune des positions :

- En mode « normal », l'ascenseur ne peut fonctionner que si le garde-corps est en position rétractée/couchée,
- En mode « inspection », l'ascenseur ne peut fonctionner en montée et en descente que si le garde-corps est en position déployée.

Le contrôle électrique de position du garde-corps doit être installé à chacune des extrémités horizontales. La gaine protectrice des fils électriques devra pénétrer dans les enveloppes des boîtiers ;

Le poids supplémentaire ajouté sur la cabine sera pris en compte pour la vérification de la retenue du parachute existant, et pour l'équilibrage du contrepoids, le cas échéant.

0060AS / 0065AS : Barrières de cellules de protection du passage libre

Installer un système permettant la détection de présence, sans contact physique avec l'utilisateur, afin d'éviter le heurt par le premier vantail de la porte de cabine.

Le dispositif de protection doit être capable de détecter un objet cylindrique de 50 mm de diamètre en n'importe quelle position entre le seuil et une hauteur de 1800 mm au-dessus de celui-ci.

Ce système sera de type barrière de cellules en lumière infrarouge « toute hauteur ».

Il doit être impossible de démonter ou d'accéder depuis l'extérieur de la gaine d'ascenseur à ce composant.

Antennes conformes E.M.C et de protection IP54.

Buzzer activable par Switch.

Les antennes seront montées en fixe en bout de rail, possibilité de descendre les antennes pour passer sous la came de déverrouillage ou de désactiver les premières rangées de diodes.

Les câbles de liaison entre les antennes et le boîtier d'alimentation seront disposés et attachés convenablement pour éviter tout risque d'arrachement sur des pièces fixes de la gaine lors du déplacement de la cabine.

Mise à jour du schéma électrique obligatoire.

Application de NFP 82.212 de 2005 § 4.3.5

0070AS / 0075AS : Eclairages en cabine

Eclairage de cabine

L'éclairage d'ambiance sera assuré par des systèmes encastrés, sans fixation apparente, à ampoules à LED avec réflecteur assurant un niveau d'éclairement de 100 lux uniformément distribué.

Un diffuseur anti-vandale avec verre incassable rendra inaccessible les éléments d'éclairage depuis l'intérieur de la cabine (coloris à définir). La résistance à l'arrachement devra être au minimum de 300 Kg.

Dans le cadre indispensable des économies d'énergie, les matériels minimisent impérativement leur impact sur la consommation électrique. Outre la mise en œuvre de lampes à basse consommation, une extinction temporisée de la cabine est exigée si le remplacement de l'armoire de manœuvre est effectué.

Eclairage de secours



Un bloc d'alimentation des éclairages type onduleur sera situé sur le toit de cabine et assurera l'alimentation permanente d'au moins la moitié des ampoules basse énergie lors d'une coupure de courant.

Les entrées des câbles au niveau du bloc d'alimentation seront en presse étoupe.

Le bloc d'alimentation sera positionné verticalement et les entrées de câble se feront par le dessous, un câble par entrée.

Le fil de terre sera raccordé sur la borne prévue à cet effet par le constructeur.

Application de EN 81-71 § 5.4.4. Catégorie 1.

0090AS / 0095AS : Boîte à boutons cabine

Boîte à bouton cabine anti vandalisme équipée d'un plastron en acier inoxydable. Fixation par vis anti vandalisme nécessitant un outil spécifique pour le démontage. Conformité à la norme EN 81-70.

Voyants à leds,

Bouton du niveau de sortie du bâtiment en saillie avec collerette verte,

Acquittement sonore de l'enregistrement,

Indicateur sonore et lumineux de surcharge,

Indicateur de position dont l'axe est situé entre 1,60 m et 1,80 m du sol de cabine et dont les numéros d'étages doivent avoir une hauteur comprise entre 30 mm et 60 millimètres,

Flèches de direction pour les manœuvres collectives complètes.

En cabine, l'indication de la charge nominale de l'ascenseur libellée en kilogrammes, ainsi que celle du nombre de personnes, doivent être apposées.

L'affiche doit être rédigée comme suit : « ... kg ...PERS »

Le nom du fournisseur et son numéro d'identification de l'ascenseur doivent être apposés en cabine.

L'organe de commande de l'interrupteur (éventuel) d'arrêt doit être de couleur rouge et identifié par le mot « STOP » placé de telle sorte qu'il n'y ait pas de risque d'erreur sur la position correspondant à l'arrêt.

Le bouton du dispositif d'alarme doit être de couleur jaune et situé sous les boutons de commande.

Les couleurs rouge et jaune ne doivent pas être utilisées pour d'autres boutons. Toutefois, ces couleurs peuvent être utilisées pour l'illumination indiquant l'enregistrement.

Les organes de commande doivent être clairement identifiés, en fonction de leur application ; en particulier, il est recommandé d'utiliser :

Pour les boutons de commande, les indications : - 2, - 1, 0, 1, 2, 3, etc. ;

Pour le bouton de réouverture de la porte : <I>, et situé sous les boutons de commande,

Pour permettre l'utilisation en toute sécurité de l'ascenseur, des instructions doivent être apposées chaque fois que leur utilité se fera sentir.

Dans la mesure du possible (compte tenu des contraintes techniques ou esthétiques), la hauteur entre le sol et l'axe de n'importe quel bouton doit être de 900 mm minimum, la hauteur entre le sol et le bouton le plus haut doit être de 1100 mm maximum.

► Afin de répondre à l'arrêté du 26 février et 21 mars 2007, il faut :

Un indicateur visuel permettant de connaître la position de la cabine. La hauteur des numéros d'étage est comprise entre 30 et 60 millimètres ;

A l'arrêt de la cabine, un message vocal indique sa position.



Des boutons de commande comportant l'indication du numéro d'étage en relief.

Dans tous les cas, les signaux sonores et messages vocaux doivent avoir un niveau réglable entre 35 dB (A) et 65 dB (A)

Application de NFP 82 212 de 2005 § 4.3.15.

Application de EN 81 71 § 5.5. et 5.8 Catégorie 1.

0120AS : Remplacement inox de la cabine

Remplacement du plancher, des parois, du plafond et de l'ensemble des éléments de décoration selon article 0135AS.

Reprise des isolations en conformité avec la nouvelle cabine.

Intégration des boîtes à boutons et accessoires conservés ou remplacés au choix de l'entrepreneur.

Application de NFP 82 212 de 2005 § 4.2.16.

L'Entrepreneur devra s'assurer qu'après le remplacement de la cabine et l'équilibrage du contrepoids que :

- La charge statique sur l'arbre de la machine de traction est toujours dans les préconisations du constructeur.
- La charge supplémentaire à supporter par le parachute est toujours dans les préconisations du constructeur.
- La nouvelle charge supportée par la traverse de contrepoids est conforme à sa conception.

0135AS/0160AS : Habillage cabine

L'Entrepreneur devra s'assurer qu'après la réfection de l'habillage de la cabine et l'équilibrage du contrepoids que :

- La charge statique sur l'arbre de la machine de traction est toujours dans les préconisations du constructeur.
- La charge supplémentaire à supporter par le parachute est toujours dans les préconisations du constructeur.
- La nouvelle charge supportée par la traverse de contrepoids est conforme à sa conception.

Réfection des sols de cabine :

Dépose des sols existants.

Nettoyage, grattage des supports.

Pose d'une tôle de compensation en acier électro zingué 15/10 si nécessaire en fonction de l'état de conservation du support qui sera révélé lors du démontage de l'ancien revêtement.

Pose d'un contreplaqué hydrofuge de compensation en fonction du décaissé si nécessaire.

Pose d'un revêtement de sol de type linoléum noir marbré, pvc gris moucheté, caoutchouc pastillé, dalle en pierre reconstituée.

Le sol fini de cabine devra être affleurant au seuil de cabine.

Ventilations de cabine :

Il sera réalisé des ventilations hautes et basses assurant une ventilation conforme aux normes, et en particulier, pour chacune de celles-ci, les orifices représenteront au moins 1% de la surface utile de la cabine.

Ces orifices seront conçus de telle sorte qu'il ne soit pas possible de faire traverser les parois de cabine, depuis l'intérieur, par une tige rigide droite de 10 mm de diamètre.

Les ventilations basses seront par exemple réalisées dans un profil formant plinthe Les ventilations hautes



seront réalisées en linteau ou par le faux plafond.

Plafond

Démontage, évacuation aux D.P. du plafond et de son éclairage actuel.

Fourniture et pose d'un plafond amovible, un ou deux éléments, en tôle peinte et éléments d'ouverture depuis le toit de cabine.

Si une trappe de secours existe, l'articulation sera placée du côté opposé à la trappe afin d'en dégager l'accès.

Ce plafond intégrera les éléments d'éclairage.

Ces éclairages seront fournis, raccordés et mis en service au titre du présent marché.

L'éclairage d'ambiance sera assuré par des ampoules à économie d'énergie avec réflecteur (halogènes à proscrire)

Un diffuseur type spot avec verre incassable et collerette rendrons inaccessibles les éléments d'éclairage depuis l'intérieur de la cabine (coloris à définir).

Dans le cadre indispensable des économies d'énergie, les matériels minimisent impérativement leur impact sur la consommation électrique. En particulier lors de l'installation d'un éclairage cabine, outre la mise en œuvre de lampes à basse consommation, une extinction temporisée de la cabine est exigée.

Parois pour décoration stratifiée :

Les parois existantes seront conservées comme support, après reprises et renforts si nécessaire.

Décollage du revêtement actuel et grattage des surépaisseurs de colle aux emplacements de fixation des baguettes de support de panneaux d'habillage de façon à obtenir un support parfaitement plan.

Fourniture et pose de parois verticales en panneaux stratifiés massif d'épaisseur 4 mm.

Le choix d'échantillons sera suffisamment large, et comportera des échantillons « mats » et « brillants ».

Ces habillages seront à couvre-joints type aluminium anodisé et fixations invisibles selon modèle à faire agréer par le Maître d'Ouvrage.

Le nombre de couvre joints sera réduit autant que faire se peut, compte tenu des dimensions des panneaux disponibles dans le commerce.

Les arrondis des angles de cabines seront traités en aluminium anodisé.

Pour les ERP : fourniture sous 10 jours après l'OS des certificats de tenue au feu des matériaux ajoutés.

Linteaux et colonnes :

Fourniture et pose de colonnes et linteaux en inox 15/10 grain cuir ou inox brossé selon le fini de la porte de cabine, sans fixations apparentes.

Accessoires divers :

Fourniture et pose d'un miroir ton argent en fond de cabine d'épaisseur 5 mm avec toile de sécurité, à fixations invisibles, à mi-hauteur, sur toute la largeur de la cabine.

Pour éviter de voir au-dessus du faux plafond par réflexion, il sera fourni avec une bande dépolie en partie haute.

La barre d'appui sera remplacée (profil à faire agréer par le Maître d'Ouvrage), et sera posée sur une paroi latérale de la cabine.

Equilibrage du contrepoids :

En fonction des modifications de charge apportées par les présents travaux dans la cabine, le contrepoids sera rééquilibré.

Il appartiendra à l'entrepreneur de justifier le poids des charges ajoutées en cabine et de compenser à charge identique le contrepoids.

Si le rééquilibrage s'effectue par adjonction de masses (barres d'acier ou gueuses en fonte), celles-ci devront être solidement fixées par anti-sauts de section suffisante de façon à les retenir verticalement en cas de prise



de parachute et calées horizontalement par adjonction de joues si nécessaire sur le cadre du contrepoids.

Cas particuliers : Version Inox.

Fourniture et pose d'une structure en tôle inox formant bac de rétention, et assurant une rigidité suffisante pour recevoir le sol de finition, avec des relevés de 0,07m au minimum.

Ces relevés formeront plinthe en "creux" par rapport aux habillages des parois.

Fourniture et pose par encollage d'un revêtement de finition granit reconstitué poli de 6mm d'épaisseur, type Granit 90, coloris au choix du Pouvoir Adjudicateur.

Fourniture et pose d'un plafond en inox gravé 18/10. Ce plafond intégrera les éléments d'éclairage (éclairage d'ambiance et éclairage de secours)

Parois

Les parois existantes seront conservées comme support, après reprises et renforts si nécessaire

Fourniture et pose de parois verticales en panneaux INOX gravé.

Ces habillages seront à couvre-joints et fixations invisibles selon modèle à faire agréer par la Maître d'Ouvrage.

Le nombre de couvre joints sera réduit autant que faire se peut, compte tenu des dimensions des panneaux disponibles dans le commerce.

Les arrondis des angles de cabines seront traités en inox brossé.

Linteaux et colonnes

Fourniture et pose de colonnes et linteaux en inox grain cuir, sans fixations apparentes.

Portes de cabine

L'habillage des vantaux des portes de cabine est à réaliser en inox gravé. Le remplacement des galets et contre galet devra être fait.

Accessoires divers

Fourniture et pose d'un miroir en tôle d'inox polie (poli-miroir), à fixations invisibles, en fond de cabine à mi-hauteur et toute largeur.

La barre d'appui sera remplacée (profil à faire agréer par le Maître d'Ouvrage), et sera posée sur une paroi latérale de la cabine.

0165AS à 0175AS ou 0195AS à 0205AS : Remplacement du sol

Dépose des sols existants.

Nettoyage, grattage des supports.

Fourniture et pose d'une structure en tôle inox 15/10 formant bac de rétention, et assurant une rigidité suffisante pour recevoir le sol de finition, avec des relevés de 0,07m au minimum.

Ces relevés formeront plinthe en "creux" par rapport aux habillages des parois.

Fourniture et pose par encollage d'un revêtement de finition granit reconstitué poli de 6mm d'épaisseur, type Granit 90, ou d'une tôle inox 15/10 au choix du Pouvoir Adjudicateur.

Le sol fini de cabine devra être affleurant au seuil de cabine.

L'Entrepreneur devra s'assurer qu'après la réfection de l'habillage de la cabine et l'équilibrage du contrepoids,

- La charge statique sur l'arbre de la machine de traction est toujours dans les préconisations du constructeur.
- La charge supplémentaire à supporter par le parachute est toujours dans les préconisations du constructeur.
- La nouvelle charge supportée par la traverse de contrepoids est conforme à sa conception.



0220AS : Miroir cabine

Fourniture et pose d'un miroir en tôle d'inox polie (poli-miroir), à fixations invisibles, en fond de cabine à mi-hauteur et toute largeur.

0230AS : Barre d'appui

Une barre d'appui en inox sera remplacée ou installée (profil à faire agréer par le Maître d'Ouvrage), et sera posée sur une paroi latérale de la cabine.

Les fixations seront invisibles pour l'utilisateur et ne pourront être démontable que depuis l'extérieur de la cabine.

Application EN81-70

0245AS : Ventilations cabine

Il sera réalisé des ventilations hautes et basses assurant une ventilation conforme aux normes, et en particulier, pour chacune de celles-ci, les orifices représenteront au moins 1% de la surface utile de la cabine. Ces orifices seront conçus de telle sorte qu'il ne soit pas possible de faire traverser les parois de cabine, depuis l'intérieur, par une tige rigide droite de 10 mm de diamètre.

Les ventilations basses seront par exemple réalisées dans un profil formant plinthe en inox. Les ventilations hautes seront réalisées en linteau ou par le faux plafond en inox (Grille de protection en inox).

Les fixations seront invisibles pour l'utilisateur et ne pourront être démontable que depuis l'extérieur de la cabine.

0270AS : Remplacement du système de parachute cabine

Dépose du système de parachute existant et de son arcade.

Remplacement de l'arcade.

Remplacement du parachute existant conformément aux dispositions ci-dessous :

La cabine doit être munie d'un parachute ne pouvant agir que dans le sens de la descente, capable de l'arrêter avec la charge nominale, à la vitesse de déclenchement du limiteur de vitesse même en cas de rupture des organes de suspension, en prenant appui sur ses guides, et de l'y maintenir.

Les parachutes de cabine doivent être à prise amortie si la vitesse nominale dépasse 1 m/s.

Ils peuvent être :

- a) à prise instantanée avec effet amorti si la vitesse nominale ne dépasse pas 1 m/s ;
- b) à prise instantanée si la vitesse nominale ne dépasse pas 0,63 m/s.

Si la cabine comporte plusieurs parachutes, ils doivent tous être à prise amortie.

Les parachutes de cabine doivent être enclenchés par leur propre limiteur de vitesse.

Le déblocage du parachute ne doit pouvoir s'effectuer qu'en déplaçant la cabine vers le haut.

Dès son déblocage, le parachute doit être en état de fonctionner à nouveau.

Après déblocage du parachute, la remise en service de l'ascenseur doit nécessiter l'intervention d'une personne qualifiée.



En cas d'enclenchement du parachute de cabine, un dispositif monté sur celle-ci doit commander l'arrêt de la machine, au plus tard au moment de la prise de parachute. Ce dispositif doit être un dispositif électrique de sécurité conforme.

Les organes de parachute doivent se trouver de préférence à la partie inférieure de la cabine.
La possibilité de plomber les éléments de réglables des parachutes à prise amortie sera prévue.

Dans tous les cas, les composants (parachute, limiteur de vitesse) à mettre en place doivent avoir satisfait à des essais de type et être munis du marquage CE.

0275AS : Traitement des parties oxydées sous cabine

Nettoyage, grattage, des parties oxydées en cuvette et sous cabine, semelles, pieds de guides, amortisseurs, tôle chasse pied, arcade, paroi cabine, sol cabine, liste non exhaustive....

Application d'une couche de peinture antirouille diluée à 50% avec de l'inhibiteur de rouille (inhibiteur de corrosion).

Application après séchage, d'une deuxième couche de peinture antirouille non diluée.

Application après séchage, d'une couche de finition.

0290AS à 0305AS: Garde Pieds de cabine

Garde pied fixe :

Installer un garde pieds en tôle d'acier inoxydable dont la hauteur de la partie verticale est d'au moins 0,75 m.

Le garde pied doit s'étendre sur toute la largeur des portes palières lui faisant face.

Le dispositif doit être rigide et présenter une résistance mécanique appropriée.

Pour le cas où des tirants de rigidité seraient posés sous la cabine, ceux-ci ne doivent pas compromettre l'isolation de la cabine, ils seront fixés par un ensemble, vis, rondelles et écrous en acier inoxydable.

Refaire l'équilibrage statique si nécessaire.

Garde pied rétractable :

Installer un garde pied rétractable en tôle d'acier inoxydable dont la hauteur de la partie verticale en position déployée, obtenue de façon automatique ou manuelle est d'au moins 0,75 m.

Le dispositif doit être rigide en position déployée et présenter une résistance mécanique appropriée.

La partie verticale doit être prolongée vers le bas à l'aide d'un chanfrein dont l'angle avec le plan horizontal doit être au moins de 60°, la projection de ce chanfrein sur le plan horizontal ne doit pas être inférieure à 20mm.

Le garde pied rétractable doit s'étendre sur toute la largeur des portes palières lui faisant face.

Le garde pied rétractable doit être équipé d'un contact électrique de sécurité à arrachement asservi au déploiement de chaque partie articulée.

Le contact de sécurité à arrachement doit être protégé contre les projections liquides.

La protection mécanique des conducteurs électriques doit pénétrer dans l'enveloppe du ou des boîtiers.

Au niveau bas, il doit être installé une came fixe sur le guide et un interrupteur inhibant le fonctionnement du ou des contacts de sécurité de contrôle de déploiement pour le cas de rétractation lorsque la cabine se trouve au niveau bas.

La came fixe doit être conçue de façon à ne pas laisser l'interrupteur en position de shuntage dans le cas d'un blocage mécanique de celui-ci.

Au démarrage en montée, la tôle chasse pied doit se déployer, à l'échappée de la came, le contact de sécurité du garde pied rétractable doit valider électriquement le déploiement total des tôles articulées. Dans le cas



contraire, l'appareil doit s'arrêter immédiatement.

Le garde pied doit être composé de :

- Une partie fixe
- Une ou deux parties articulées en tenant compte de la profondeur de la cuvette et des éléments de butée.

Le schéma électrique de l'installation doit être mis à jour.

Pour le cas où des tirants de rigidité seraient posés sous la cabine, ceux-ci ne doivent pas compromettre l'isolation de la cabine, ils seront fixés par un ensemble, vis, rondelles et écrous en acier inoxydable.

Refaire l'équilibrage statique si nécessaire.

Si la position d'emploi du dispositif n'est pas obtenue de façon automatique (sans action volontaire), un verrouillage de porte de cabine doit être mis en place.

0325AS : Opérateur de porte cabine à variation de fréquence ou variation d'intensité

De conception robuste, il sera prévu pour 300 démarrages/heure (150 cycles), à commande par variation de fréquence ou variation d'intensité.

Il devra tenir 24 heures sans détérioration avec les portes bloquées dans n'importe quelle position et ceci sous tension.

Aucun fil ne doit être facilement accessible depuis le palier en position portes ouvertes.

Si pendant le fonctionnement de l'ascenseur, le moteur de porte n'est pas sous tension, un maintien électromagnétique lié aux vantaux empêchera toute ouverture de la porte sur traction des vantaux. L'effort appliqué sera de 300 N.

En fin d'ouverture le moteur sera alimenté avec un couple réduit pour maintenir une pression sur le levier de serrure.

La vitesse d'ouverture sera réglable de 1,5 à 4 secondes.

L'entraînement sera fait par courroie et poulies crantées et la tension sera maintenue par un ressort.

Les galets de suspension et contre galets seront montés sur roulement étanche.

Le chariot de suspension sera en acier rigidifié par des nervures, goussets, épaisseur >15/10.

Les rails de suspension seront en acier massif traité anti - oxydation.

Des butées mécaniques à chaque extrémité du rail empêcheront le déraillement des portes en cas de sur-course.

Réouverture électronique sur obstacle réglable par programmation au niveau de la carte de pilotage.

Courbes d'accélération et ralentissement réglables par programmation au niveau de la carte de pilotage.

Positionnement de la porte contrôlée par codeur optique.

Le risque de happement au niveau des chariots, courroies, poulies sera traité tel que défini au point II.6 de la réglementation SAE. L'enveloppe doit être conçue de façon à ce qu'aucun organe mécanique et électrique ne puisse être accessible au toucher depuis la cabine ou le palier.

Application de NF P 82 212§4.3.14.



0330AS à 0355AS: Remplacement des portes de cabine

Opérateur de porte cabine :

De conception robuste, il sera prévu pour 300 démarrages/heure (150 cycles), à commande par variation de fréquence.

Il devra tenir 24 heures sans détérioration avec les portes bloquées dans n'importe quelle position et ceci sous tension.

Aucun fil ne doit être facilement accessible depuis le palier en position portes ouvertes.

Si pendant le fonctionnement de l'ascenseur, le moteur de porte n'est pas sous tension, un maintien électromagnétique lié aux vantaux empêchera toute ouverture de la porte sur traction des vantaux. L'effort appliqué sera de 300 N.

En fin d'ouverture le moteur sera alimenté avec un couple réduit pour maintenir une pression sur le levier de serrure.

La vitesse d'ouverture sera réglable de 1,5 à 4 secondes.

L'entraînement sera fait par courroie et poulies crantées et la tension sera maintenue par un ressort.

Les galets de suspension et contre galets seront montés sur roulement étanche.

Le chariot de suspension sera en acier rigidifié par des nervures, goussets, épaisseur >15/10.

Les rails de suspension seront en acier massif traité anti - oxydation.

Des butées mécaniques à chaque extrémité du rail empêcheront le déraillement des portes en cas de sur-course.

Réouverture électronique sur obstacle réglable par programmation au niveau de la carte de pilotage.

Courbes d'accélération et ralentissement réglables par programmation au niveau de la carte de pilotage.

Positionnement de la porte contrôlée par codeur optique.

Le risque de happement au niveau des chariots, courroies, poulies sera traité tel que défini au point II.6 de la réglementation SAE. L'enveloppe doit être conçue de façon à ce qu'aucun organe mécanique et électrique ne puisse être accessible au toucher depuis la cabine ou le palier.

Si la cabine est à l'arrêt hors zone de déverrouillage, un maintien électromagnétique secouru ou mécanique lié aux vantaux empêchera toute ouverture de la porte sur traction des vantaux.

La barrière de cellule toute hauteur ainsi que le garde pieds de cabine seront remplacées. Application des prescriptions des articles 0060AS et 0290AS.

Les vantaux cabine seront remplacés par des éléments compatibles en inox avec l'opérateur, les portes palières et l'usage habituel du site.

L'équilibrage sera effectué.

Application de NF EN81-71 § 5.3 catégorie 1 en sus de NFP82.212 de 2005 § 4.3.14.

0360AS/0385AS : Remplacement des panneaux de porte cabine

Les vantaux cabine seront remplacés par des éléments compatibles avec l'opérateur, les portes palières et l'usage habituel du site. Pour les sites sur lesquels des actes de vandalisme sont régulièrement constatés, NF EN81-71 classe 1 sera appliquée en sus de NFP82.212 de 2005 § 4.3.14.

L'équilibrage sera effectué.



0410AS : Téléalarme

Mettre en place un système de téléalarme :

- Présentant les caractéristiques 1 à 3 ci-dessous.
 - o Permettre l'établissement d'une liaison bidirectionnelle permanente avec un service d'intervention ;
 - o Permettre au service de réception d'identifier automatiquement l'origine de l'appel ;
 - o Permettre la vérification de fonctionnement par un test automatique ou par un test manuel.
- Permettant de traiter le risque d'enfermement des intervenants en gaine.
- Associé à un éclairage de secours en cabine.

Les dispositifs de téléalarme doivent être accessibles pour la réalisation des tests cycliques et pour la modification du numéro de réception de l'appel. Le ou les éventuels codes d'accès à tout ou partie de l'installation ou toute forme de déverrouillage, nécessaire à l'entretien, au dépannage ou à la remise en service doivent être fournis intégralement sans frais et sans restriction de durée d'usage par l'installateur qui les a introduits sur l'installation.

Lorsqu'il existe, le service de sécurité des établissements recevant du public doit être instantanément informé des appels émis par le système parallèlement au service d'intervention, ce report d'alarme peut se faire sur le téléphone d'astreinte de l'établissement ou sur bip, dans tous les cas, l'origine de l'appel « ascenseur » doit être clairement identifié sur le cadran de l'interface recevant l'appel.

→ Dans ce cas : Pour les centrales de surveillance, consigner le rappel sur le téléphone d'astreinte de l'établissement.

S'il existe un risque d'emprisonnement de personnes travaillant à l'intérieur de la gaine, sans qu'aucune issue ne soit prévue soit par la cabine soit par la gaine, il doit être installé un système d'alarme aux endroits où ce risque existe.

La carte d'intercommunication, le micro et le hautparleur seront situés sur le toit de cabine pour éviter toute dégradation.

Précision importante : le risque d'enfermement doit être traité de façon à ce qu'un technicien enfermé puisse établir la liaison bidirectionnelle du fond de cuvette même si la cabine se trouve hors de portée.

Le module de phonie devra donc se trouver impérativement en cuvette et accessible pour un homme couché.

Dans tous les cas, l'alarme bidirectionnelle devra répondre aux spécifications de la norme NF EN 81-28 (téléalarme pour ascenseurs et ascenseurs de charge) de Octobre 2003 y compris le paragraphe 4.5.

Conformité à l'EN 81-70 :

Le dispositif de demande de secours sera positionné de façon à être conforme à l'EN 81-70 et sera équipé de signalisations visuelle et sonore :

- Un pictogramme illuminé jaune, en complément du signal sonore de transmission de la demande, pour indiquer que la demande de secours a été émise ;
- Un pictogramme illuminé vert, en complément du signal sonore normalement requis (liaison phonique), pour indiquer que la demande de secours a été enregistrée ;
- Une aide à la communication pour les personnes malentendantes, telle qu'une boucle magnétique.
- Un pictogramme en cabine indiquant que l'ascenseur est équipé d'un dispositif d'aide à la communication pour les personnes malentendantes.

L'éclairage de secours cabine sera incorporé à la boîte à bouton cabine, il fait partie du présent article si



l'appareil n'en est pas actuellement pourvu.

Cas particulier ERP :

La Téléalarme devra être doublée d'un moyen efficace permettant de donner l'alarme, depuis l'intérieur de la cabine, au service de surveillance ou à un responsable désigné par l'exploitant.

PC Sécurité (pour les établissements concernés)

En cabine,

- Pose d'un module d'intercommunication composé d'un plastron inox, d'un bouton d'appel, d'un pictogramme illuminé jaune (appel enregistré), d'un pictogramme illuminé vert (communication établie), d'un haut-parleur et d'un micro et permettant d'établir la communication avec la machinerie, le module d'appel prioritaire pompier du niveau principal et le PC sécurité.
- Pose de la signalétique « malentendants »

Sur cabine,

- Pose d'une boucle magnétique, boucle inductive ou dispositif équivalent pour l'assistance aux personnes malentendantes.

En cuvette et sur cabine,

- Pose d'un module d'intercommunication permettant d'établir la liaison phonique avec la machinerie et le PC sécurité.

En machinerie, pose d'un téléphone permettant d'établir la liaison phonique entre la cabine, la cuvette, le toit de cabine, le module d'appel prioritaire pompier et le PC sécurité.

Ne pas mélanger les câbles haute tension (48 V à 380 V) avec les câbles du 2 fils (normes de câblage LITE , C15-100 et UTE C15-900).

Au PC sécurité, pose d'un module téléphonique type main libre avec identification de l'origine de l'appel sur écran intégré et permettant de recevoir les appels émis par les modules de communications et également d'effectuer les appels vers ces modules.

Un module d'alimentation du réseau d'intercommunication sera installé au PC sécurité pour des raisons pratiques.

Uniquement dans le cas d'une réhabilitation de l'habillage de cabine

Un bloc d'alimentation des éclairages type onduleur sera situé sur le toit de cabine et assurera l'alimentation permanente d'au moins la moitié des ampoules basse énergie lors d'une coupure de courant.

Les entrées des câbles au niveau du bloc d'alimentation seront en presse étoupe.

Le bloc d'alimentation sera positionné verticalement et les entrées de câble se feront par le dessous, un câble par entrée.

Le fil de terre sera raccordé sur la borne prévue à cet effet par le constructeur.

1010AS et 1015AS : Boîtes à boutons palières inox

Les boîtes à boutons palières seront de type anti vandales en référence à NF EN81-71 § 5.5. (Appareils catégorie 1).

Les plastrons des boîtes à boutons palières ainsi que les différents éléments de signalisation (flèches, indicateurs de direction.) seront en inox.

La fixation se fera par goujons. Aucune vis apparentes.

L'axe du premier bouton sera disposé à 90 cm du sol maximum,



L'inscription « Appel » figurera gravée en couleur noire dans le cas de manœuvre à blocage.

Voyant à leds clignotant en marche et fixe à l'arrêt.

Afin de répondre à l'arrêté du 26 février 2007, il faut :

- Dans les halls ne comportant pas de logements, un signal sonore doit prévenir du début d'ouverture des portes ;
- Dans le cas où plusieurs ascenseurs sont disposés en batterie, deux flèches lumineuses d'une hauteur d'au moins 40 millimètres doivent être installées pour indiquer le sens du déplacement de chacune des cabines, et ceci à tous les niveaux.

Dans tous les cas, les signaux sonores et messages vocaux doivent avoir un niveau réglable entre 35 dB (A) et 65 dB.

Pour le cas où une découpe du montant de porte serait nécessaire pour la pose des boîtes palières, il y aura lieu de s'assurer de la présence d'amiante à l'intérieur des montants des portes et de mettre en place les moyens adéquats pour éviter la propagation des fibres.

Dans ce cas, le Pouvoir Adjudicateur ou son représentant doit être immédiatement informé.

Exigence en vue de maintenir la résistance au feu à un niveau acceptable des portes palières lors de l'adjonction des boîtes à boutons ou dispositifs de signalisation (*Conformité acquise*)

La conformité acquise du degré CF des portes palières ne devra pas être dégradée lors du remplacement des boîtes à boutons palières et la pose des signalisations. Le Titulaire devra prendre connaissance avant démontage de la présence éventuelle de dispositifs de protection particuliers et prendre les dispositions nécessaires pour remettre en place les dispositifs existants ou à défaut, installer d'autres dispositifs présentant une garantie de tenue au feu au moins équivalente. Tous les boutons d'appel palier ou indicateur de position devront être capotés depuis l'intérieur de la gaine.

La solution à privilégier est la pose en applique sans découpes, seuls les trous réalisés pour le passage des câbles électriques seront admis. Si l'implantation d'un dispositif nécessite la découpe d'un renfort intérieur de la porte palière, celui-ci devra être repositionné en deux exemplaires sur la zone affaiblie, un au-dessus et un au-dessous du dispositif nouvellement installé. Il sera refixé par la même méthode ou à défaut par un autre moyen garantissant un niveau de résistance équivalent. Pour le cas où des soudures seraient réalisées, celles-ci seront traitées par application d'une couche de peinture antirouille.

1025AS : Indicateur de position en inox

Les indicateurs de position seront de type anti vandales en référence à NF EN81-71 § 5.5. (Appareils catégorie 1).

Au niveau principal, installer un indicateur de position et de sens de déplacement au prochain départ.

Dans les étages un indicateur de sens de déplacement au prochain départ pour les manœuvres collectives complètes sera placé sur chacune des façades palières.

Les dimensions des nouveaux plastrons seront légèrement plus grandes que l'ancien pour couvrir les peintures existantes.

Si la position des boutons change de hauteur, il y aura lieu d'obturer les anciennes découpes avec un plastron inox recouvrant l'intégralité des découpes existantes et trous de fixation et intégrant également la nouvelle boîte à bouton.

La fixation de ce plastron sera par goujons (pas de vis apparente). Aucune trace issue des soudures des



goujons ne devra être identifiable sur la face visible des plastrons.

Le grain de l'inox sera le plus approchant possible de celui de la boîte à bouton palière.

Exigence en vue de maintenir la résistance au feu à un niveau acceptable des portes palières lors de l'adjonction des boîtes à boutons ou dispositifs de signalisation (*Conformité acquise*)

La conformité acquise du degré CF des portes palières ne devra pas être dégradée lors du remplacement des boîtes à boutons palières et la pose des signalisations. Le Titulaire devra prendre connaissance avant démontage de la présence éventuelle de dispositifs de protection particuliers et prendre les dispositions nécessaires pour remettre en place les dispositifs existants ou à défaut, installer d'autres dispositifs présentant une garantie de tenue au feu au moins équivalente. Tous les boutons d'appel palier ou indicateur de position devront être capotés depuis l'intérieur de la gaine.

La solution à privilégier est la pose en applique sans découpes, seuls les trous réalisés pour le passage des câbles électriques seront admis. Si l'implantation d'un dispositif nécessite la découpe d'un renfort intérieur de la porte palière, celui-ci devra être repositionné en deux exemplaires sur la zone affaiblie, un au-dessus et un au-dessous du dispositif nouvellement installé. Il sera refixé par la même méthode ou à défaut par un autre moyen garantissant un niveau de résistance équivalent. Pour le cas où des soudures seraient réalisées, celles-ci seront traitées par application d'une couche de peinture antirouille.

1040AS et 1045AS : Serrures de portes palières

Remplacement des serrures par des ensembles de pêne, gâche et contacts électriques, ayant satisfait à des essais de type tels que définis à l'annexe V du décret n° 2000-810 du 24 août 2000 susvisé, et répondant aux critères définis dans l'arrêté du 18 novembre 2004.

Les serrures seront adaptées sur les portes existantes, les percements et obturations de trous étant à limiter au maximum pour la préservation de l'esthétique d'origine.

Tous les trous, découpes, ayant servi aux anciennes serrures seront obturés par la pose d'une contre-plaque à l'intérieur de la porte, enduit de patte spéciale à métaux en finition affleurant et remise en peinture identique à celle de la porte palière. Les bouchons et plaques d'obturation seront à poser selon les prescriptions du constructeur.

Installer une protection appropriée contre la projection de liquides.

Les serrures devront comporter une commande de déverrouillage de secours accessible du palier. Déverrouillage de type triangle normalisé conforme à l'annexe B de la norme EN 81-1/2.

Tout système de fixation des boîtiers des serrures tel que vis, doit être installé de façon à être indémontable depuis le palier.

Raccordement obligatoire à la masse fil V/J.

Les raccordements par fils souples à l'intérieur des serrures se feront par cosses (boucles prohibées).

Pêne carré au niveau bas en remplacement d'un pêne carré existant sauf si tous les risques d'enfermement en cuvette ont été traités.

Les câbles électriques des serrures devront être inaccessibles du palier, si un jeu trop important entre montant de porte palière et colonne d'entrée de cabine existe, il y aura lieu de poser une tôle de protection recouvrant également le bouton d'appel palier.

Application de NF P 82 212 de 2005 §4.2.6



1050AS et 1055AS : Dispositifs sur portes palières contre l'usage malintentionné.

Installer la combinaison des deux dispositifs suivants a et b :

a/ Un avertisseur lumineux et sonore, d'une puissance de 65 dB (A) minimum, à chaque niveau desservi par l'ascenseur, se déclenchant si la cabine n'est pas arrêtée dans la zone de déverrouillage de la porte palière concernée ;

- Lors du déverrouillage ;
- Lors de l'ouverture de la porte palière.

La désactivation et la réactivation de ce dispositif d'alerte ne doivent être possibles que par une personne autorisée, intervenant sur le site même.

b/ Un système interdisant, en l'absence de cabine à l'étage, l'ouverture manuelle de chaque porte palière depuis le palier et depuis l'intérieur de la cabine, ce système ne pouvant être désactivé et réactivé que par une personne autorisée intervenant sur le site même.

En outre, il doit être impossible de démonter ou de désactiver depuis l'extérieur de la gaine d'ascenseur, porte palière fermée, les dispositifs de verrouillage des portes palières ;

DISPOSITIONS COMMUNES AUX RISQUES A TRAITER (a et b) :

Il convient que les dispositifs résistent pendant 60 secondes à une tentative d'effraction, en se limitant à l'emploi des outils spéciaux mentionnés à l'Annexe H de la NF P82-212 de novembre 2005.

Les dispositifs a) et b) doivent pouvoir être désactivés seulement à partir :

- Du palier, ou
- Du local de machines, ou
- De l'armoire de commande, ou
- Du panneau de commande situé au niveau, ou
- Du centre de surveillance du bâtiment, s'il existe à proximité (dans le même bâtiment).

L'identification du dispositif de désactivation des dispositifs a) et b) doit être clairement indiqué comme spécifié en

Annexe G de la NFP 82-212 de novembre 2005. L'existence du dispositif doit être indiquée et le symbole doit être affiché de façon permanente, sur le montant de la porte de l'ascenseur à proximité du déverrouillage, à tous les niveaux équipés d'une porte.

Pour prévenir les dispositifs a) et b) d'être laissés inopérant, une temporisation doit automatiquement les réactiver après une période de 30 minutes maximum. Toutefois, lorsque l'ascenseur est en mode inspection ou qu'un dispositif d'arrêt (sur le toit de cabine, ou en cuvette, ou dans le local de machines ou dans le local de poulies) est actionné, cette temporisation doit être arrêtée. Une fois l'ascenseur retourné en service normal, la temporisation doit être réinitialisée ;

Les dispositifs a) et b) doivent rester actifs pendant 2 heures au moins, en cas d'absence d'alimentation électrique ;

En cas d'effraction (avec un outil spécial tel que mentionné à l'Annexe H de la NFP 82-212 de novembre 2005) sur les éléments des dispositifs a) et b), accessibles depuis l'extérieur de la gaine, un signal complémentaire lumineux clignotant, situé en gaine, sur la face opposée à la porte palière, doit s'activer. En cas d'impossibilité, ce signal doit être installé sur une paroi visible depuis le palier. De même, un signal complémentaire sonore, en gaine, doit s'activer ;



Le déplacement manuel de la cabine, portes palières ouvertes, depuis le local de machines, sans désactivation des dispositifs ci-dessus, doit déclencher le signal complémentaire ;

Le déplacement électrique de la cabine hors de la zone de déverrouillage, portes palières ouvertes, depuis le palier, sans désactivation des dispositifs a) et/ou b), doit être impossible, même pendant les opérations de maintenance ;

En outre, il doit être impossible de démonter, depuis l'extérieur de la gaine d'ascenseur, porte palière fermée, les dispositifs de verrouillage des portes palières et les éléments des dispositifs a) et b).

1080AS et 1085AS : Regards vitrés sur portes palières battantes

Remplacer les vitrages par des vitrages appropriés conformément à NF P 82 212 de 2005 § 4.3.13..

Dans tous les cas, l'intégrité de la résistance au feu de la porte palière doit être conservée après modification. L'attestation de conformité des vitrages doit être annexée au dossier technique qui est laissé à disposition sur le site.

1100AS et 1105AS : Remplacement porte battante

Examen préalable des DTA ou DAT afin d'ajuster les travaux préalables à l'éventuelle présence d'amiante. Le contrôle amiante devra impérativement avoir visité la gaine et vérifié les revêtements (colle incluse) du palier. A défaut, exiger un DAT avant tout commencement de travaux.

Dépose des anciennes portes ; les baies restées libres devront impérativement être protégées par :

- Un garde-corps conforme au Code du Travail
- Un sas fermé à clef et dont la résistance sera adaptée au site.

La pose des nouvelles portes se fera, si les conditions le permettent, immédiatement après la dépose.

Pose de portes palières battantes équipées de :

- Poignée en aluminium anodisé.
- Regards vitrés conformes aux prescriptions de l'arrêté du 18 novembre 2004.

Fournir un plan côté de la porte et marque du constructeur. Passage libre conforme au PL existant.

Plaque en aluminium à chaque étage sur laquelle les inscriptions suivantes seront gravées en noir : « poussez, N° d'étage ».

Les portes actuelles n'étant pas standardisées, il y aura lieu de prévoir des calfeutrements au niveau du palier et éventuellement un réajustement des colonnes d'entrée et linteau de cabine.

Les portes seront équipées d'usine d'un ferme porte intégrée, invisible et réglable en amortissement en fermeture.

La finition sera un apprêt d'usine.

Elles seront livrées équipées de serrures conformes, marquées « CE » avec attestation de conformité.

Il appartiendra au Titulaire de réaliser la fixation des portes conformément aux prescriptions du constructeur, selon les plans fournis par celui-ci et dans les règles de l'art.



Toute pièce de fixation livrée par le constructeur et s'avérant de longueur insuffisante, sera refaite dans son intégralité et dans le respect des sections définies par le fabricant.

Les raccords de carrelage, ciment, scellements, seront à la charge du Titulaire et devront être réalisés dans un souci de préservation de l'esthétique des ouvrages existants.

Pose de tôles de calfeutrement sur les montants et linteau, aucune vis de fixation ne doit être apparente.
Seuil en acier inoxydable ou en aluminium.
Reprise des scellements.

Les portes doivent être d'un modèle ayant subi l'essai au feu suivant le processus décrit à l'annexe F2 de la norme P82-210 et satisfait aux critères qui y sont fixés.

Application de NFP82.212 de 2005 §4.2.6 et 4.2.9.

1110AS à 1145AS : Remplacement porte automatique

Examen préalable des DTA ou DAAT afin d'ajuster les travaux préalables à l'éventuelle présence d'amiante.

Dépose des anciennes portes ; les baies restées libres devront impérativement être protégées par :

- Un garde-corps conforme au Code du Travail
- Un sas fermé à clef et dont la résistance sera adaptée au site.

La pose des nouvelles portes se fera, si les conditions le permettent, immédiatement après la dépose.

En cas de faux aplomb, les avant-travaux nécessaires à l'implantation des portes sont réputés inclus au présent article.

Les passages libres et hauteur libres existants seront conservés.

Les galets et contre galets seront en acier avec bande de roulement en polyamide.

Le chariot de suspension sera en acier rigidifié par des nervures, goussets, épaisseur >15/10

Les rails de suspension seront en acier massif traité anti - oxydation

Le bruit ne pourra pas dépasser 62 dB A en ouverture et 55 dB A en fermeture aux paliers.

Le nombre minimum de cycle sera de 300 cycles/jour.

La résistance du test de choc au sac de sable devra être de 186 Joule soit l'équivalent de 100 kg à environ 7 km/h.

Le temps de fonctionnement sera d'un maximum de 2 secondes en ouverture et 2,2 secondes en fermeture.

A chaque palier, les anciennes serrures seront remplacées par de nouvelles serrures compatibles avec les nouvelles portes et « CE » (attestation de type à fournir).

Les portes seront équipées de tôles chasse pieds et chasse tête.

Les boutons d'appel palier seront remplacés par de nouveaux boutons et seront fournis avec les nouvelles portes.

Il ne sera pas possible, quelle que soit le mode de pose de ces portes, de pouvoir "agripper" avec la main, le retour des vantaux, afin de "forcer" leur fermeture ou leur ouverture (retour incliné à 45° ou caisson plein).

Une fois le réglage d'alignement vertical effectué, la position des panneaux sera verrouillée mécaniquement, par des goupilles de type « mécanimbus ».

Le jeu entre vantaux et colonne d'entrée sera compris entre 4 et 6 mm et sera identique en tout point.

Une butée de limitation d'ouverture sera fixée sur le seuil ou le rail de suspension afin d'éviter la sortie des vantaux en bout de rail.



Le seuil sera en aluminium renforcé ou inox. Deux équerres assureront le maintien en partie basse.
Les câbles électriques seront attachés par des brides pour éviter que les connexions ne supportent le poids du câble.

Calfeutrement maçonné, lissé à la brosse.

Toutes les parties creuses, si pose en légère saillie, côté gaine, seront aussi calfeutrées en ciment.

Les pare closes seront fixées par au moins 4 rivets par élément

La porte sera fixée par 6 équerres, 2 hautes, 2 basses, 2 intermédiaires.

Les chevilles seront posées à moins de 100 mm de l'huissierie de la porte.

Toutes les parties creuses, si pose en légère saillie, côté gaine, seront aussi calfeutrées en ciment.

Les raccords de carrelage (Sols et Murs), ciment, scellements, seront à la charge du Titulaire et devront être réalisés dans un souci de préservation de l'esthétique des ouvrages existants.

Les raccords de peinture sont à la charge du Titulaire et devront être réalisés dans un souci de préservation de l'esthétique des ouvrages existants.

Les portes doivent être d'un modèle ayant subi l'essai au feu suivant le processus décrit à l'annexe F2 de la norme P82-210 et satisfait aux critères qui y sont fixés. Fournir le certificat de tenue au feu.

Application de NFP82.212 de 2005 §4.2.6 et 4.2.9.

Application de EN 81-71 § 5.3. Catégorie 1 pour les portes 2 vantaux.

2015AS : Sécuriser et baliser les points bas et les ressauts en machineries

Hauteur du local de machines :

Installer une protection contre les chocs sur toutes les saillies ayant une hauteur inférieure à 2 mètres.

Lorsque la hauteur libre au droit des zones de travail est inférieure à 2,0 m, des avertissements, utilisant par exemple des bandes rayées noir et jaune selon la Figure 17 de l'ISO 3864-1, et/ou un panneau d'avertissement approprié doivent être positionnés convenablement, et des matériaux absorbants doivent être mis en place sous le plafond situé au-dessus de ces zones.

Hauteur des portes du local de machines :

Lorsque la hauteur est inférieure à 1,80 m, des avertissements appropriés, utilisant par exemple des bandes rayées noir et jaune selon la Figure 17 de l'ISO 3864-1, et/ou un panneau d'avertissement approprié doivent être positionnés convenablement sur les deux faces de la porte.

Baliser les ressauts en machinerie en utilisant par exemple des bandes rayées noir et jaune selon la Figure 17 de l'ISO 3864-1, et un panneau d'avertissement approprié doit être positionné convenablement.

2030AS / 2035 AS : Verrouillage échelles / Anti vol

Le dispositif de rangement de l'échelle est constitué d'un boîtier en tôle de 15/10 électro-zinguée et équipé d'une partie pivotante et condamnable par cadenas. La fixation se fera par trois vis acier de diamètre 8. Chevilles plastique à proscrire.

Le système et le verrouillage proposé sera adapté aux risques de vandalisme du site.

Les reprises de peinture et de maçonnerie suite à la dépose d'anciens équipements sont incluses aux présentes prestations.



2040AS : Barre d'accrochage d'échelle

La barre d'accrochage de l'échelle sera située et solidement fixée en dessous de la trappe d'accès, elle est constituée d'une platine de fixation comportant deux ou trois trous pour le passage des vis et d'un barreau d'acier rond profilé de manière à empêcher le glissement de l'échelle. Les fixations seront réalisées par chevilles acier de diamètre 8 ou 10 pour le béton ou de tirefonds de diamètre 8 ou 10 pour le bois, les fixations par vis à bois et chevilles plastique sont à proscrire. L'ensemble sera livré et traité antirouille avec une couche de finition.

2045AS : Barre ou crosse de rétablissement

Crosse de rétablissement :

Au débouché de la trappe, installer une crosse de rétablissement de 1 mètre de haut.

L'extrémité de la crosse est conçue pour éviter les risques de pincements et de coupures, si le profilé de la crosse est creux, son extrémité doit être obturée par tout moyen approprié.

Cette crosse est suffisamment rigide pour ne pas subir de déformation permanente dans des conditions normales d'utilisation.

La fixation par chevilles plastique est à proscrire, le mode de fixation doit assurer un ancrage sûr et durable.

Cette crosse sera livrée avec peinture de protection.

Tous les trous prévus par le fabricant sur l'embase de la crosse doivent être utilisés pour fixer correctement cette crosse.

Barre de rétablissement :

La barre de rétablissement est constituée d'un rond de 20 mm soudé sur deux platines.

La fixation se fera par chevilles de type acier de diamètre 10.

La fixation par chevilles plastique est à proscrire.

Cette barre sera livrée avec peinture de protection

2055AS / 2065AS : Remplacement Trappe et Porte d'accès

La résistance au feu des portes et trappes d'accès au local de machines ou de poulies doit être appropriée au bâtiment selon la réglementation en vigueur au moment de la modification.

Trappe d'accès de résistance mécanique et dimensions appropriées, contrebalancée et indégondable et munie d'un dispositif de verrouillage et d'une pancarte de signalisation.

Porte d'accès de résistance mécanique et dimensions appropriées, munie d'un dispositif de verrouillage et d'une pancarte de signalisation.

Les trappes d'accès du personnel doivent être contrebalancées (selon article 0275AS) et ne pas s'ouvrir vers le bas, sauf si elles sont associées à des échelles escamotables. Dans ce dernier cas, il doit être installé un dispositif mobile d'obturation de la trappe, de résistance suffisante pour supporter le poids d'un homme et pouvant être refermée facilement.

Application des prescriptions EN81-71 § 5.1.2.2.

Dans le cas du remplacement de la trappe d'accès :

Installation d'un garde-corps constitué d'une main courante d'une hauteur de 1,10 m, d'au moins une lisse intermédiaire à mi-hauteur et d'une plinthe de 15 cm de hauteur au moins, d'une résistance suffisante pour supporter les efforts auxquels ils sont soumis ;



Lorsque l'intervalle compris entre les montants supportant un garde-corps est inférieur à 1 m, le garde-corps peut être constitué par une chaîne, un câble ou un cordage ;
Ce garde-corps est déconseillé lorsque la distance horizontale entre un organe mobile et le vide est inférieure à 0,3m ;
Cette largeur sans garde-corps sera au minimum celle de l'organe mobile à plus ou moins 0,10 m ;
Fermeture de passage en partie haute (par chaîne, etc.) ;
Crosse de rétablissement.

2070AS : Equilibrage de trappe de manutention ou d'accès

Un contre-balancement des trappes d'accès sera réalisé par compensation de charge.

Un contrepoids par vantail de trappe.

Le contrepoids, le cas échéant, sera guidé dans un fourreau et solidement fixé au mur de la machinerie par au minimum deux points d'attache avec vis appropriées à la nature des matériaux.

Le fourreau de guidage du contrepoids pourra être métallique ou en PVC, celui-ci sera équipé en sa partie supérieure d'un dispositif fixé dans le mur et empêchant la sortie du contrepoids et le déplacement du fourreau verticalement.

Pour le cas où le fourreau de guidage ne reposerait pas sur le sol, une butée mécanique en partie basse devra empêcher le contrepoids de sortir de celui-ci.

La liaison mécanique entre la trappe et le contrepoids sera réalisées par câble acier, celui-ci sera relié mécaniquement à la trappe et au contrepoids par cosse cœur et serres câbles appropriés.

Une poulie de renvoi, articulée si nécessaire sera solidement fixée au plafond ou au mur de la machinerie avec des vis appropriées à la nature des matériaux et des charges à supporter, elle sera équipée d'un anti-saut de câble.

Le contrepoids sera conçu de manière à ce qu'il puisse être possible d'enlever ou d'ajouter des masses d'équilibrage.

Les masses d'équilibrage du contrepoids seront en barreaux ou plaques d'acier et solidaires du contrepoids. Tous les autres matériaux tels que sable, gravier, écrous, résidus de ferraille, béton... (Liste non exhaustive) sont à proscrire.

Pour le cas où un vantail de trappe n'est pas utilisé pour l'accès normal à la machinerie, le câble pourra être muni d'un mousqueton auto-verrouillable permettant de le désolidariser du vantail, le but étant de réduire les obstacles générés par les câbles tendus en travers des trappes.

Tous les éléments métalliques hormis le câble et les serres câbles seront traités antirouille et livrés en peinture d'apprêt.

Des butées mécaniques seront installées sur chaque battant de trappe pour limiter la course en ouverture.

2085AS : Trappe indégondable

Sur au moins une paumelle de la trappe de manutention, installer une butée mécanique empêchant le dégondage du battant de la trappe.

Cette butée sera solidement fixée dans la dalle de machinerie par deux vis et chevilles ou dans le cadre de la trappe par deux vis à bois, pour le cas de cadre métallique, cette butée pourra être soudée et les soudures



traitées antirouille.

2090AS : Garde-corps

Garde-corps constitué d'une main courante d'une hauteur de 1,10 m, d'au moins une lisse intermédiaire à mi-hauteur et d'une plinthe de 15 cm de hauteur au moins, d'une résistance suffisante pour supporter les efforts auxquels ils sont soumis ;

Lorsque l'intervalle compris entre les montants supportant un garde-corps est inférieur à 1 m, le garde-corps peut être constitué par une chaîne, un câble ou un cordage ;

Ce garde-corps est déconseillé lorsque la distance horizontale entre un organe mobile et le vide est inférieure à 0,3m ;

Cette largeur sans garde-corps sera au minimum celle de l'organe mobile à plus ou moins 0,10 m ;

Fermeture de passage en partie haute (par chaîne, etc.) ;

Crosse de rétablissement.

2100AS à 2180AS: Armoire de manœuvre

➔ Application de NF P 82-212 de 2005 § 4.2.7

Elle sera à logique de commande collective descente.

Coffret de classe I.P. 21 minimum, monté sur plots isolants, avec portes pivotantes à fermeture par poignée sans clé.

Une poche de conservation des schémas sera posée sur une porte.

La position permettra la vision du treuil avec la porte armoire ouverte 30 % de la surface de l'armoire sera libre pour permettre le remplacement des cartes ou Contacteurs à fonction identique ou des modifications.

Câblage soigné.

Connecteurs électriques (à repérage indélébile) avec détrompeurs.

Attache-fils prévu en sortie et armoire.

Séparation circuit de puissance et commande (goulotte séparée).

Le neutre sera câblé entre tableau et armoire (même section que fil de puissance).

Équipements électriques :

Une manœuvre d'inspection dans le local de machines sera prévue et sera conforme à la Norme P. 82-210.

Un voyant « présence à l'étage » avec alimentation secourue, sera disposé au-dessus de l'armoire pour repère en cas de manœuvre de secours à main.

Commande de puissance à variation de fréquence.

La cabine doit être munie d'un éclairage électrique installé à demeure assurant au sol, et sur les organes de commande, un éclairement d'au moins 50 lux.

Dans le cadre indispensable des économies d'énergie, les matériels minimisent impérativement leur impact sur la consommation électrique. En particulier :

- lorsqu'une nouvelle manœuvre (et/ou tout autre coffret électronique) est installée, elle est pourvue d'une mise en veille en l'absence d'utilisation durable de l'ascenseur (> 30mn). La consommation en veille est communiquée au moment de l'offre du candidat et fait l'objet d'un contrôle lors de la réception des travaux

- lors de l'installation d'un éclairage cabine, outre la mise en œuvre de lampes à basse consommation, une extinction temporisée de la cabine est exigée.



Commandes logiques

Aucun mot de passe, code d'accès ou système de verrouillage n'interdira l'accès aux données caractéristiques programmables de l'installation permettant de réaliser les opérations de maintenance de dépannage et de remise en service, et cela sans restriction de durée d'usage.

Un exemplaire du dossier technique relatif aux travaux doit être laissé sur le site avec toute la documentation, les notices, les instructions pour que la maintenance, le dépannage et la remise en service puissent être réalisés.

Les dispositions de remise en service, les notices d'utilisation des outils, la documentation technique doivent être suffisamment explicites pour permettre au Titulaire d'entretien de modifier les paramètres de fonctionnement pour les besoins de l'entretien, du dépannage et de la remise en service sans diminuer le niveau de sécurité prévalant avant son intervention. Elles devront également contenir toutes les informations nécessaires pour permettre au Titulaire d'entretien d'assurer la formation appropriée de son personnel.

Si un outil spécifique à la commande logique est utilisé pour réaliser le dépannage, la maintenance, les réglages, les modifications des paramètres fonctionnels de l'installation, celui-ci doit être laissé sur place.

Au moins les cinq derniers défauts seront mémorisés, même après une coupure de courant.
La pérennité des pièces sera de 25 ans au minimum, sur l'approvisionnement des composants.

Dès qu'un envoi cabine sera effectué, la temporisation de maintiens portes ouverts sera limitée à 2 secondes.

Un système empêchera de prendre en compte les appels paliers si la charge en cabine est de 80 % de la charge nominale.

Canalisations électriques et sécurités

Aucune goulotte ne sera posée au sol.

Les conducteurs et câbles électriques à l'exception des câbles pendentifs, doivent être choisis parmi ceux normalisés par le CENELEC et d'une qualité au moins équivalente à celle définie par les HD21 S2 et HD22 S2. Les câbles souples reliant la cabine devront présenter une qualité au moins équivalente aux CENELEC HD 359 et HD360.

Les canalisations de gaine comprennent notamment :

- Toute la filerie nécessaire à la transmission des informations provenant des paliers, de la cabine ainsi que toutes les informations transitant de l'armoire de manœuvre vers les boutons lumineux et les indicateurs de position du palier principal et de la cabine.
- Toute la filerie nécessaire à l'établissement de la chaîne de sécurité en gaine.
- Les fins de courses de sécurité, interrupteurs de ralentissement et d'arrêt, bouton d'arrêt d'urgence, contact de poulie tendeuse, prises de courant.
- Les câbles pendentifs.
- La filerie d'alimentation de l'éclairage de gaine et de la prise de courant en cuvette.

La totalité des câbles électriques des canalisations palières doivent transiter sous goulotte plastique.

La section des conducteurs de sécurité des portes palières ne doit pas être inférieure à 0,75mm².

Toutes les connexions, bornes de raccordement, connecteurs doivent se trouver enfermés sous enveloppe protectrice.

Afin d'assurer la continuité de la protection mécanique, les revêtements protecteurs des conducteurs et câbles doivent pénétrer dans des enveloppes protectrices et notamment : des interrupteurs, des boîtes à boutons, des boîtiers des serrures, des prises de courant, des boutons d'arrêt d'urgence, de la goulotte, de l'indicateur de position du niveau principal.

L'entrée des câbles se fera obligatoirement par presse étoupe et « goutte d'eau » dans les prises de courant, boutons d'arrêt d'urgence, contact de poulie tendeuse, et interrupteurs de position et fin de course.



Toutes les entrées des câbles se fera par le dessous ou par le côté les boîtiers et en « goutte d'eau ». L'électronique nécessaire au multiplexage sera éloignée au maximum des portes palières et de préférence vers le fond de la gaine, dans tous les cas, cette électronique déportée sera protégée sous boîtier étanche.

Tous les éléments métalliques de la gaine seront raccordés au conducteur de protection (terre en fil V/J). Les sorties et entrées des câbles au niveau de la goulotte se feront par coquille plastique et en « goutte d'eau ».

L'apparition d'une mise à la masse ou d'une mise à la terre dans un circuit comportant un dispositif de sécurité électrique doit soit entraîner l'arrêt immédiat de l'ascenseur, soit empêcher un démarrage après le premier arrêt normal. La remise en service ne doit être possible que par une personne qualifiée.

Toutes les boîtes à boutons palières et indicateur de position seront capotés depuis l'intérieur de la gaine.

Les contacts de sécurité doivent appartenir aux catégories suivantes telles que définies au CENELEC HD420 (CEI337-1 mod) :

- AC11 s'il s'agit de contacts de sécurité insérés dans des circuits alimentés en courant alternatif.
- DC 11 s'il s'agit de contacts de sécurité insérés dans des circuits alimentés en courant continu.

Dans tous les cas ils devront correspondre aux prescriptions de l'EN81- 14.1.2

Les dispositifs de sécurité doivent directement agir sur des appareillages contrôlant l'arrivée d'énergie à la machine.

Il doit être installé des dispositifs hors course de sécurité positionnés de manière à intervenir aussi près que possible des niveaux d'arrêt extrêmes, ils doivent agir avant que la cabine ou le contrepoids viennent en contact avec les amortisseurs l'action de ces fins de course de sécurité doit persister même lorsque les amortisseurs sont comprimés.

Après le fonctionnement d'un dispositif hors-course de sécurité, la remise en service de l'appareil ne peut se faire que par l'intervention d'une personne qualifiée.

En cuvette poser un interrupteur d'arrêt facilement accessible du palier permettant de mettre et maintenir à l'arrêt l'ascenseur et les portes à manœuvre automatique et tel qu'il n'y ait pas de risques d'erreur sur la position correspondant à l'arrêt. Il doit y figurer l'indication « STOP ».

Variation de Fréquence

La précision d'arrêt de la cabine sera ± 10 mm, de 0 à 125 % de la charge utile.

La précision du maintien à niveau doit être conservée à ± 20 mm. Si, par exemple, au cours des phases de chargement et de déchargement, la valeur de 20 mm est dépassée, une correction doit être effectuée (Amendement A3 de NF EN81-1).

Le dispositif sera complété de pesées charges de la cabine pour un meilleur ajustement des courbes d'accélération et de décélération.

En cas de non départ dû à une surcharge détectée, un signal sonore et lumineux de surcharge sera activé en cabine et les portes s'ouvriront.

Application de NF P 82212 de 2005 § 4.2.7 et 4.2.17

2205AS à 2250AS : Machine de traction

Examen préalable des DTA ou DAAT afin d'ajuster les travaux préalables à l'éventuelle présence d'amiante. Le contrôle amiante devra impérativement avoir visité la machinerie et vérifié les mâchoires et les paliers de la machinerie. A défaut, exiger un DAAT avant tout commencement de travaux.



Machines de conception « Gearless » :

Les moteurs seront de conception Gearless à aimants permanents.

Les machines pourront être montées soit dans la gaine, soit dans le local de machines.

Frein certifié CE en conformité avec NF EN81-1 §9. L'éventuel limiteur spécifique au fonctionnement du frein pour répondre à SAE RIII.2 est inclus à la présente prestation.

Moteur 2 vitesses ou variation de Fréquence. 240 démarrages / heure

Protection IP21, isolation classe F (155°C)

Carter de réduction en fonte à résistance mécanique élevée avec ailettes.

Système de couronne hélicoïdale en bronze antifricition et vis sans fin rectifiée en acier spécial.

Bagues en bronze anti-usure.

Butées à billes réglables.

Arbre lent en acier spécial traité.

Bâti de machine avec isolation.

Poulie de traction en fonte avec un arc d'enroulement minimum de 140°.

Dispositions communes aux deux machines

Frein capable à lui seul d'arrêter la machine en cas d'absence de courant électrique du réseau ou de courant de manœuvre, la cabine étant à sa vitesse nominale et la charge nominale augmentée de 25%, dans ces conditions, la décélération de la cabine ne doit pas dépasser celle résultant d'une prise de parachute ou de la butée des amortisseurs.

Frein constitué de deux éléments de freinage indépendants par friction et incombustibles, la pression de freinage doit-être exercée par des ressorts de compression guidés. Pour le cas où un de ces deux éléments de freinage n'agirait plus, une action de freinage suffisante pour ralentir la cabine lorsque celle-ci est chargée à la charge nominale continue à s'exercer.

Sonde(s) thermique(s) asservissant le fonctionnement de l'appareil à la température du moteur.

Ventilation moteur à ailettes combinée avec volant de dépannage ou ventilation forcée si nécessaire en fonction du d/h, asservie à sonde de température du moteur et/ou à contacteur de fonctionnement avec temporisation de soufflerie.

Garde câbles et protecteurs poulie.

Capotage poulie de traction : les pièces en mouvement, poulies et câbles seront capotées au plus près, sur les quatre côtés, dessous (si accessible) et dessus et seront démontable sans outillage (fixation par papillons).

Un contrôle visuel de la poulie, des câbles, et repérage des niveaux doit être réalisable sans démontage.

Le capotage doit rester lié à la machine par tout moyen approprié (Amendement A3).

Montage sur Châssis isolé. La conservation de l'ancien châssis, même comme support d'un nouveau, doit donner lieu à la justification de son adéquation à l'installation (isolation phonique, résistance en statique ET en dynamique) dans les conditions les plus sévères de l'installation.

Les câbles de traction seront remplacés. Toutes les extrémités seront enrobées de gaine thermo-rétractable, (scotch prohibé) et attachées avec 2 colliers en polyamide adaptés à la section des câbles.

Le diamètre des câbles doit être au minimum de 8 mm.

Le nombre minimum des câbles doit être de deux.

Les câbles de traction seront composés de 8 torons de 19 fils câblés à droite avec une âme centrale textile



naturelle ou synthétique conforme aux spécifications de l'ISO 4345 et lubrifiée selon les spécifications de l'ISO 4346.

La classe de résistance des fils doit-être de :

- 1570 N/mm² ou 1770N/ mm² et pour les câbles à une résistance.
- 1370 N/mm² pour les fils extérieurs et de 1770 N/mm² pour les fils intérieurs des câbles à double résistance.

Le fil utilisé pour les câbles doit répondre aux spécifications de l'ISO 4101.

La charge de rupture minimale en kilo newtons des câbles de traction doit être conforme aux essais effectués selon l'ISO2408.

Les extrémités des câbles doivent être fixées à la cabine, au contrepoids et aux points de suspension par coulage, auto-serrage, cosse cœur avec au moins 3 serres câbles appropriés, épissures, manchons de sertissage ou autre système présentant une sécurité équivalente.

Il doit être prévu un dispositif automatique d'égalisation de la tension des câbles de suspension, au moins à l'une de leurs extrémités.

S'il est utilisé des ressorts pour égaliser la tension, ils doivent travailler à la compression et ne pas présenter de spires jointives. Les contre-écrous sur les tiges de fixation seront goupillés ou être du type « écrous auto freinés ».

→ Fournir :

- Les notes de calcul (pression spécifique sur les gorges, efforts sur arbre, puissance, adhérence...) avant tout démontage.
- Les plans d'implantation du châssis et le la machine, retombées des câbles inclus.
- Les notes de calcul du plancher de machinerie si des percements ou des efforts supplémentaires sont induits par le changement de machine.

La machine démontée sera vidangée avant son évacuation. La machine, l'huile et les câbles seront évacués en décharge homologuée pour le traitement de tels déchets.

Application de NF P82.212 de 2005 § 4.2.10.

2255AS à 2260AS : Remplacement de la centrale hydraulique

Vidanger la cuve existante en conformité avec les réglementations relatives au respect de l'environnement. Evacuer l'huile et la centrale avec un transporteur et un recycleur agréés. Tenir les attestations correspondantes à la disposition du Pouvoir Adjudicateur.

Installer une nouvelle centrale en conformité avec NF EN81-2.

Remplacer les flexibles (souples ; rigides en cas d'ERP sur lesquels l'article AS4 est applicable).

Appliquer NF P 82 312 de 2005 §4.2.10.

En cas de remplacement de la centrale, le bac de rétention, s'il existe doit être vérifié (étanchéité, contenance, état général) et remplacé le cas échéant.

S'il n'y a pas de bac existant, il doit en être installé un selon les spécifications ci-après.

Bac de rétention sous centrale hydraulique.



Afin de prévenir de la pollution du sol de la machinerie, installer un bac de rétention sous la cuve hydraulique.

Bac étanche constitué d'une tôle de 15 ou 20/10 en acier électro zingué et pouvant recevoir la totalité de la contenance de la cuve, les soudures seront traitées anticorrosion.

2270AS à 2275AS : Tableaux d'arrivée de courant

Les tableaux d'arrivée de courant doivent également être équipés d'une enveloppe de protection de degré IP 2X.

Les circuits de puissance et d'éclairage doivent être séparés.

Tout tableau d'arrivée de courant doit être équipé d'un dispositif de coupure de l'alimentation électrique ainsi que d'un dispositif de consignation, distincts par ascenseur.

Sur les circuits d'éclairage et de prises de courant, la protection du personnel doit être assurée par disjoncteurs différentiels 30 mA.

Le tableau d'arrivée de courant doit être équipé d'un interrupteur principal capable de couper, sur tous les conducteurs actifs, l'alimentation de l'ascenseur.

Cet interrupteur doit être prévu pour l'intensité la plus élevée admissible dans les conditions normales d'emploi de l'ascenseur.

Cet interrupteur ne doit pas couper les circuits alimentant :

- L'éclairage de cabine et sa ventilation éventuelle.
- La prise de courant sur le toit de cabine.
- L'éclairage des locaux de machinerie et de poulies.
- La prise de courant dans le local de machinerie.
- L'éclairage de l'intérieur de la gaine.
- Le dispositif de demande de secours.

Le tableau d'arrivée de courant est composé d'un coffret comprenant :

- Un disjoncteur tétra polaire 4 pôles courbe C pour la machine (valeur de déclenchement entre 5 In et 10 In).
- Un disjoncteur bipolaire 10 A et différentiel 30 mA pour l'éclairage et la prise de courant cabine.
- Un disjoncteur bipolaire 10 A et différentiel 30 mA pour l'éclairage de gaine.
- Un disjoncteur bipolaire 10 A et différentiel 30 mA pour l'éclairage de machinerie.
- Un disjoncteur bipolaire 16 A et différentiel 30 mA pour la prise de courant en cuvette et les prises de courant du tableau d'arrivée de courant.
- Un disjoncteur bipolaire 2 A pour la télésurveillance.
- Deux prises 250 V- 16 A deux pôles plus terre.
- Une borne de masse pour le circuit machine.
- Une barrette de masse pour la mise à la terre.
- Une barrette de neutre.
- Deux bornes pour le circuit d'alarme.
- Un dispositif de consignation incassable sera associé au coffret.
- Réseau force triphasé avec terre.
- Réseau lumière monophasé avec terre.

Tous les éléments seront repérés par étiquettes autocollantes indélébiles.

Les conducteurs de protection (fils de terre) doivent être connectés indépendamment les uns des autres sur la barrette de terre (un fil conducteur par connexion. Décret 88-1056).



Cf. ANNEXE I de NF P82.212 de 2005.

2290AS : Protection des conducteurs nus sous tension

Dans l'armoire de manœuvre, installer une protection mécanique transparente avec signalisation devant les éléments restant sous tension (quelle que soit cette tension) après coupure de courant. Cette protection sera en polycarbonate avec les bords repliés vers l'intérieur de l'armoire si nécessaire, elle sera fixée par tiges filetées sur le support en fond d'armoire.

Un pictogramme signalant le danger sera apposé sur la protection transparente.



2310AS : Asservir le fonctionnement de l'appareil à la température des locaux de machinerie (hydraulique).

Installer un thermostat dans le local de machines permettant la mise à l'arrêt de l'appareil et le maintien en position portes ouvertes en cas d'élévation anormale de la température ambiante au-delà de +40°C (ou éventuellement à la température limite fixée par le constructeur si elle est > 40°C).

Installer une extraction mécanique forcée de 20 volumes/heure asservie à un thermostat et se déclenchant à 35°C

2315AS : Bac de rétention

Bac de rétention sous centrale hydraulique.

Afin de prévenir de la pollution du sol de la machinerie, installer un bac de rétention sous la cuve hydraulique.

Bac étanche constitué d'une tôle de 15 ou 20/10 en acier électro zingué et pouvant recevoir la totalité de la contenance de la cuve, les soudures seront traitées anticorrosion.

2330AS : Pose d'un limiteur de vitesse, d'un câble de limiteur et sa poulie tendeuse associée.

Le diamètre de la poulie sera approprié de façon à ce que le câble de régulateur retombe à l'aplomb sur l'attache de cabine d'un côté et à l'aplomb de l'entrée de gorge coté poulie tendeuse de l'autre.

Le percement de la dalle de béton sera réalisé de façon à ce que la retombée du câble de limiteur d'un côté et de l'autre soit de nature à n'engendrer aucun frottement par rapport au béton et sera centré au maximum en son milieu.

Des fourreaux seront posés autour de l'entrée des câbles au niveau de la dalle de béton.

Le limiteur sera équipé d'un dispositif électrique de sécurité de survitesse à ré-enclenchement manuel commandant l'arrêt de la machine avant que la cabine n'atteigne la vitesse de déclenchement du parachute.



Le sens de rotation correspondant à la prise de parachute doit être marqué sur le limiteur de vitesse.

Le cheminement du câble électrique se fera sous tube plastique fixé au plafond ou sur le mur par chevilles appropriée à la nature des matériaux, pour le cas d'un cheminement au sol, celui-ci sera sous goulotte métallique solidement fixée et reliée à la terre.

Le diamètre et la nature du câble sera approprié à la gorge de la poulie.

La fixation du câble sur la main d'attache de cabine se fera par cosse cœur et deux serres câbles au minimum sur chaque brin. Les brins morts seront fixés par collier polyamide appropriés au diamètre du câble et la terminaison protégée par embout thermo- rétractable (Ruban adhésif prohibé)

Le dispositif de réglage du limiteur de vitesse doit être scellé.

La plaque signalétique et marquage CE seront présents et visibles, la plaque caractéristique doit être facilement accessible.

Une commande électrique de prise à distance peut équiper le limiteur si son accès pour les essais n'est pas possible en toute sécurité.

Le poids des masses servant à la tension du câble de limiteur sera approprié aux critères d'adhérence de celui-ci dans la gorge de la poulie du régulateur et conforme aux prescriptions du constructeur.

Le limiteur de vitesse doit être entraîné par un câble métallique très souple de diamètre nominal minium = 6mm.

La charge de rupture de ce câble doit être en rapport, par un coefficient de sécurité d'au moins 8 avec l'effort de tension qui peut être provoqué dans le câble du limiteur de vitesse lors de son déclenchement.

Le rapport entre le diamètre primitif de la poulie du limiteur de vitesse et le diamètre nominal du câble doit être au moins de 30. Celui-ci sera capoté tel que prévu dans NF EN81-1.

La poulie tendeuse sera fixée sur guide ou parois, elle sera de diamètre identique à celle du limiteur de vitesse et sera guidée.

Celle-ci sera protégée contre l'introduction accidentelle d'objets tels que prévu dans la norme EN 81-1/2.

Un dispositif électrique de sécurité de contrôle d'allongement ou rupture de câble doit commander l'arrêt de la machine. Ce dispositif de sécurité sera conforme au point 14.1.2 de la norme EN 81-1/2.

La poulie tendeuse doit obligatoirement être remplacée avec le limiteur de vitesse, provenir du même constructeur et correspondre au modèle utilisé pour la certification du limiteur de vitesse.

2340AS : Eclairage dans les locaux techniques

Installer un éclairage des zones de travail et de circulation correspondant à :

- 200 lux dans le local de machines, ou
- 100 lux dans le local de poulies.

Cet éclairage devra satisfaire au minimum à ces valeurs mesuré au sol.

Cet éclairage sera suffisamment localisé au-dessus des zones de travail, de circulation et d'accès et notamment (liste non exhaustive) :

- Accès au local de machinerie et de poulies (au-dessus de la trappe par exemple),
- Échelons d'accès au massif dans le local de machines ou de poulies,
- Contrôleur de manœuvre,
- Machine de traction de chaque côté,



- Limiteur de vitesse,
- Poulies de renvoi,

Par tube fluorescent 2x36w et IP 217 minimum.

Il aura sa protection propre au niveau du tableau d'arrivée de courant et sera clairement identifié.

Tous les câbles d'alimentation seront protégés mécaniquement par tube plastique, fixés au mur ou au plafond avec chevilles appropriées à la nature des matériaux.

Le conducteur de protection (fil de terre) sera branché sur le réflecteur ou toute autre partie métallique de l'éclairage prévu à cet effet par le constructeur.

Toutes les entrées de câble dans l'enveloppe de l'éclairage se feront par presse étoupe ou coquille plastique et étanche à la poussière, un seul câble par entrée.

Toutes les dérivations nécessaires à l'installation se feront sous boîte plastique avec entrée par presse étoupe ou coquille plastique et étanche à la poussière, un seul câble par entrée.

***2355AS : Éclairage de secours sur le cheminement d'accès aux locaux de
machinerie, dans les machineries, locaux de poulies, locaux du
limiteur de vitesse, sas d'accès, terrasses, combles***

Installer un ou des éclairages de sécurité, permettant d'assurer l'évacuation des personnes, en cas d'interruption accidentelle de l'éclairage normal.

Dans les locaux de poulies, de limiteur de vitesse, de machinerie et sas d'accès, sur les terrasses, dans les combles, il sera positionné de façon à avoir le meilleur éclairage possible de la porte, de la trappe d'accès ou de l'échelle.

Ils seront suffisamment localisés et en nombre suffisant en fonction de la configuration du parcours à emprunter et particulièrement :

- Dans les escaliers
- Dans les couloirs
- Sur les terrasses.
- Dans les combles

Ils seront :

- De type étanche à la poussière pour les locaux intérieurs avec entrée par presse étoupe ou coquille plastique et équipés d'une grille de protection.
- De conception étanche pour l'extérieur avec entrée par presse étoupe et câblage en « goutte d'eau » et équipés d'une grille de protection.

L'éclairage de secours des locaux de machines sera connecté en aval de la protection électrique du local.

Le/les éclairages des sas d'accès, terrasses, combles, couloirs, escaliers, sera connecté directement sur l'alimentation normale de l'immeuble, c'est à dire en amont des protections existantes du tableau d'arrivée de courant du local de machines.

Le cheminement du câble d'alimentation se fera sous tube plastique fixé par chevilles appropriées à la nature des matériaux.

Pour les BAES extérieurs, il ne devra y avoir qu'un seul câble par presse étoupe.

La grille de protection mécanique doit être raccordée à la terre.

Alimentation en 230V, autonomie 1 heure.



2360AS : Protection des points rentrants d'une poulie

Installer une protection au niveau des points rentrants entre poulie et câble ou courroie.
Le dispositif à mettre en place sera du type « Capotage complet »

Ce dispositif devra équiper l'ensemble des poulies ou organe en mouvement présentant un risque de happement pour les intervenants, que ce soit dans le local de machines, sur le toit de cabine, en gaine, en cuvette ou locaux de poulies.

Le dispositif de protection devra être conforme aux normes NF P 82-212 /312 : novembre 2005.

Le capotage devra :

- Assurer la transparence vers la poulie et les câbles,
- Permettre sans démontage de réaliser le contrôle visuel de la poulie et des câbles y compris le contrôle du glissement après application de repères,
- Être démontable facilement sans outil (visserie ou système imperdable),
- Resté lié à l'équipement dont il assure la protection (A3 de l'EN 81-1/2).

2375AS : Echelons d'accès au massif

Les échelons d'accès au massif doivent être conformes à la norme Française homologuée NF EN ISO 14122-4 : décembre 2007

Les barreaux sont de conception antidérapante, profilé en tube carré et fixés sur une platine de fixation équipée de deux ou trois trous.

Les fixations par vis à bois et chevilles plastique sont à proscrire

L'ensemble sera livré et traité antirouille avec une couche de finition pour le cas d'échelons en acier.

Le dispositif de fixation des échelons ne doit pas entraver la pose de deux pieds joints sur un barreau.

Une crosse ou barre de rétablissement doit être posée à l'extrémité afin de permettre l'accès au massif dans des conditions normales de sécurité.

L'espacement entre le bord intérieur des échelons et le mur doit être au minimum de 200 mm, il peut être réduit à 150 mm en cas d'obstacle.

L'espacement entre deux échelons successifs doit être constant et être compris entre 225 mm et 300 mm.

La largeur des échelons doit être comprise entre 400 mm minimum et 600 mm maximum.

2385AS : Crosse de rétablissement

Installer une crosse de rétablissement de 1 mètre de haut.

L'extrémité de la crosse est conçue pour éviter les risques de pincements et de coupures, si le profilé de la crosse est creux, son extrémité doit être obturée par tout moyen approprié.

Cette crosse est suffisamment rigide pour ne pas subir de déformation permanente dans des conditions normales d'utilisation.

La fixation par chevilles plastique est à proscrire, le mode de fixation doit assurer un ancrage sûr et durable.

Cette crosse sera livrée avec peinture de protection.

Tous les trous prévus par le fabricant sur l'embase de la crosse doivent être utilisés pour fixer correctement cette crosse

2405AS : Crochet de manutention, Poutre de manutention, test et estampillage



Crochet de manutention :

Platine acier d'épaisseur 12mm minimum avec barreau rond de diamètre 20mm coudé, traversant et soudé.

Platine acier d'épaisseur 12mm minimum pliée avec trou de manutention.

Deux trous de fixation appropriés au diamètre des chevilles.

Marquage de la charge admissible sur la platine par poinçonnage ou tout autre système rendant le marquage ineffaçable.

Fixation par chevilles type M12 ou M16 ou équivalent.

Les chevilles d'ancrage devront répondre aux critères suivants :

- **M12** pour la manutention de charges jusqu'à 1500 Kg avec une dimension d'ancrage dans le béton de 160mm minimum, la charge admissible sera au minimum de 1070 daN.
- **M16** pour la manutention de charges jusqu'à 3000 Kg avec une dimension d'ancrage dans le béton de 180mm minimum, la charge admissible sera au minimum de 2150 daN.

Poutre de manutention :

Pour le cas où le plafond de machinerie serait d'épaisseur insuffisante à l'établissement d'un point d'ancrage sûr, une poutre métallique de type IPN de section suffisante sera installée :

- soit en scellement.
- soit reposant sur des équerres fixées au mur, de section suffisante et équipées de goussets de renfort.
- soit reposant sur des béquilles fixées et chevillées au sol, de section identique à la poutre et liées mécaniquement à celle-ci.

Dans tous les cas, la nature des supports de rail sera appropriée à la nature des matériaux formant le mur de la machinerie.

La poutre pourra être équipée d'une pince de manutention, d'un rouleau, d'un ou plusieurs crochets pour le cas où la distance entre le bord supérieur de celle-ci et le plafond serait insuffisant pour le passage d'élingues de manutention.

Elle sera marquée de la charge maximale admissible.

Pour le cas d'utilisation de pince ou rouleau, la charge maximale admissible devra figurer sur ceux-ci.

Pour le cas d'utilisation d'un rouleau, des équerres de butée doivent être posées en bout de rail si nécessaire.

Les points d'ancrages seront en nombre suffisant pour effectuer la manutention de pièces lourdes en tous points de la machinerie et sans risques pour les intervenants et notamment (*liste non exhaustive*) :

- Au-dessus de la trappe.
- Au-dessus de l'accès au massif
- Au-dessus de la machine

Toutes les pièces métalliques seront livrées peintes et traitées anti-rouille.

Les points d'ancrage devront être testés à l'arrachement à l'aide d'un outil spécifique spécialement conçu à cet effet.

Cet outil permet de mettre en effort un point d'ancrage à tester.

A l'issue du test, estampiller le point d'ancrage par tout moyen approprié et ineffaçable.

Pour le cas d'utilisation de plaquette témoin, conserver la plaquette témoin comme traçabilité du test.

Points saillants :

Lorsque la hauteur libre au droit des zones de travail est inférieure à 2,0 m, des avertissements, utilisant des bandes rayées noir et jaune selon la Figure 17 de l'ISO 3864-1, et un panneau d'avertissement approprié doivent être positionnés convenablement, et des matériaux absorbants doivent être mis en place sur les parties saillantes au-dessus de ces zones.



3005AS : Fourreau toute hauteur (gaine grillagée)

Installer un dispositif de clôture de la gaine tel que :

- La hauteur de la paroi de service mesurée verticalement au-dessus du niveau du palier soit au minimum de 3,50 m ;
- La hauteur des autres parois, augmentée de la distance libre horizontale de ces parois aux parties mobiles de l'ascenseur (cabine, contrepoids ou masse d'équilibrage), soit au moins de 3m, sans que la hauteur minimale de la paroi, mesurée verticalement au niveau du palier ou du nez de marche d'escalier, ne soit inférieure à 2,50 m ;
- La dimension des ouvertures ou mailles des parois doit être égale ou inférieure à 10 mm x 60 mm ;
- L'atteinte de l'un des éléments de déverrouillage des serrures de portes palières, à l'aide d'une tige rigide de 30 cm, doit être impossible.

Application de NFP 82 212 de 2005 § 4.3.2

3030AS : Séparation grillagée

Gaine :

Cette séparation doit s'étendre sur toute la hauteur de la gaine.

La largeur de cette séparation doit être au moins égale à celle de la partie en mouvement ou de la partie de celle-ci dont on veut se protéger, augmentée de 0,10 m de part et d'autre.

Cette séparation sera constituée de grillage à mailles soudées ou tôle étirée, elle doit être suffisamment rigide pour ne pas se déformer sous le poids d'une personne (grillage à poule ou de clôture à exclave)

Cuvette :

Une séparation doit exister entre les parties mobiles de différents ascenseurs lorsque la gaine contient plusieurs ascenseurs.

Cette séparation doit s'étendre, au moins depuis l'extrémité inférieure de la course de la cabine, du contrepoids ou de la masse d'équilibrage jusqu'à une hauteur de 2,50 m au-dessus du plancher du palier le plus bas.

La largeur doit être telle qu'elle empêche le passage d'une cuvette à l'autre sauf s'il y a un portillon de visite.

3035AS : Traitement des parties oxydées du fond de cuvette.

Nettoyage, grattage, des parties oxydées, semelles, pieds de guides, amortisseurs, tôle chasse pied (liste non exhaustive) - Traitement à réaliser sur l'ensemble des parties métalliques jusqu'à 1,5 m au-dessus du fond de cuvette.

Application d'une couche de peinture antirouille diluée à 50% avec de l'inhibiteur de rouille (inhibiteur de corrosion).

Application après séchage, d'une deuxième couche de peinture antirouille non diluée.

Application après séchage, d'une couche de finition.

3060AS : Arrêt d'urgence en cuvette

En cuvette poser un interrupteur d'arrêt facilement accessible du palier permettant de mettre et maintenir à l'arrêt l'ascenseur et les portes à manœuvre automatique et tel qu'il n'y ait pas de risques d'erreur sur la



position correspondant à l'arrêt. Il doit y figurer l'indication « STOP ».

Les conducteurs et câbles électriques doivent être choisis parmi ceux normalisés par le CENELEC et d'une qualité au moins équivalente à celle définie par les HD21 S2 et HD22 S2.

Toutes les connexions, bornes de raccordement, connecteurs doivent se trouver enfermés sous enveloppe protectrice.

Toutes les entrées des câbles se fera par le dessous ou par le côté les boîtiers par presse étoupe et en « goutte d'eau ».

Tous les éléments métalliques de la gaine seront raccordés au conducteur de protection (terre en fil V/J). L'apparition d'une mise à la masse ou d'une mise à la terre dans un circuit comportant un dispositif de sécurité électrique doit soit entraîner l'arrêt immédiat de l'ascenseur, soit empêcher un démarrage après le premier arrêt normal. La remise en service ne doit être possible que par une personne qualifiée.

3080AS : Echelle de descente en cuvette

Installer une échelle de type amovible articulée en fond de cuvette.

Pour le cas où l'encombrement du fond de cuvette ne permet pas l'implantation d'une échelle amovible articulée, celle-ci sera fixée au mur ; dans ce cas elle sera :

- Soit de type amovible, c'est à dire qu'il est possible de l'enlever de son support et de la déplacer ;
- Soit de type articulé, c'est à dire fixée de façon permanente au mur par le mécanisme d'articulation. Dans ce cas **l'espacement entre le bord intérieur des échelons et le mur doit être au minimum de 200 mm**, il peut être réduit à 150 mm en cas d'obstacle, la largeur des échelons doit être comprise entre 400mm et 600 mm.

Dans ces deux cas un contact électrique d'asservissement en position déployée ou d'emploi empêchera le fonctionnement de la machine.

Modifier les schémas électriques de l'installation en conséquence.

3085AS : Barre de préhension pour accès cuvette

Afin de faciliter l'accès en cuvette, installer une crosse. Celle -ci sera atteignable depuis le palier depuis l'ouverture de la porte palière, elle sera fixée au mur.

3095AS : Interrupteur de commande d'éclairage sur le toit de cabine

L'interrupteur de commande d'éclairage situé sur le toit de cabine sera de type étanche à la poussière de classe IP55 avec entrée unique par presse étoupe ou coquille plastique **et voyant lumineux** de signalisation.

Les conducteurs et câbles électriques doivent être choisis parmi ceux normalisés par le CENELEC et d'une qualité au moins équivalente à celle définie par les HD21 S2 et HD22 S2.

L'entrées des câbles se fera par le dessous ou par le coté les boîtiers par presse étoupe et en « goutte d'eau ».

Tous les éléments métalliques du toit de cabine seront raccordés au conducteur de protection (terre en fil V/J).



3110AS : Fins de course

Un interrupteur en partie basse et haute de la gaine doit arrêter la cabine de façon à ce que les positions extrêmes de fonctionnement normal ne puissent être dépassées.

Ce dispositif de fin de course doit arrêter la cabine dans une position telle que le toit de celle-ci soit à une distance d'au moins 1,80 mètre du plafond de gaine ou d'au moins 1,50 mètre de la partie la plus basse des éléments fixés à celle-ci. Dans cette position, le toit de la cabine doit en outre se trouver à une distance maximale de 0,80 mètre au-dessus du palier du dernier niveau desservi

Application de NF P82.212 de 2005 §4.3.7

5005AM, 5010AM, 5015AM, 5020AM, 5025AM, 5030AM, 5040AM, 5045AM, Amiante Périphérique

Les prescriptions en matière de sécurité indiquée dans Ci-dessous devront être impérativement respectées.

Dans le cas où des composants de l'ascenseur ou environnant, tels que : Frein de groupe de traction, calfeutrement armoire de manœuvre, portes palières, revêtement de sol, calorifugeage de tuyauterie, colles, peintures, dalles, ciment de lissages, etc., seraient constitués de matériaux contenant de l'amiante (PANOCELL ou PICAL – Classification IX), il sera demandé un Plan de retrait ou de confinement (PRC) conformément à la réglementation en vigueur.

Avant chaque chantier de retrait ou de confinement, l'entreprise Titulaire de ce marché établira un Plan de Retrait ou de Confinement des matériaux constitués d'amiante. Il adressera ce plan de retrait à la Caisse Régionale d'Assurance Maladie (CRAM), à l'OPPBTP, à l'Inspection du Travail, au Pouvoir Adjudicateur et à son Comité d'Hygiène et de Sécurité.

Le Titulaire prendra toutes les précautions nécessaires pour son personnel intervenant et pour l'environnement, conformément à la réglementation en vigueur, pour effectuer son intervention dans le démontage, l'évacuation et la mise en décharge agréée des éléments contenant de l'amiante. Pour cela, il adressera à son Comité Hygiène, Sécurité et condition de travail (CHSCT), une copie du plan de retrait (PRC)

Règles à appliquer concernant les chantiers de désamiantage

Des travaux sont obligatoires dans le cas où les matériaux contenant de l'amiante se dégradent et émettent trop de fibres. Deux solutions sont alors possibles :

- Confiner les matériaux amiantés afin qu'ils n'émettent plus de fibres (solution provisoire),
- Retirer les matériaux amiantés (solution définitive, et la plus souvent prescrite).

L'évaluation des risques par chacun des acteurs impliqués dans l'opération doit conduire au choix de procédés et de méthodes de travail propres à réduire l'ensemble des risques, en maîtrisant en particulier les émissions de fibres. Elle doit aussi permettre la définition des mesures de protection collectives et individuelles les mieux adaptées à la protection des travailleurs intervenants, mais également des règles de protection des personnes en activité à proximité du chantier.

Chaque chantier doit être considéré comme un cas particulier. Les règles de prévention à mettre en place, après la phase d'analyse des risques, doivent être adaptées à :

- La configuration générale du lieu,
- La surface à traiter,
- La nature du bâtiment,
- L'occupation des autres locaux dans le bâtiment,
- Tout autre paramètre pouvant avoir une influence sur la santé des opérateurs ou des autres occupants des locaux pendant et après le chantier.



Plan de retrait ou de confinement (PRC)

Avant chaque chantier de retrait ou de confinement, l'entreprise intervenant doit établir un Plan de retrait ou de confinement de matériaux contenant de l'amiante (PRC).

Ce PRC décrit l'ensemble des mesures établies afin de :

- Réduire au niveau le plus faible possible l'émission et la dispersion de fibres d'amiante pendant les travaux,
- Éviter toute diffusion de fibres d'amiante hors des zones de travaux,
- Assurer les protections collectives et individuelles des travailleurs intervenants pour l'ensemble des risques,
- Garantir l'absence de pollution résiduelle après travaux.

Le plan doit être soumis à l'avis du médecin du travail, du Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail (CHSCT) ou, à défaut, des délégués du personnel. Il est transmis, un (1) mois avant le démarrage des travaux, à l'inspecteur du travail, aux agents de prévention des Caisses Régionales d'Assurance Maladie (CRAM) et, le cas échéant, à l'Organisme Professionnel de Prévention du Bâtiment et des Travaux Publics (OPPBTP). (Voir réglementation en vigueur)

Retrait ou confinement d'amiante

Selon l'article R. 4412-96 du Code du travail, on entend par amiante friable les matériaux ou produits susceptibles d'émettre des fibres d'amiante sous l'effet de chocs, de vibrations ou de mouvements d'air :

- Le calorifugeage, le flocage, la bourre d'amiante en vrac, le carton d'amiante, les tresses, bourrelets et textiles en amiante, l'enduit, le plâtre amianté et le mortier de faible densité, le feutre amiante, les filtres à air, gaz et liquide, les joints plats, l'amiante-ciment, le vinyle-amiante, les produits d'étanchéité, les matières plastiques, les colles, les mastics, les mousses chargées de fibres, les enduits et les mortiers de densité élevée, les revêtements routiers, les éléments de friction

Des règles spécifiques ont été fixées pour les opérations de retrait ou de confinement de l'amiante. Seules les entreprises Titulaires d'un certificat de qualification spécifique peuvent intervenir dans ce type de chantiers.

Les techniques de retrait d'amiante sont choisies de façon à :

- Limiter l'exposition des travailleurs aux fibres d'amiante pendant les travaux,
- Réduire au niveau le plus faible possible l'émission de fibres dans l'environnement du chantier,
- Faciliter l'enlèvement des débris et l'élimination des matériaux contenant de l'amiante, en fonction de la nature et de la géométrie du support,
- Réduire à un niveau acceptable la charge physique des salariés compte tenu de la pénibilité et des contraintes de ces chantiers.
- La coordination de la prévention lors des opérations,
- L'information des tiers et des organismes,
- L'identification du danger et l'évaluation des risques,
- L'organisation de l'opération,
- L'organisation des premiers secours et les secouristes,
- Les matériels et équipements de chantier et de protection collective et individuelle.

En fin de chantier, le Titulaire des travaux remettra au Maître d'Ouvrage, tous les documents exigés dans le cadre du désamiantage, notamment, le certificat de mise en décharge des matériaux constitués d'amiante.

Ce protocole est à appliquer, lors de toute rencontre sur des matériaux contenant de l'amiante.

Que l'entreprise intervienne pour une opération de désamiantage, de confinement ou même uniquement pour un travail autour de matériaux contenant ou susceptible de contenir de l'amiante, l'entrepreneur mettra tout en œuvre pour respecter la sécurité de ces intervenants et de tierces personnes, ainsi que pour appliquer les réglementations en vigueur relatif à l'amiante.

L'entrepreneur sera tenu de fournir au Pouvoir Adjudicateur tous les documents originaux et relatifs à la gestion du traitement des déchets amiantes. Cela inclus (la liste n'étant pas exhaustive) :



- Les analyses d'air avant et après intervention.
- Plan de retrait ou de confinement.
- Certificats attestant le transport des déchets amiante (BSDA)
- Les attestations et certificats de prise en charge des matériaux contenant de l'amiante dans un centre de stockage et d'enfouissement spécialisé.
- Les copies, certifiées conformes, des courriers adressés aux organismes (CRAM, OPPBTP, IT, CHSCT) ainsi que les originaux des accusés de réception de ces envois.

REMARQUE :

Le Titulaire des travaux devra respecter la réglementation en vigueur lors de la réalisation des travaux et prendre en compte toute action à mener sur des matériaux amiantés ou à proximité de ceux-ci.



Cahier des Clauses Techniques Particulières - Ascenseurs
UGECAM HAUTS DE FRANCE
Marché n°2025-13

